



RÉUNION DES
ÉTATS PARTIES

Distr.
GÉNÉRALE

SPLOS/11
25 juin 1996
FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/ARABE/CHINOIS
ESPAGNOL/FRANÇAIS/RUSSE

RÉUNION DES ÉTATS PARTIES
Cinquième réunion
New York, 24 juillet-2 août 1996

ÉLECTIONS AU TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER :
NOTICES BIOGRAPHIQUES DES CANDIDATS PROPOSÉS PAR LES
ÉTATS PARTIES

Note du Secrétaire général

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	3
II. NOTICES BIOGRAPHIQUES	4
AKL, Joseph	4
ANDERSON, David Heywood	6
ATTARD, David J.	10
BULA-BULA, Raymond Sayeman	22
CAMINOS, Hugo	24
DEGNI-SEGUI, René	35
EIRIKSSON, Gudmundur	40
EL-HUSSEIN, Ali Khalid	42
ENGO, Paul Bamela	45
FOMBA, Salifou	50
HAKAPÄÄ, Kari	52

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Page</u>
JACOVIDES, Andreas J.	54
KOLODKIN, Anatoly Lazarevich	62
LAING, Edward Arthur	69
MAROTTA RANGEL, Vicente	75
MARSIT, Mohamed Mouldi	85
MENSAH, Thomas A.	88
NDIAYE, Tafsir Malick	93
NELSON, L. Dolliver M.	95
OCHAN, Ralph W.	101
PARK, Choon-Ho	104
PINTO, Moragodage Christopher Walter	106
RAO, P. Chandrasekhara	107
ROSENNE, Shabtai	114
SHEARER, Ivan Anthony	125
TREVES, Tullio	133
VUKAS, Budislav	143
WARIOBA, Joseph Sinde	153
WOLFRUM, Rüdiger	156
YAMAMOTO, Soji	172
YANKOV, Alexander	175
YORAC, Haydee B.	181
ZHAO, Lihai	184

I. INTRODUCTION

Ci-après figurent les notices biographiques des candidats aux 21 sièges du Tribunal international du droit de la mer qui doivent être pourvus par élection au cours de la cinquième réunion des États parties (une liste nominative des candidats a déjà été publiée sous la cote SPLOS/10).

II. NOTICES BIOGRAPHIQUES

AKL, Joseph

(Liban)

Date et lieu de naissance : 5 août 1936 à Damour (Liban)

Langues : allemand, anglais, arabe, espagnol et français

Formation et expérience professionnelles :

- | | |
|------------------|--|
| 1952-1956 | Études de psychopédagogie à l'École normale de Beyrouth et à Aix-en-Provence (France). |
| 1961 | Licence de droit public obtenue à la faculté de droit de l'Université Saint-Joseph, à Beyrouth. |
| 1962 | Diplôme d'études supérieures, doctorat en droit public, faculté de droit de l'Université de Paris. |
| 1955-1963 | Enseignant au Ministère de l'éducation nationale. |
| 1963-1973 | Maître de conférences en droit public, faculté de droit de l'Université Saint-Joseph à Beyrouth. |
| 1963-1966 | Chef de service au Département des affaires administratives et consulaires, Ministère des affaires étrangères. |
| 1966-1972 | Directeur adjoint du Département des organisations internationales, des conférences et des traités. |
| 1973-1978 | Premier Conseiller à l'ambassade du Liban à Washington. |
| 1978-1983 | Conseiller juridique auprès du Ministère des affaires étrangères et Directeur du Centre de recherche et de documentation. |
| 25 janvier 1980 | Collation du titre d'ambassadeur. |
| 1983-1990 | Ambassadeur du Liban en République démocratique allemande. |
| 1991-1994 | Ambassadeur du Liban en Colombie. |
| Depuis juin 1994 | Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères et Directeur du Centre de recherche et de documentation.

- Membre de la délégation libanaise aux vingt-troisième, vingt-sixième, vingt-septième, vingt-huitième, vingt-neuvième, trente-troisième, trente-quatrième, trente-cinquième, trente-septième et quarante-neuvième |

sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies et représentant du Liban à la Sixième Commission et à la Commission politique spéciale.

- Membre de la délégation libanaise à la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (New Delhi, 1968), à la Réunion ministérielle du Groupe des 77 tenue à Lima (Pérou) en 1971 et à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement (Stockholm, 1972).
- Membre de la délégation libanaise aux soixante-seizième session (1981), soixante-dix-huitième session (1982) et cent troisième session (1995) du Conseil de la Ligue des États arabes.
- Membre de la délégation libanaise au 12e Sommet des rois et chefs d'État des États arabes (Fez, 1982) et aux deux conférences préparatoires des ministres des affaires étrangères (Fez, 1981) et Mohammadiyah, 1982).
- Membre de la délégation libanaise à la Conférence des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la Conférence islamique (Niamey, 1982).
- Élu membre de la Commission du droit international de la Ligue des États arabes le 24 mars 1979 et réélu en mars 1982. Élu Président de la Commission pour 1983.
- Chef de la délégation libanaise
 - À la Conférence diplomatique pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile (Montréal, 1971).
 - À la vingtième session du Comité juridique de l'OACI (Montréal, 1973).
 - À la Conférence diplomatique sur la succession d'États en matière de traités (Vienne, 1978).
 - À la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer à ses huitième, neuvième, dixième et onzième sessions (New York et Genève, 1979 à 1982).

ANDERSON, David Heywood

(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Né le 14 septembre 1937, au Royaume-Uni; citoyen britannique; Compagnon de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges (1982).

Université de Leeds, licence en droit (1958); London School of Economics, maîtrise de droit (1960). Inscrit au Barreau, Gray's Inn (1963).

Conseiller juridique adjoint au Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth, Londres (1960-1969). Conseiller juridique à l'ambassade du Royaume-Uni à Bonn (1969-1972). Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth (1972-1979 et 1982-1987). Conseiller juridique à la Mission du Royaume-Uni auprès de l'ONU, à New York (1979-1982). Conseiller juridique adjoint au Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth (1987-1989). Deuxième Conseiller juridique (depuis 1989).

Professeur invité à l'Université de Durham (depuis 1995).

Agent du Royaume-Uni dans l'affaire relative à la juridiction sur les pêcheries (examen au fond) (Royaume-Uni c. Islande), Cour internationale de Justice (1974) et dans plusieurs affaires portées devant la Cour européenne de justice et la Commission des droits de l'homme (1976-1979). Membre des équipes de juristes britanniques lors des affaires Factortame (No 2) et Baselines portées devant la Cour européenne de justice.

Membre des délégations britanniques auprès de nombreuses conférences et réunions, notamment :

- Troisième conférence des Nations Unies sur le droit de la mer
- Conseil de sécurité de l'ONU (1979-1982)
- Assemblée générale des Nations Unies (depuis 1967)
- Conférence de Vienne sur le droit des traités (1969)
- Réunions consultatives du Traité sur l'Antarctique (1963-1978)
- Conférence sur la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique (1977-1978)
- Réunion du Conseil de l'Europe sur la suppression des émissions de télédiffusion ("pirates") en mer (1965)
- Conférence MARPOL (1973)
- Conférence quadripartite sur Berlin (1971)
- Comité des utilisations pacifiques du fond des mers de l'ONU (1973)

- Organisation maritime internationale
- Commission des pêches de l'Atlantique Sud (Argentine et Royaume-Uni) (depuis 1990)
- Groupe de haut niveau sur le plateau continental (depuis 1991)

A dirigé les délégations britanniques aux réunions suivantes :

- Conférence des Nations Unies sur les stocks chevauchants et les stocks de poissons grands migrateurs (1993-1995)
- Consultations tenues par le Secrétaire général de l'ONU sur la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1990-1994)
- Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1990-1994)
- Autorité internationale des fonds marins (depuis 1994)
- Négociations sur les frontières maritimes avec l'Irlande, la France, la Belgique, le Danemark (Faroës), les Bahamas, la République dominicaine, les Maldives, les États-Unis, la Jamaïque et Cuba
- Négociations menées avec la France au sujet des pêcheries dans les îles anglo-normandes (depuis 1989)
- Groupe d'étude des États de la mer du Nord sur l'introduction des zones économiques exclusives et la juridiction en matière de pollution (1993-1995)
- Réunions de hauts responsables de la Communauté européenne sur le droit de la mer (depuis 1989)

Membre du Groupe d'étude de l'Institut britannique de droit international et comparé sur l'exploitation commune du pétrole et du gaz en mer (1989).

Membre du Comité du droit international public de l'Institut britannique du droit international et comparé (depuis 1992).

Membre du Groupe d'experts constitué par le Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer du Secrétariat de l'ONU en 1992 pour étudier les incidences de la Convention sur le droit de la mer (publication des Nations Unies de 1994).

Membre de la section britannique de l'Association de droit international, de la Société américaine de droit international et de l'Institut du droit de la mer.

Publications et conférences

The Conservation of Wildlife under the Antarctic Treaty, 14 Polar Record 25 (1968).

Some Recent Developments in the Law relating to the Continental Shelf, 6 Journal of Energy and Natural Resources Law 95 (1988).

Maritime Delimitation: a View of British Practice, 12 Marine Policy 231 (1988).

Straits used for International Navigation: a Commentary on Part III of the UN Convention on the Law of the Sea (en collaboration avec S N Nandan), 60 British Yearbook of International Law 159 (1989).

The Right of Transit Passage and the Strait of Dover, actes du treizième Séminaire annuel sur les problèmes contemporains de la politique des États-Unis en matière de droit de la mer, p. 89, Center for Oceans Law and Policy, Université de Virginie (1989).

Recent Boundary Agreements in the Southern North Sea, 41 International and Comparative Law Quarterly 414 (1992).

The Strait of Dover and the Southern North Sea – Some Recent Legal Developments, 7 International Journal of Estuarine and Coastal Law 85 (1992).

Rapports sur les limites maritimes de l'Europe septentrionale et occidentale dans International Maritime Boundaries (éd. Charney and Alexander) (1993), vol. I, p. 331; vol. II, p. 1003 à 1010 et 1711 à 1914.

Efforts to Ensure Universal Participation in the UN Convention on the Law of the Sea, 42 ICLQ 654 (1993).

Grisbadarna Revisited, in the Baltic Sea: New Developments in National Policies and International Co-operation (Institut du droit de la mer/Stiftung für Wissenschaft und Politik, Munich 1994).

LOS Convention: Status and Prospects, 18 Marine Policy 494 (1994).

Further Efforts to Ensure Universal Participation in the UN Convention on the Law of the Sea, 43 ICLQ 886 (1994).

Legal Effects of Mechanisms for Adjusting Part XI, actes du dix-huitième Séminaire annuel du Centre for Oceans Law and Policy, Université de Virginie (1994).

Legal Implications of the Entry into Force of the UN Convention on the Law of the Sea, 44 ICLQ 313 (1995).

Resolution and Agreement relating to the Implementation of Part XI of the UN Convention on the Law of the Sea: A General Assessment, 55 Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht ... (1995, partie 2).

Some Impressions of the Processes of Codification and Progressive Development of International Law, Université de Londres, décembre 1994.

The Entry into Force of the UN Convention on the Law of the Sea in a Wider Context, Consejo Argentino para las Relaciones Internacionales, 2 février 1995.

The Future Development of the Law for the Protection of the Marine Environment: European Initiatives, l'accent étant mis sur l'Union européenne, Conférence de l'Institut du droit de la mer, Bali, 22 juin 1995.

The Straddling Stocks Agreement of 1995, Society of Public Teachers of Law, Cardiff, Pays de Galles, 13 septembre 1995.

Investigation, Detention and Release of Foreign Vessels under the UN Convention on the Law of the Sea of 1982 and Other International Agreements, réunion d'étude sur la mainlevée rapide des navires avant le Tribunal international du droit de la mer, Hambourg, 17 novembre 1995; 11 IJMCL (mai 1996).

The Process of Negotiating Maritime Boundary Agreements, réunion d'étude de l'Organisation des États des Caraïbes orientales, Castries, 24 janvier 1996.

ATTARD, David J.

(Malte)

RÉSUMÉ

A étudié le droit à l'Université de Malte (doctorat en droit) et à l'Université d'Oxford (doctorat en philosophie). Avocat spécialisé dans les questions de droit international.

A été nommé à la chaire de droit international public de l'Université de Malte, en 1988. Enseigne également le droit international comme professeur invité à l'Université de Rome II. En 1990, a été le premier titulaire de la chaire de diplomatie de l'environnement du PNUE. Directeur de l'Institut de droit maritime international de l'OMI depuis 1992. A publié divers articles dans des revues spécialisées. Son premier ouvrage "The Exclusive Economic Zone in International Law" (La zone économique exclusive en droit international) (Clarendon Press) a reçu le prix de droit international Paul Guggenheim à Genève.

A été nommé conseiller spécial du Secrétaire général de l'OMI en 1987. A été nommé conseiller juridique principal spécial du Directeur exécutif du PNUE en 1989. Sur ses conseils, le Gouvernement maltais a soulevé la question de la nécessité de protéger le climat mondial à la quarante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette initiative a abouti à l'adoption en 1992 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

A été nommé conseiller juridique du Premier Ministre de Malte en 1988. De 1988 à 1990, a présidé le Comité de l'exploration pétrolière du Cabinet du Premier Ministre de Malte. Est Président de la Mediterranean Oil & Gas Exhibition & Conference (MOEX) depuis 1989.

Au cours des huit dernières années, a assumé les fonctions de conseiller auprès de trois ministres des affaires étrangères successifs. En 1987, a proposé de créer une Académie méditerranéenne d'études diplomatiques, qui a été instituée ultérieurement dans le cadre d'un accord entre les Gouvernements maltais et suisse.

S'intéresse au droit maritime tant du point de vue théorique que pratique depuis plus de 20 ans. Sa première thèse de doctorat, soutenue en 1977, avait pour thème "La Méditerranée, en tant que 'mer fermée', selon le nouveau droit de la mer". Cette étude proposait la création d'institutions pour renforcer la coopération maritime dans la région. À l'Université d'Oxford, a effectué des recherches sur les nouveaux régimes du droit de la mer. Sa thèse de doctorat portait sur l'évaluation du statut et de la nature juridique de la zone économique exclusive.

À l'Institut de droit maritime international de l'OMI, enseigne le droit de la mer à des étudiants de troisième cycle originaires de pays en développement. Est actuellement chargé des cours de droit international à l'Université de Malte et à l'Académie méditerranéenne d'études diplomatiques.

A participé activement aux négociations sur le droit de la mer organisées dans le cadre de l'ONU; a dirigé la délégation maltaise à ces négociations, ou figuré parmi ses membres à diverses reprises.

* * *

I. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE GÉNÉRAL

Nom : David Joseph Attard

Date de naissance : 29 mars 1953

Situation de famille : marié, trois enfants

Langues : très bonne connaissance de l'anglais, de l'italien et du maltais, bonne connaissance du français et de l'espagnol

Bourses :

1973 Conseil de l'Europe, Strasbourg
1976 American Legal Studies, Harvard Seminar, Salzburg
1977 British Council, Oxford
1978 Nuffield Foundation, bourse de recherche, Oxford

Prix :

1987 Prix Paul Guggenheim de droit public international, Genève

II. ÉTUDES ET ACTIVITÉS UNIVERSITAIRES

A. Diplômes universitaires

1978 Doctorat en droit, Université de Malte
1982 Doctorat en philosophie, Université d'Oxford

B. Activités universitaires

1986 Chargé de cours, Département de droit public, Université de Malte
1988 Professeur titulaire de la chaire de droit international public, Université de Malte
1989 Professeur invité
Institut de droit maritime international de l'OMI
1990 Chaire de diplomatie de l'environnement du PNUE
Académie méditerranéenne d'études diplomatiques

/...

Depuis 1992 Directeur de l'Institut de droit maritime international de l'OMI

Depuis 1994 Professeur invité de droit international Université de Rome "Tor Vergata"

III. ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

1987 Conseiller juridique, Cabinet du Premier Ministre de Malte

1988 Conseiller spécial du Secrétaire général de l'OMI

1989 Conseiller juridique principal spécial du Directeur exécutif du PNUE

IV. CHARGES PUBLIQUES

1986 Commission océanographique de Malte
Membre

1987 Délégation maltaise au Conseil de l'Organisation maritime internationale
Membre et consultant

Cabinet du Secrétaire parlementaire aux affaires maritimes, Malte
Consultant sur les conventions maritimes internationales

Comité national sur la législation relative au transport des marchandises, Malte
Membre

Comité national sur la législation relative aux sociétés offshore, Malte
Membre

Comité maltais de l'exploration pétrolière, Cabinet du Premier Ministre
Membre et conseiller juridique

1988 Cabinet du Premier Ministre de Malte
Conseiller juridique auprès du Premier Ministre

Ministère des affaires étrangères de Malte
Conseiller personnel du Ministre

Comité de la juridiction maritime, Cabinet du Premier Ministre de Malte
Président

Comité de l'exploration pétrolière, Cabinet du Premier Ministre de Malte
Président

- 1989 Ministre des affaires étrangères de Malte
 Conseiller
- Conseil maltais pour la science et les techniques
 Membre
- 1990 Cabinet du Président de la quarante-cinquième session de
 l'Assemblée générale des Nations Unies
 Conseiller

V. CHARGES DIPLOMATIQUES

- 1987 Commission préparatoire des Nations Unies sur l'exploitation
 minière des fonds marins et le Tribunal du droit de la mer,
 New York
 Chef de la délégation maltaise
- Envoyé spécial du Ministre des affaires étrangères auprès du
 Secrétaire général de l'ONU, New York
- 1988 Envoyé spécial du Ministre des affaires étrangères auprès du
 Gouvernement saoudien, Riyad
- Envoyé spécial du Ministre des affaires étrangères auprès du
 Gouvernement des Émirats arabes unis, Abou Dhabi
- Conseiller de la délégation maltaise à la Deuxième Commission de
 l'Assemblée générale des Nations Unies à New York
- Représentant de Malte à la Deuxième Commission de l'Assemblée
 générale à New York
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat,
 PNUE/OMM, Genève
- Représentant principal de la délégation maltaise
- 1989 Réunion des chefs d'État et de gouvernement sur l'atmosphère
 mondiale, La Haye
 Représentant personnel du Premier Ministre de Malte
- Conseil d'administration du PNUE, Nairobi
 Chef de la délégation maltaise
- 1990 Ministère des affaires étrangères de Malte
 Ambassadeur
- Conférence diplomatique de l'OMI sur la Convention sur la
 préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution
 par les hydrocarbures, Londres
 Membre de la délégation maltaise

- 1991 Réunion de la CSCE sur le règlement pacifique des différends,
La Vallette et Genève
Conseiller auprès de la délégation de Malte
- Comité intergouvernemental de négociation d'une Convention-cadre
sur les changements climatiques, Washington, Genève, Nairobi
Chef de la délégation maltaise
- 1994 Réunion ad hoc des États parties à la Convention sur le droit de
la mer, New York
Consultant auprès de la délégation maltaise
- 1995 Congrès des Nations Unies sur le droit international public,
New York
Participant

VI. FONCTIONS INTERNATIONALES

- 1981 Association de droit international (Section britannique)
Membre
- Depuis 1983 Comité de la Zone économique exclusive de l'ADI
Représentant de la Section britannique
- 1988 Groupe d'experts des Nations Unies sur le droit relatif aux
hydrocarbures, Paris
Membre
- Comité d'experts sur la Convention internationale pour la
prévention de la pollution par les navires, La Vallette
Membre
- 1989 Groupe d'experts juridiques chargé de présenter un document de
travail sur les questions juridiques et les questions de
politique générale à la Conférence ministérielle sur l'atmosphère
en évolution (Pays-Bas)
Élu Coprésident (avec S. E. M. Alan Beesley, Canada)
- Groupe de travail PNUE/OMM pour l'élaboration d'une convention
internationale sur le climat, Genève
Membre
- Groupe d'experts du Conseil de l'Europe sur le droit
international public, Strasbourg
Membre
- Institut de droit maritime international de l'OMI, Malte
Membre du Conseil d'administration

- Depuis 1990 Commission du patrimoine culturel de l'ADI
Représentant juridique de la Section britannique
- Académie méditerranéenne d'études diplomatiques, Malte
Membre du Conseil d'administration
- Académie mondiale des arts et des sciences
Proposé par M. Reisman (Yale Law School), Suède
- Climate Institute, Washington D. C.
Membre du Conseil consultatif
- Groupe de travail sur la diplomatie de l'environnement de
l'UNITAR, Genève
Président
- 1993 Cours sur les problèmes de droit maritime en Méditerranée donné
dans le cadre du programme UE/MED CAMPUS, Rome
Coordonnateur
- Académie méditerranéenne d'études diplomatiques, Malte
Vice-Président du Conseil d'administration
- 1995 Section maltaise de l'Association de droit international
Fondateur et Président

VII. EXPÉRIENCE UNIVERSITAIRE

M. Attard enseigne le droit international public depuis plus de 15 ans. Il est chargé d'établir le programme du cours général de droit international à l'Université de Malte et à l'Académie méditerranéenne d'études diplomatiques. En sa qualité de directeur du département de droit international public, il coordonne les cours et les conférences donnés dans le domaine du droit international au niveau du troisième cycle.

En tant que Directeur de l'Institut de droit maritime international de l'OMI, il organise et donne les cours ci-après : introduction au droit international, droit des institutions internationales, droit de la mer et droit de l'environnement.

VIII. TRAVAUX DE RECHERCHE

Droit maritime international

Cela fait plus de 20 ans que M. Attard s'intéresse au droit maritime tant du point de vue théorique que pratique. Sa première thèse de doctorat, soutenue en 1977, avait pour thème "La Méditerranée, en tant que 'mer fermée', selon le nouveau droit de la mer". Cette étude examinait la possibilité de créer des institutions régionales, comme l'avait proposé la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer qui poursuivait ses travaux à l'époque.

À l'Université d'Oxford, M. Attard a entrepris des travaux de recherche sur la zone économique selon le nouveau droit de la mer. C'est à partir de ces travaux qu'il a rédigé l'ouvrage intitulé "La zone économique exclusive en droit international", qu'Oxford University Press a publié dans le cadre de sa collection universitaire "Clarendon Press" en 1987.

Il continue de porter un vif intérêt à l'étude du droit de la mer au sujet duquel il a actuellement deux livres en préparation. Le premier ouvrage est un guide pratique, le deuxième concerne le régime applicable au plateau continental et complète ses travaux sur la zone économique exclusive.

Droit de l'environnement

M. Attard étudie le droit relatif à la protection de l'environnement depuis plusieurs années. En 1988, il a conseillé au Gouvernement maltais de soulever le problème de la protection du climat mondial à l'ONU et, l'année suivante, la question de la protection des espaces extraterritoriaux.

IX. PARTICIPATION À DES CONFÉRENCES ET COMMUNICATIONS

- 1975 A présenté une communication intitulée "Some aspects of the New International Economic Order" à une réunion de l'UNESCO sur le nouvel ordre économique international tenue à Oran
- 1976 A présenté une communication intitulée "The E.E.C. and its relation to the Mediterranean" à une réunion organisée par l'Union des étudiants espagnols à Madrid
- A présenté une communication intitulée "Mediterranean Co-operation" à une réunion conjointe du Club de Rome et de Pacem in Maribus à Alger
- 1976-1977 A présenté une communication intitulée "The New Law of the Sea" à la Conférence de Sonnenburg à Malte
- 1978 A participé à une réunion d'experts juridiques sur l'exploitation minière des fonds marins tenue à l'Université de Malte
- 1980 A participé à la réunion internationale de l'Institut international de l'Océan sur la zone économique exclusive tenue au Siège de l'ONU, à New York
- A participé en tant que conseiller juridique pour la Méditerranée à la Conférence annuelle internationale de l'IFPI à Copenhague
- A participé à la Conférence semestrielle de l'ADI à Belgrade
- 1984 A participé à la Conférence semestrielle de l'ADI à Paris
- A présenté une communication intitulée "State Practice on Maritime Jurisdiction" à une réunion publique de la Commission de l'ADI sur la zone économique exclusive à Paris

- 1985 A participé à une table ronde sur l'arrêt que la Cour internationale de Justice a rendu la même année au sujet du différend sur le plateau continental opposant Malte et la Libye, organisée par le Għaqda Studenti tal-Ligi à l'Université de Malte
- 1987 A présenté une communication intitulée "The Legal Regime relating to the Exploration and Exploitation of Non-Living Resources" à la Conférence sur la Méditerranée selon le nouveau droit de la mer tenue à Malte
- 1988 A présenté une communication sur "The U.N. and Youth" à un séminaire organisé par le Ministère de l'éducation (service de la jeunesse) à Malte
- A présenté une communication intitulée "Maritime Boundaries in the Mediterranean" à la session d'été de l'Université euro-arabe
- 1988-1990 A participé à des réunions et des sessions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat à Genève
- 1989 A participé à la Réunion des experts juridiques et des spécialistes de politique générale sur la protection de l'environnement, Ottawa
- Membre du Comité de rédaction de la Déclaration de La Haye sur l'atmosphère mondiale sous la présidence de M. Rochard, M. Lubbers et Mme Brundtland, Premiers Ministres
- A participé à la Conférence du PNUÉ sur l'évolution du climat au Caire
- 1990 A participé aux travaux du Groupe d'experts juridiques du PNUÉ chargé d'examiner les intérêts communs de l'humanité ("The Common Concern of Mankind") à Malte et à Genève
- 1991 A pris part au Colloque sur la neutralité et le non-alignement dans la période de l'après-guerre froide, organisé par l'Académie méditerranéenne d'études diplomatiques à Malte
- 1992 A participé à un colloque sur la protection juridique de l'environnement au-delà des limites de la juridiction nationale, organisé par l'Académie méditerranéenne d'études diplomatiques à Malte
- A pris part à un atelier sur les besoins de la diplomatie palestinienne en matière de formation, organisé par l'Académie méditerranéenne d'études diplomatiques à Malte
- 1994 A pris la parole à la Conférence sur la protection des droits en matière de propriété intellectuelle dans la région du Golfe à Dubai

Orateur principal à la 39e Convention annuelle de l'Association internationale des approvisionneurs de navires, intitulée "The International Regime Relating to the Arrest of Seagoing Ships: Some Developments" à Malte

1995 Conférence sur l'évolution du droit de l'environnement au Collège des affaires étrangères de Beijing

Conférence sur la Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer à l'administration maritime chinoise, Beijing

A participé à la Conférence régionale pour le développement des transports maritimes en Méditerranée à Barcelone

X. PUBLICATIONS*

A. Ouvrages

"The Exclusive Economic Zone in International Law" (Oxford University Press/Clarendon Press). Ce livre est le premier d'une nouvelle série intitulée "Oxford Monographs in International Law". En 1988, il a obtenu le prix Paul Guggenheim qui est décerné tous les deux ans par un jury de publicistes à "un ouvrage de droit international qui se distingue par sa qualité exceptionnelle et constitue la première oeuvre importante de son auteur".

B. Articles

"Investment in Maltese Human Capital", Cobweb-Economic Journal (1974)

"The Right to Strike: A Comparative Study", Cobweb-Economic Journal (1975)

"The New Economic Order: Myth or Reality", Cobweb-Economic Journal (1976)

"Bahar ta'Paci", Illum. (1976)

"Towards a Mediterranean Consciousness", MSM Proceedings (1976) (Institut international de l'océan)

"Rio-Reshaping the International Order", Sunday Times of Malta (1976)

"Mankind's Interdependence: Club of Rome Report", Sunday Times of Malta (1976)

"Prevention of Oil Pollution in the Mediterranean", Sunday Times of Malta (1976)

"A New Constitution to Govern Ocean Space", Sunday Times of Malta (1976)

"The New Law of the Sea and the Mediterranean" (1976, 1977)

* Toutes les publications indiquées peuvent être obtenues sur demande.

"Fluctibus Haud Aequis: A Brief Analysis of the Current Talks on the Law of the Sea", The Law Journal (1976)

"Malta's 1967 Initiative on U.N. on Sea-bed Problems" (1976)

"Who will own the Sea Around Us?", Sunday Times of Malta (1977)

"Will Malta Replace Jamaica as Home for the I.S.A.?", Sunday Times of Malta (1977)

"The Exclusive Economic Zone", Université d'Oxford (1979)

"Malta's Growing Interest in the Law of the Sea", Perspective (1978)

"The Current Status of the EEZ in International Law", Actes de l'ADI (1984)

"The Relationship between the EEZ and the Continental Shelf", Actes de l'ADI (1984)

"European Rights - At Last", Daily Telegraph (Londres) (2 août 1985)

"Delimitation by a Single Maritime Boundary", Id-Dritt (Law Journal), vol. XIII (1985)

"The Delimitation of the Continental Shelf and the Exclusive Economic Zone in the Mediterranean Sea", Il Regime Giuridico Internazionale Del Mare Mediterraneo, V. Leanza Ed. (1987)

"Some Aspects of the Legal Regime relating to the Allocation and Utilization of Mineral Resources", The Mediterranean in The New Law of the Sea (1987)

"Exploitation of Offshore Mineral Resources", in Cope News, (Partie I, mars 1987), (Partie II, avril 1987)

Discours solennel prononcé à l'occasion de la remise du titre de docteur honoris causa à S. E. M. Chanrika Prasad Srivastava, Secrétaire général de l'OMI, octobre 1988, Université de Malte

Déclaration sur la nécessité de conclure une convention internationale sur le climat faite à la Deuxième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, Documents officiels de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (1988)

"Joint Developments of Non-Living Marine Resources", Actes de l'ADI (1988)

"Climate Change", Foundation of International Studies (1989)

"Possible Elements for an International Legal and Institutional Strategy on Climate Change and Global Warming", Actes du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, février 1989

"The 1985 Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta) Judgement: A brief Analysis", in De Jure, vol. 1, No 3, janvier 1989

"Protection of Global Climate: A Review of Developments", Id-Dritt (Law Journal), vol. XIV (1989)

Discours solennel prononcé à l'occasion de la remise du titre de docteur honoris causa à S. E. M. Suarez, Président du Portugal, octobre 1994, Université de Malte

"The Arrest of Ships: Current Legal Developments", Revue de l'Association internationale des approvisionneurs de navires, décembre 1994, Londres

Discours solennel intitulé "The Universal Constitution for the Oceans", prononcé à l'occasion de l'inauguration du monument au Droit de la mer, février 1995, Université de Malte

"The Exclusive Economic Zone: Current Developments", communication faite devant les membres de la communauté diplomatique, Beijing, mars 1995

(*) On peut se procurer des exemplaires de toutes les publications citées.

C. Rédaction/direction

1976 Création et direction de la revue "The Journal of Educational Affairs", Université de Malte

1985 Désigné par la Société américaine de droit international comme rédacteur correspondant de sa publication "International Legal Materials"

1989 Membre du Comité de rédaction du "Journal of International Boundary Studies", Université de Durham

1991 "IMLI News", bulletin officiel de l'Institut de droit maritime international de l'OMI

D. Critique littéraire

Chargé de la critique d'ouvrages pour le "British Yearbook of International Law" et l'"American Journal International Law"

E. Journalisme

Publie fréquemment des articles dans divers journaux maltais et étrangers, dont le "London Times Higher Education Supplement"

F. Ouvrages à l'élaboration desquels l'intéressé a participé

"The Freedom of the High Seas and the Exclusive Economic Zone: The Problems of Interactions", rapport de la Commission sur la zone économique exclusive de l'Association de droit international (1984)

"The International Law of the Sea", D. P. O'Connell (deux volumes),
Clarendon Press (1983)

"International Copyright and Neighbouring Rights", S. Stewart
Q. C. Butterworth (1983)

"The Joint Development of Non-Living Resources in the Exclusive Economic
Zone", rapport de la Commission sur la zone économique exclusive de
l'Association de droit international (1988)

"The Common Concern of Mankind" (PNUE, 1989)

XI. INSTITUTIONS DONT L'INTÉRESSÉ EST MEMBRE

Senior Common Room, Pembroke College (Oxford)

American Society of International Law (Washington)

Oriental Club (Londres)

Oxford Law Society (Oxford) (Président de la section maltaise)

Middle East Institute (New York)

Association de droit international (Section du Royaume-Uni)

Association internationale du barreau (Section de droit des affaires)

Chamber of Advocates (Malte)

Association of International Petroleum Negotiators (Huston)

BULA-BULA, Raymond Sayeman

(Zaïre)

Adresse : Maison G.18, Plateau des Résidents
Université de Kinshasa, B. P. 204 Kinshasa XI,
Kinshasa, Zaïre

Né le : 31 août 1950 à Ebonda

Profession : Professeur de l'enseignement supérieur

Nationalité : Zaïroise

Langue habituelle : Français

Langues parlées, lues, écrites : Français et anglais

Études universitaires et diplômes obtenus

1971-1974 : 1re, 2e et 3e années de graduat en droit, Université de Kinshasa.

1974-1976 : 1re et 2e années de licence en droit, Université de Kinshasa.

1986 : Doctorat en droit international de l'Université catholique de Louvain (Belgique)

Thèse : Le nouveau droit de la mer dans les États africains côtiers de l'Atlantique et de l'océan Indien (Louvain-la-Neuve, 1986), 289 p.

Principales publications

- "Le nouveau droit de la mer dans le contexte économique du Zaïre" (Kinshasa, Noraf, 1992; Bruxelles, Bruyant, 1994), 110 p.
- "Faut-il instituer un mécanisme juridictionnel africain de règlement des différends?", Société africaine de droit international comparé, Proc. 6 (1994), p. 21 à 55.

Principaux cours et conférences

- "Les normes de la qualité des eaux en droit comparé", Communication présentée au premier Colloque national sur les normes de la qualité des eaux, Comité national d'action de l'eau et de l'assainissement, Kinshasa, 9-14 mai 1988, 34 p.
- "Le nouveau droit de la mer au regard de l'Afrique", Conférence-débat, Université de Kinshasa, 17 mai 1988, 20 p.
- "Les États sans littoral et le droit de la mer", Conférence-débat, Université de Bangui (République centrafricaine), 26 janvier 1989, 15 p.

- Cours de droit de la mer, 3e année de licence en droit, Faculté de droit et des sciences économiques de l'Université de Bangui (1989), 54 p.
- "L'Europe de 1993 et ses implications sur la coopération euro-africaine en matière maritime", Communication présentée au séminaire international sur l'Europe de 1992 et l'Afrique, Kinshasa, 5-8 novembre 1990, 27 p.

Carrière universitaire

Fonctions actuelles

- Depuis 1992 : Professeur de l'enseignement supérieur
- 1994-1995 : Vice-doyen de la Faculté de droit
- Depuis 1995 : Secrétaire général de l'Université de Kinshasa

Matières enseignées

- Droit de la mer
- Droit international
- Droit international de l'environnement

Fonctions antérieures

- 1976-1980 : Assistant au département de droit international, Faculté de droit de l'Université de Kinshasa.
- 1987-1992 : Professeur associé.
- 1988-1990 : Professeur invité à la Faculté de droit de l'Université de Bangui (République centrafricaine).

Sociétés savantes

- Depuis 1989 : Institut du droit de la mer, Honolulu, Hawaii (États-Unis d'Amérique).
- Depuis 1992 : Réseau de droit de l'environnement, Association des universités partiellement ou entièrement de langue française/Université des réseaux d'expression française (AUPELF-UREF), Paris.
- Depuis 1993 : Société africaine de droit international comparé, Londres (Groupe des intérêts maritimes, 1995).

CAMINOS, Hugo

(Argentine)

Études universitaires

Faculté de droit et de sciences sociales, Université de Buenos Aires :
certificat d'aptitude à la profession d'avocat, 1942; docteur en droit,
1964.

Études de troisième cycle en droit international
(Boursier de l'Institute of International Education)

Université de Californie (Berkeley), Université de Los Angeles et
Université de Columbia, New York, 1945-1946; The New York School for
Social Research, New York, 1946 (relations internationales).

Fonctions occupées

Professeur de droit international public, faculté de droit et de sciences
sociales, Université de Buenos Aires; professeur adjoint, 1956-1957;
professeur associé, 1958-1962; professeur titulaire, 1963-1987; professeur
honoraire, 1988.

Professeur à l'Instituto del Servicio Exterior de la Nación, Ministère des
relations extérieures et du culte; droit international public, 1963; droit
relatif aux organismes internationaux, 1967, et droit relatif aux
institutions internationales, 1972.

Cours et séminaires consacrés à des questions de droit international au
cours des sessions suivantes du programme externe de l'Académie de droit
international de La Haye : Buenos Aires (1972 et 1986); Mexico (1979);
Brasilia (1984); et Bogotá (1989).

Coordonnateur du cours annuel de droit international organisé par le
Comité juridique interaméricain de l'OEA à la Fondation Getulio Vargas de
Rio de Janeiro, depuis 1984.

Participe depuis 1957 à diverses réunions annuelles de la Société
américaine de droit international et y contribue.

Professeur invité de droit international public, faculté de droit de
l'Université de Miami, de septembre à décembre 1995.

Cours et séminaires de l'Institut des Nations Unies pour la formation et
la recherche (UNITAR) :

a) Cours régionaux

Amérique latine : "Nullité des traités dans la Convention de
Vienne", Caracas, 1973.

Asie orientale et Pacifique : "La troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer", Dacca (Bangladesh), 1976.

Caraïbes : "L'élaboration du nouveau droit de la mer", Nassau (Bahamas), 1977.

Amérique latine et Caraïbes : "Le nouveau droit de la mer", organisé par l'UNITAR et le Conseil argentin pour les relations internationales, Buenos Aires, septembre 1983.

b) Cours spéciaux à l'intention des membres des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies

Séminaires sur "La troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer", New York, 5-6 mai 1977; Genève, 22-23 mars 1978; Genève, 15-16 mars 1979; New York, 27-28 février 1981; Genève, 23-24 juillet 1981; New York, février 1980; et Genève, 28-29 juillet 1980.

Séminaires à l'intention des groupes anglophones et francophones du Programme de bourses de droit international de l'ONU/UNITAR sur "La troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer : principales questions traitées et solutions proposées dans le texte de synthèse officieux aux fins de négociation", La Haye, 1er-8 août 1977; "Le nouveau droit de la mer : les questions les plus difficiles et le processus d'élaboration de traités multilatéraux à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer", La Haye, 7-11 août 1978; "Le nouveau régime juridique des océans à l'issue de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer", La Haye, 9-13 juillet 1979.

c) Cours spéciaux organisés dans divers États Membres des Nations Unies

Cours sur la diplomatie multilatérale, Université du Suriname, Paramaribo, février 1980.

Cours sur l'élaboration de traités et autres instruments internationaux, Institut d'études diplomatiques du Ministère libyen des relations extérieures, Tripoli, septembre-octobre 1980.

Cours sur "Algunos Aspectos da Convenção sobre Direito do Mar de 1982", dans le cadre du cours organisé par l'UNITAR, l'Institut Rio Branco du Ministère brésilien des relations extérieures et la République du Cap-Vert, Praia (Cap-Vert), 28 mars-1er avril 1983.

Cours sur "A Nova Convenção das Nações Unidas sobre Direito do Mar", dans le cadre du cours organisé par l'UNITAR, l'Institut Rio Branco du Ministère brésilien des relations extérieures et la République de Guinée-Bissau, Bissau, 6-10 mai 1985.

Participation aux sessions de l'Institut du droit de la mer, Kingston (Rhode Island), 1972, San Francisco (Californie), 1984, et Gênova (Italie), 1992.

Directeur des études en langue anglaise à la session de 1973 de l'Académie de droit international de La Haye (Droit international public) et membre du jury chargé conjointement avec les professeurs R. J. Dupuy, R. Ago et Y. Loussoarn d'organiser l'examen de droit international public et de droit international privé.

Séminaires sur la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer à l'Académie de droit international de La Haye, 16-17 juillet 1975.

Présentation d'exposés aux séminaires organisés par la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) à Santiago du Chili (1977) et à Buenos Aires (1978) sur l'économie des océans.

Séminaire sur "Le nouveau droit de la mer", Conseil argentin pour les relations internationales, Buenos Aires, juin 1979.

Présentation d'exposés aux deuxièmes journées de droit international d'Amérique latine organisées par l'Institut d'études internationales de l'Université du Chili, sous les auspices de l'OEA, Viña del Mar, 1er-5 décembre 1980.

"Les négociations sur le droit de la mer". Conférence organisée au Foreign Service Institute du Département d'État des États-Unis, dans le cadre du Séminaire sur la diplomatie multilatérale, sous les auspices de l'Académie mondiale pour la paix, 23-27 février 1981.

Présentation d'un exposé sur "Le plateau continental et la Conférence sur le droit de la mer" dans le cadre du Colloque sur "Le nouveau droit de la mer" organisé par le Conseil argentin pour les relations internationales et l'Instituto Naval de Conferencias, Buenos Aires, 7-11 septembre 1981.

Présentation d'un exposé sur le "Régime de la pêche dans la zone économique exclusive" dans le cadre du Séminaire international sur "La zone économique exclusive et le régime de la pêche" organisé par l'Institut d'études internationales de l'Université du Chili, Iquique, 28-30 octobre 1981.

Participation aux sessions de l'Institut de droit international : Dijon (1981), Helsinki (1985), Le Caire (1987), Santiago de Compostela (1989) et Basilea (1991).

Présentation d'un exposé à la deuxième Conférence Miller sur le droit international consacrée au thème intitulé "Developing International Law on Internal Strife", New York University Law School, 8-9 novembre 1985.

Participation à la Consultation régionale sur l'enseignement du droit international public en Amérique latine organisée par l'UNESCO et le Colegio de México, Mexique, avril 1986.

Cours et séminaires à l'Institut de droit international public et de relations internationales de Thessalonique au cours des sessions de 1986 et 1991 consacrées au droit de la mer, l'accent étant mis en particulier sur les problèmes de la mer Méditerranée et à la Décennie des Nations Unies pour le droit international.

Cours sur "Le régime juridique des détroits dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982", à l'Académie de droit international, La Haye, 1987.

Conférencier invité à présenter "Quelques considérations sur les instruments nationaux et internationaux relatifs à la protection des réfugiés" dans le cadre du premier Séminaire organisé en Argentine par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés sur le droit des réfugiés, Buenos Aires, 16-19 juin 1987.

Participation au Séminaire organisé à l'occasion du quarantième anniversaire de la Déclaration des droits et devoirs de l'homme par l'Institut interaméricain des droits de l'homme et l'Université Javeriana, Bogotá, 27-28 avril 1988.

Participation à la Réunion constitutive du projet Governing Rules du droit international de la Société américaine de droit international, Talloires (France), 30 mai-3 juin 1990. Membre du Comité de rédaction chargé d'élaborer le premier thème dudit projet relatif au "Mouvement des personnes à travers les frontières" dont la synthèse paraît dans la série Studies in Transnational Legal Policy de la Société américaine de droit international, No 23 (1992).

Contribution à la Réunion de la Commission d'experts chargée de prévenir et de combattre la criminalité transfrontière et de créer un tribunal pénal international, organisée par l'ONU et l'Institut supérieur international de sciences pénales, sous les auspices du Ministère italien de la justice, Syracuse, 24-28 juin 1990.

Présentation d'un exposé sur "The OAS and its organs: an Overview" dans le cadre des Stanford Lectures de l'Institut canadien d'études supérieures de droit, Université de Stanford, Palo Alto (Californie), 15-21 juillet 1990.

Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales. Communication présentée au séminaire sur "Le rôle que l'Organisation pourrait jouer à la fin de la guerre froide avant de recourir à la force : analyse faite à la lumière de la crise du golfe Persique", Université de Géorgie, faculté de droit, Athènes (Géorgie), 1er-2 mars 1991.

"L'OEA et le Canada". Conférence faite sous les auspices du Foro Ibérico-Americano et de la faculté de droit, département de droit civil de l'Université d'Ottawa. Ottawa, 11 avril 1991.

Présentation d'un exposé à la Réunion d'experts sur le transfert de l'exécution des sanctions pénales, organisée par l'Organisation des Nations Unies et l'Institut supérieur international de sciences pénales, Syracuse, 3-8 décembre 1991.

Participation à la réunion d'un groupe de travail, constitué par l'Association internationale de droit pénal et l'Institut supérieur international de sciences pénales, chargé d'examiner le projet de code relatif aux crimes contre la paix et la sécurité internationales élaboré par la Commission du droit international des Nations Unies à Courmayeur (Italie), 25-29 mars 1992.

Rapporteur [en collaboration avec le professeur Sharon A. Williams, Université de York (Ontario)] chargé de l'étude de la structure et de la composition d'un tribunal pénal international à la Réunion internationale sur la création d'un tribunal pénal international, organisée par le Centre international pour la réforme du droit pénal et la politique relative à la justice pénale, affilié à l'Organisation des Nations Unies, sous les auspices du Ministère canadien des relations extérieures et du commerce international. Vancouver, 22-26 mars 1993.

Présentation d'un exposé sur "Le droit d'intervention humanitaire" à la Conférence sur les questions juridiques internationales dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le droit international, à Doha (Qatar), du 22 au 25 mars 1994.

Autres activités universitaires

Participation, notamment, aux réunions et séminaires suivants consacrés aux problèmes du droit international : Institut uruguayen de droit international, Montevideo, 1959; Institut argentin de droit international, Buenos Aires, 1960; Association de droit international, Buenos Aires, 1968, La Haye, 1979, et Bruxelles, 1973; Association interaméricaine du barreau, Montevideo, 1951, San Pablo, 1954, et Buenos Aires, 1957; Association de droit international, Comité des fonds marins, Heidelberg, 1971; Université de Columbia, 1973; Université de Houston, 1974; Université de Suffok, 1975; Université de Montréal, 1975; Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), Santiago, 1976, et Buenos Aires, 1977; faculté de droit de Cornell, 1977; Association de droit international, Projet de l'UNESCO relatif à la théorie et à la méthodologie du droit international, Oxford, 1977; Dotation Carnegie pour la paix internationale, New York, 1977; Observatoire de Lamont-Doherty, Université de Columbia, 1978; Bryn Mawr College, 1977; Observatoire Lamont-Doherty, Université de Columbia, 1978; Centre de recherche sur le nouvel ordre économique international, Séminaire sur les aspects juridiques, St. John's College, Oxford, 1979; Colegio Interamericano de Defensa, 1979 et 1986; UNITAR et Institut libyen d'études diplomatiques sur les vestiges de la deuxième guerre mondiale sur le territoire libyen,

Genève, 28 avril-1er mai 1981; Université de Sao Paulo, faculté de droit, 1982; Université de Brasilia, Département des sciences politiques et des relations internationales, 1982; Université de Pernambuco, faculté de droit, Recife, 1983; faculté de droit de l'American University, Washington, 1985; faculté de droit de l'Université de New York, 1984 et 1985; Conseil canadien du droit international, Ottawa, réunions annuelles en 1984, 1985 et 1991; VIIe Réunion annuelle des centres membres du Programme d'études conjointes sur les relations internationales de l'Amérique latine, Bogotá, 1985; Université de Georgetown, faculté de droit, 1987, et Université George Washington, faculté de droit, 1989; Université George Mason, Centre sur le règlement des conflits, 1987, et faculté de droit, 1993; Université de Dayton, Département des sciences politiques, Dayton (Ohio), 1989; membre du jury (conjointement avec Stephen M. Schwebel, juge à la Cour internationale de Justice, et le professeur Anthony D'Amato) du concours Philip Jessup sur la pratique judiciaire internationale pour les facultés de droit, organisé par la Société américaine de droit international, New York, 1985; membre du jury du concours de recrutement de professeurs titulaires et associés de droit international public des universités de Buenos Aires, La Plata, de Universidad del Litoral et de Universidad del Nordeste.

Institutions scientifiques dont l'intéressé est membre

Institut de droit international, membre associé, 1979, et membre de 1983 à nos jours; membre du Conseil d'administration international de l'Institut de droit international public et de relations internationales de Thessalonique, désigné pour occuper le siège devenu vacant du professeur Haroldo Valladão, de 1987 à nos jours; membre de l'Association de droit international (section Argentine); Conseiller, Conseil argentin des relations internationales, Société américaine de droit international, Association argentine de droit comparé; ex-correspondant de l'Institut Hans Kelsen de Vienne en Argentine; correspondant d'UNIDROIT.

Fonctions diplomatiques et fonctions occupées dans des organismes internationaux

Chef du Département des organismes internationaux, 1971-1972, et Conseiller juridique au Ministère des relations extérieures et du culte, 1972-1973.

Membre du Groupe argentin à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, 1962-1976.

Directeur adjoint de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Organisation des Nations Unies, New York, mai 1974-septembre 1981.

Ambassadeur de la République d'Argentine auprès de la République fédérative du Brésil, septembre 1981-juin 1984.

Sous-Secrétaire aux affaires juridiques et Conseiller juridique, Organisation des États américains, Washington, de juin à août 1984.

Représentant de l'Argentine aux vingt-sixième et vingt-septième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1971 et 1972 (Sixième Commission : questions juridiques).

Membre de la délégation argentine à la reprise de la onzième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, New York, décembre 1982.

Observateur des Nations Unies à la quatrième Réunion du Sous-Comité du développement de la coopération avec les organisations internationales intéressées par la pêche, du Comité de la pêche de la FAO, Lisbonne, 1976; à la onzième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, Lisbonne, 1978; à la onzième Réunion du Conseil exécutif de la Commission océanographique intergouvernementale (UNESCO), México, D. F., 1979; et à la quatorzième session du Comité de la pêche de la FAO, Rome, 1981.

Membre du Groupe d'experts constitué par le Secrétaire général de l'OEA, à la demande des Gouvernements de la Trinité-et-Tobago et du Venezuela, chargé d'enquêter sur l'incident frontalier entre les deux pays à proximité du golfe de Paria et de formuler des recommandations, décembre 1989.

Fonctions occupées dans des institutions scientifiques

Directeur des études de l'Association de droit international, section argentine, 1969-1974; membre du Conseil consultatif depuis 1985.

Membre du Comité des fonds marins, 1970-1973, du Comité du droit de la mer, 1973-1979, du Comité du projet, 1973-1974; du Comité sur la théorie et la méthodologie du droit international (projet UNESCO), 1977, et du Sous-Comité pour l'étude des problèmes régionaux pour ce qui est des droits de l'homme, de l'Association de droit international, 1978-1981.

Membre du Comité de coopération transnationale et interdisciplinaire de la Société américaine de droit international, 1973.

Membre des commissions suivantes de l'Institut de droit international : aspects juridiques de la création de superports et d'îles artificielles (1979-1983); régime juridique des épaves (1985 à nos jours); recours aux principes d'équité du droit international en matière de délimitation des zones maritimes (de 1985 à nos jours); droit de l'environnement (depuis 1991) et du Groupe de travail (depuis 1993).

Voyages d'étude

Invité par diverses universités dans les pays suivants : États-Unis (Département d'État, 1958); Grande-Bretagne (British Council, 1966); France (Ministère des relations extérieures, 1964); République fédérale d'Allemagne (Ministère des relations extérieures, 1977). Dans le cadre d'activités universitaires et professionnelles, nombreux voyages d'étude dans les pays d'Amérique et des Caraïbes ainsi qu'en Asie, en Afrique et en Europe.

Bibliografía de Hans Kelsen (en collaboration). Tipográfica Editora Argentina, Buenos Aires (1949).

"La Enseñanza Universitaria del Derecho Internacional Público en los Estados Unidos". Revista Jurídica de Buenos Aires, 137 (1958).

"Las Reservas en las Convenciones Multilaterales", monographie présentée pour le concours de recrutement de professeurs associés de la faculté de droit et de sciences sociales de l'Université de Buenos Aires (1959).

"La Corte Internacional de Justicia", dans Curso para la enseñanza sobre las Naciones Unidas, Facultad de Ciencias Económicas, Comerciales y Políticas de la Universidad Nacional del Litoral, Rosario (1961).

"El Secretario General de las Naciones Unidas", dans Curso para la enseñanza sobre las Naciones Unidas, Instituto de Derecho Internacional de la Facultad de Ciencias Económicas, Comerciales y Políticas de la Universidad del Litoral, Rosario (1962).

La Unión Postal de las Américas y España y el Transporte Marítimo Internacional de la Correspondencia (thèse de doctorat), Facultad de Derecho y Ciencias Sociales, Universidad de Buenos Aires (1964).

Traduction (en collaboration) en espagnol du livre de Hans Kelsen Principios de Derecho Internacional Público. El Aienco, Buenos Aires (1968).

La Convención Europea sobre Derechos Humanos: Resultado de una Experiencia Internacional, Instituto de Publicaciones del Centro Naval, Buenos Aires (1970).

"Un Mecanismo Internacional para los Fondos Marinos", Revista La Ley, No 157, Buenos Aires (1973).

"The Law of the Sea at the Caracas Session: A Brief Evaluation", 14 Columbia Journal of Transnational Law, 80 (1975).

"La Explotación de los Recursos Vivos del Mar: Los Problemas Involucrados en las Negociaciones de Naciones Unidas y Otros Foros", 1 CEPAL: Economía de los Océanos, 75 (1978).

"El Régimen de la Pesca y Conservación de los Recursos Vivos en la Zona Económica Exclusiva: Implicaciones Jurídicas y Económicas", 1 CEPAL: Economía de los Océanos, 97 (1978).

"Aspects of NTEO in the Third UN Law of the Sea Conference: Exclusive Economic Zone and the Continental Shelf", dans Legal Aspects of the New International Economic Order, 188 (compilation : K. Hossain), Londres (1980).

"Algunas Consideraciones sobre la Contribución de la Tercera Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar a la Creación de un Nuevo Régimen jurídico para los Océanos", 1 Revista Argentina de Derecho Militar, 17, Buenos Aires (octubre 1981).

"Nuevos Mecanismos Procesales para la Eficacia de la Solución Pacífica de las Controversias con Particular Referencia a la Solución no Judicial en el Ambito de las Naciones Unidas", 2 Perspectivas del Derecho Internacional Contemporáneo, Experiencias y Visión de América Latina, 11-31, Instituto de Estudios Internacionales, Universidad de Chile (1981).

"Análisis General de los Trabajos de la Tercera Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar", dans IX Curso de Derecho Internacional, vol. 1, 105, Interamericano, Organización de los Estados Americanos, Washington, D. C. (1983).

"El Régimen de la Pesca en la Zona Económica Exclusiva", dans Estudios Internacionales, Universidad de Chile (compilation : F. Orrego Vicuña), Santiago (1982), p. 131 à 144. Édition anglaise publiée par Westview Press, Boulder, Colorado (1984).

"The Law of the Sea Convention", Customary International Law and the Role of Law Within the International Community", dans The developing Order of the Oceans (compilation : Krueger and Riesenfeld), 18 Law of the Sea Institute, Proceedings, 475, Université de Hawaï (1985).

"Les sources du droit de la mer" (en collaboration), dans Traité du nouveau droit de la mer, 27-121 (Dupuy et Vignes, éd.), Paris-Bruxelles, Economica (1985). Édition anglaise publiée par Martinus Nijhoff, Dordrecht (1991).

"Progressive Development of International Law and the Package Deal" (en collaboration), 79 American Journal of International Law, 871 (1985).

"The Latin American Contribution to International Law", The American Society of International Law, 80th Annual Meeting Proceedings, 157-161, Washington, D. C. (1986).

"Some Considerations on the Protection of Refugees in the Inter-American System, with Particular Reference to the Situation of Refugees in Central America", Proceedings of the 1987 Montreal Human Rights Conference on Refugees, the Institute of Research on Public Policy, Ottawa (1987).

"The Legal Regime of Straits in the 1982 United Nations Convention on the Law of the Sea", Académie de droit international de La Haye, Recueil des cours, vol. 205 (1987-V), p. 9 à 245.

"The Inter-American Convention on International Commercial Arbitration", Foreign Investment Law Journal, International Centre for Settlement of Investment Disputes Review, vol. 3, No 1, Spring (1988), p. 107 à 117.

"New Departures in the Exercise of Inherent Powers by the UN and OAS Secretaries-General: The Central American Situation" (en collaboration), 81 American Journal of International Law, 395 (1989).

"L'exercice de pouvoirs implicites par le Secrétaire général de l'Organisation des États américains dans le cadre de l'établissement de la paix en Amérique centrale", Annuaire français de droit international, XXXV, Paris (1989, p. 189 à 203.

"Los Estrechos Exceptuados del Régimen Jurídico de los Estrechos Utilizados para la Navegación Internacional en la Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar", dans Temas de Derecho Internacional en homenaje a Frida M. Pfister de Armas Borea, Fundación del Centro de Estudios Internacionales de Buenos Aires, p. 211 à 226 (1989).

"Algunas Consideraciones sobre la Protección del Medio Marino en los Estrechos Utilizados para la Navegación Internacional en la Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar", Revista de la Comisión Permanente del Pacífico Sur, No 17, Bogotá, (1989), p. 181.

"Diálogo y Voluntad Política Hemisférica", dans Panel sobre las Relaciones Hemisféricas, la República Argentina y la Situación Internacional, organisé sous les auspices de la Mission de l'Argentine auprès de l'OEA et de l'ambassade d'Argentine aux États-Unis, Washington, D. C., 17 janvier 1990, p. 18.

"State Practice in the Developing World: Latin America" dans Proceedings of the 14th Annual Seminar of the Center for Oceans Law and Policy, Cascais, Portugal, 19-22 avril 1991, Université de Virginie, faculté de droit (compilation : M. H. Nordquist), p. 92 à 109.

"La Convención de las Naciones Unidas y la Práctica de los Estados latinoamericanos". Travail présenté à l'occasion de la Réunion internationale d'experts juridiques consacrée à l'Amérique latine et à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, organisée par la Commission permanente du Pacifique Sud. Santiago (Chili) du 13 au 17 mai 1991. CPPS.

Communication à un colloque sur la création d'une cour de justice pour le Marché commun du Sud (MERCOSUR), Instituto Artigas, Ministerio de Relaciones Exteriores, Montevideo, 30 octobre-1er novembre 1991, Ediciones del Instituto Artigas del Servicio Exterior, Montevideo (1992), p. 75 à 81.

"The UN Convention on the Law of the Sea: Some Developments in the Legal Regime of Marine Spaces under National Sovereignty or Jurisdiction" dans Thesaurus Acroasium, Institute of Public International Law and International Relations, Thessaloniki (1991), p. 350 à 370.

"The Role and Coordination of the United Nations and Regional Organizations in the Maintenance of International Peace and Security", Institute of Public International Law and International Relations, Tesalónica (1991) (à paraître).

"Luis A. Podestá Costa". Conférence faite à sa mémoire à la séance inaugurale du dix-huitième cours de droit international organisé par Interamericano, Ediciones Jurídicas de las Américas, vol. 12, Washington, D. C. (1991), p. 1 à 12.

"La OEA: Pasado, Presente y Futuro" dans La Organización de los Estados Americanos en el Centenario del Sistema Interamericano. Compilation : Louis Perret et Agueda Reus-Bazán. Universidad Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Jurídicas. México (1992), p. 17.

"Latin America and the Law of the Sea: Past, Present and Future", dans The Law of the Sea: New Worlds, New Discoveries. 26 Law of the Sea Institute Proceedings (1992).

"Democratic Legitimacy in the Inter-American System". Travail présenté à la quatre-vingt-septième Réunion annuelle de la Société américaine de droit international sous la rubrique "Los Efectos del Nuevo Orden Mundial en el Tercer Mundo", Washington, D. C., 31 mars-3 avril 1993. Proceedings, p. 41 à 48.

"Strengthening the United Nations and Regional Organizations to Deal with Anarchy and Government Breakdown". Travail présenté à la Conférence sur la sécurité nationale placée sous les auspices de l'Association américaine du barreau. Washington, D. C., 4 juin 1993 (sous presse).

"La Legitimidad de la Democracia Representativa y su Reciente Evolución en la Organización de los Estados Americanos". Liber Amicorum en hommage à M. Eduardo Jiménez de Aréchaga. Montevideo, 1994, p. 1037 à 1057.

Articles de presse

"Los 50 años de la Academia de Derecho Internacional de La Haya", La Nación, Buenos Aires, 3 octobre 1973.

"Hacia un Nuevo Derecho del Mar", La Nación, Buenos Aires, 26 décembre 1975.

"La Argentina y el Nuevo Derecho del Mar", La Nación, Buenos Aires, 5 janvier 1985.

"El Fortalecimiento del Sistema Interamericano", La Nación, Buenos Aires, 1er décembre 1985.

"Misión Docente de la OEA: El Curso de Derecho Internacional del Comité Jurídico Interamericano a los Veinte Años de su Creación", Revista Américas, vol. 45, No 5, Washington, 1993.

"Una decisión ejemplar: la sentencia arbitral del 21 de octubre de 1994 en la controversia entre Argentina y Chile", La Prensa, Buenos Aires, 24 février 1995.

"Un triunfo de la diplomacia multilateral: la universalidad del nuevo derecho del mar", La Nación, 26 avril 1995.

"A los 50 años de la Conferencia de San Francisco: un testimonio", La Nación, 26 juin 1995.

Août 1995.

DEGNI-SEGUI, René

(Côte d'Ivoire)

[Original : français]

Né le 22 octobre 1947 à Grand-Lahou (Côte d'Ivoire)

Ivoirien

Marié, père de cinq enfants

Adresse : Faculté de droit,
Université nationale de Côte d'Ivoire,
B.P. V 179, Abidjan

Études

Inscrit sur la liste d'Aptitude aux fonctions de professeur titulaire (CAMES) juin 1987

Concours interafricain d'agrégation (CAMES), novembre 1983, Major, Maître de conférences agrégé

Concours national sur travaux organisé par un jury de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, octobre 1980
Maître de conférences

D.E.A. U.E.R. "Droits étrangers", juin 1980, Mention très bien
Université de Paris I-Sorbonne

Doctorat d'État Université de droit, d'économie et de science
d'Aix-Marseille, janvier 1979, Mention très bien

D.I.E.P. Institut d'études politiques
Université des sciences sociales de Grenoble II, Juin 1974,
Mention assez bien

D.E.S. (Droit public) Faculté de droit
Université des sciences sociales de Grenoble II,
septembre 1972, Mention passable

Licence (Certificat de droit public) Faculté de droit et des sciences économiques, à
l'Université de Clermont, juin 1971, Mention assez bien

Baccalauréat (Philosophie) Lycée Blaise-Pascal, Clermont-Ferrand, juin 1967, mention
bien

Liste des travaux

– Les expériences actuelles de la démocratie en Afrique,
1994

/...

- Souveraineté et devoir d'ingérence, 1993
- L'accès à la justice et ses obstacles, 1993
- Transfert de législation : les États d'Afrique noire francophone et la législation française, 1993 (cours)
- La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, 1993 (cours Institut international des droits de l'homme), Institut René-Cassin, Strasbourg, France
- Droits de l'homme en Afrique noire francophone, 1992 (cours)
- Le système africain de protection des droits de l'homme dans une perspective comparative, 1992
- Rôle du citoyen dans la participation et le contrôle des institutions démocratiques en Côte d'Ivoire, 1990
- La Ligue ivoirienne des droits de l'homme, *in* La justice en Afrique, Afrique contemporaine No 156 spécial, 1990
- Évolution politique et constitutionnelle en cours et en perspective en Côte d'Ivoire depuis les événements récents 1990, *in* L'Afrique en transition vers le pluralisme politique, sous la direction de G. Conac, la vie du droit en Afrique, Économica, Paris, 1993, p. 291
- Droit administratif général, Manuel, Abidjan, 1990
- Le droit de la responsabilité extracontractuelle de l'administration en Côte d'Ivoire (fondements de la responsabilité) *in* R. I. D. E. C., nov. 1989, No 11, p. 3 et suivantes
- Le contrôle sur l'administration par la voie du R. E. P. Bull., ISACI 1987 No 12, s. *in* R. I. D. E. C., Nov. 1987, No 12 et suivantes
- L'apport de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples au droit international de l'homme
- Juin 1986, Revue de droit international comparé 1991, T. 3, No 4
- Commentaire de l'article 24, par. 1 et 2 de la Charte des Nations Unies, ouvrage collectif. "La Charte des Nations Unies". Commentaire article par article sous la direction de J.-P. Cot et A. Pellet, Économica-Paris 1985 et 1991

- Le diagnostic du droit foncier rural (en Côte d'Ivoire), mai 1985. Études et documents revus du CIREJ No 1, Avril 1987, p. 91 et suivantes
- Réflexions sur l'affaire GNADRE Teti c/Université nationale de Côte d'Ivoire, *in* R. I. D. 1984/1987 - 1, 2, 3, 4
- Les nouveaux concepts du droit de la mer issus de la Convention des Nations Unies du 10 décembre 1982 - Mai 1984. Annales de l'Université d'Abidjan, 1988, Tome 8
- Codification et uniformisation du droit, chap. VXIII, Titre II, Tome I, "L'État et le droit", Encyclopédie juridique de l'Afrique, N. E. A. 1982, p. 453 et suivantes
- Les problèmes institutionnels de la CNUCED - 1980
- La succession d'États en Côte d'Ivoire, Thèse, Aix-Marseille - 1979
- La responsabilité pour dommages causés par les objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique - 1979
- La conception du pouvoir chez les Avikams - 1975

Activités professionnelles

- Professeur invité à l'Institut international des droits de l'homme, 1992 et 1993
- Professeur invité à l'Université de Bordeaux, 1992/1993
- Professeur invité à l'Université de Paris I-Sorbonne, 1993
- Réélu doyen, novembre 1992
- Élu doyen de la faculté de droit d'Abidjan, octobre 1989
- Participation au congrès de l'I. D. E. F. sur la codification et l'évolution du droit en Afrique, Louisiane, 3-9 novembre 1985
- Membre rédacteur du commentaire de la Charte des Nations Unies
- Membre rédacteur de l'Encyclopédie juridique de l'Afrique
- Membre du laboratoire d'anthropologie juridique de Paris I-Sorbonne
- Professeur invité à l'Université de Strasbourg III, 1987

- Maître de conférences à la faculté de droit de l'Université d'Abidjan en novembre 1980
 - Introduction à l'étude du droit
 - Droit international public
 - Droit administratif
- Chargé de cours à la faculté de droit de l'Université d'Abidjan de janvier 1979 à novembre 1980
- Assistant à la faculté de droit de l'Université d'Abidjan de novembre 1974 à janvier 1979 en
 - Droit fiscal
 - Droit administratif
 - Relations internationales

Autres titres et activités

- Vice-Président de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (F. I. D. H.)
- Rapporteur spécial des Nations Unies pour le Rwanda, 1994
- Membre de la Société française de droit international
- Participation à la Commission internationale d'enquête sur les violations des droits de l'homme au Rwanda, 1993
- Vice-Président de l'Union interafricaine des droits de l'homme (U. I. D. H.), 1992
- Président de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme (L. I. D. H. O.), depuis 1989
- Secrétaire général de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme, 1987-1989
- Participation à diverses rencontres internationales relatives aux droits de l'homme et à la démocratie (Banjul, Dakar, Bamako, Ouagadougou et Paris)
- Colloque international de l'AUFELF-UREF à l'île Maurice, septembre-octobre 1993
- Séminaire GEMDY-EADI, Paris, mai 1993. Intégration et désintégration régionale à l'échelle des continents
- Colloque de bicentenaire de l'Université de Macerata (Italie), mars 1991, Studi Giuridici Italo-Ivoriani

- Colloque sur les transitions démocratiques en Afrique, Paris, décembre 1990
- Conférence internationale, juin 1990, Strasbourg, Systèmes régionaux de protection des droits de l'homme en Afrique, en Amérique et en Europe
- Colloque, mai 1990 - Nantes - La force du droit
- Séminaire 1988 - Dakar - Le secteur parapublic et la responsabilité de l'État
- Colloque 1986 - Dakar - L'enseignement du droit international

EIRIKSSON, Gudmundur

(Islande)

Né le 26 octobre 1947.

Études et activités universitaires

Rutgers College, licence ès lettres (1970).

Rutgers College, licence ès sciences (génie civil) (1970).

King's College, Université de Londres, licence en droit (avec mention), 1973
(y compris un cours à la School of Oriental and African Studies de l'Université de Londres).

Maîtrise en droit à l'Université Columbia (1974).

Chargé de cours, Séminaire sur les utilisations des océans (1975-1976),
Université Columbia.

Expert invité à la faculté de droit de l'Université de Virginie (1984 et 1985).

Fonctions

1973 Avocat dans le cabinet Chadbourne, Parke, Whiteside & Wolfe,
New York.

1974-1976 Spécialiste du droit de la mer, Bureau du Représentant spécial du
Secrétaire général pour le droit de la mer, ONU, New York.

1977 Consultant spécial, troisième Conférence des Nations Unies sur le
droit de la mer, New York.

1977-1980 Conseiller juridique adjoint, Ministère des affaires étrangères.

Depuis 1980 Conseiller juridique, Ministère des affaires étrangères.

Depuis 1987 Maître de conférences, Université de l'Islande.

Depuis 1988 Ambassadeur, Ministère des affaires étrangères.

1994-1995 Professeur associé de la faculté de droit de l'Université du
Nouveau-Mexique.

Activités professionnelles

Membre de la Commission du droit international depuis 1987; Rapporteur en 1990;
Premier Vice-Président, 1993.

Président du Conseil de l'Organisation pour la protection du saumon dans
l'Atlantique Nord (1984-1988).

/...

Membre de la Société des ingénieurs professionnels (Islande).

Membre de l'Association des juristes islandais.

Membre de l'Association du droit international; membre des Comités internationaux de l'Association du droit international sur la zone économique exclusive et sur la juridiction de l'État côtier concernant la pollution marine.

A fait partie de plusieurs délégations qui ont négocié divers traités relatifs notamment à l'aviation, à la pêche, à la sécurité sociale et au commerce extérieur.

Vice-Président de la délégation islandaise à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1978-1982).

Représentant de l'Islande à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer; Président du Groupe de travail des États d'Europe occidentale et autres États sur le règlement intérieur (1983).

Président de la Réunion préparatoire chargée d'améliorer et de mettre à jour la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, Reykjavik (1981).

Président de la Conférence diplomatique sur la protection du saumon dans l'Atlantique Nord, Reykjavik (1982).

Membre de la délégation islandaise à la Commission internationale baleinière (depuis 1986).

Membre de divers comités interministériels, notamment du commerce, de l'énergie, de la pêche, du plateau continental et de la pollution du milieu marin.

Représentant auprès du Groupe d'experts du Conseil de l'Europe sur l'amélioration des procédures relatives à l'application de la Convention européenne des droits de l'homme.

Représentant auprès du Comité des experts en droit public international du Conseil de l'Europe.

Conférences et publications

Conférences et publications sur le droit de la mer, l'enseignement du droit, les organisations internationales et les droits de l'homme.

Éditeur responsable de la Section des traités de la Gazette du droit de l'Islande.

EL-HUSSEIN, Ali Khalid

(Soudan)

Né le 22 septembre 1940

Marié, père de quatre enfants

Études

- Licence en droit, Université de Khartoum (1965)
- Maîtrise en droit international, Université de New York (1974)
- Maîtrise en droit, jurisprudence internationale comparée, Université de Yale (1979)
- Docteur en sciences juridiques, spécialisé dans le droit de la mer, Université de New York (1981)

Langues

- Arabe et anglais courants
- Bonne connaissance du français

Expérience universitaire

- Chargé de cours à l'Université de New York (1983-1990). Enseignement du droit de la mer à des étudiants de maîtrise et de doctorat

Fonctions actuelles

- Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Soudan en Autriche
- Ambassadeur non résident auprès de la République tchèque, de la République de Slovaquie, de la République slovaque et de la République de Hongrie
- Représentant permanent auprès de l'ONU, de l'ONUDI et de l'AIEA
- Président du 13e Conseil du développement industriel, ONUDI (1994-1995)
- Président du chapitre du Groupe des 77 auprès des institutions des Nations Unies à Vienne (1995)

Expérience antérieure

- Ambassadeur, Directeur du Département juridique, Ministère des affaires étrangères du Soudan (1990)
- Ambassadeur, Directeur du Département du protocole, Ministère des affaires étrangères (novembre 1990-décembre 1991)

/...

- Membre de la Mission permanente du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies et de la délégation soudanaise aux vingt-quatrième et vingt-cinquième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (1969-1971)
- Chef de la délégation soudanaise auprès de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (1969-1971)
- Chef de la délégation soudanaise auprès du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (1969-1971)
- Consul du Soudan aux États-Unis (juillet 1968-janvier 1969)
- Chef adjoint, Section juridique et des traités du Ministère soudanais des affaires étrangères (janvier 1966-juin 1967)
- Chef adjoint, Section Afrique du Ministère soudanais des affaires étrangères (juillet 1967-août 1968)
- Assistant juridique du Rapporteur de l'Assemblée constituante soudanaise (novembre 1965-janvier 1966)
- Assistant juridique, Bureau du Procureur général (juillet 1965-novembre 1965)

Expérience à l'ONU

- Coordonnateur de conférences, Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1983-1984)
- Secrétaire du Comité des réglementations concernant l'exploitation des fonds des mers
- Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer – élaboration d'un ensemble complet de règles, règlements et procédures (1983-1985)
- Chef du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le droit de la mer à Kingston
- Rapporteur du Groupe de négociation 3 de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer qui s'occupait du règlement intérieur des divers organes de l'Autorité internationale des fonds marins (1978-1980)
- Conseiller principal, Première Commission, troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer – qui s'occupait des aspects juridiques et économiques de l'exploitation des fonds marins (1974-1977)
- Conseiller des Nations Unies auprès du Groupe africain et du Groupe des 77 sur les questions techniques examinées par la Première Commission de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer

- Conseiller spécial auprès de la Mission permanente du Qatar auprès de l'ONU
 - Conseil à la Mission qui venait d'être créée sur diverses activités de l'ONU (janvier 1972-mars 1974)

Autres activités

- Participation à de nombreuses conférences régionales et interrégionales
- Conférences à des séminaires régionaux et internationaux sur le droit international et les organisations internationales
- Membre de sociétés juridiques nationales et internationales et d'autres organisations professionnelles

Publications

- The Judicial Control of the Administrative Powers of the International Seabed Authority
- Diverses études des Nations Unies sur le droit de la mer
- Étude approfondie sur l'approche régionale de l'allocation des ressources marines
- Articles sur divers sujets de droit international, et plus particulièrement de droit de la mer

ENGO, Paul Bamela

(Cameroun)

Situation

Ministre plénipotentiaire, hors classe;

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, ancien représentant permanent du Cameroun auprès de l'Organisation des Nations Unies;

Actuellement Conseiller spécial du Cameroun auprès de la Cour internationale de Justice dans l'affaire : Cameroun c. Nigéria.

Distinctions nationales

Chevalier de l'Ordre de la valeur camerounaise; Officier de l'Ordre de la valeur – 1970 et Commandeur de l'Ordre de la valeur – 1980.

Vie professionnelle

Avocat, juriste;

Barreau anglais (Middle Temple Inn) en 1959;

Membre des barreaux camerounais et nigérian, 1962-1963. Conseil pour le Cameroun dans l'affaire République du Cameroun c. Royaume-Uni à la Cour internationale de Justice;

30 ans de carrière dans la diplomatie.

Publications

- 1) Aspects of Law Reform in Cameroon;
- 2) Habeas Corpus; An Aspect of Individual Liberty;
- 3) The Doctrine of Punishment;
- 4) Africa's Contribution to Development of International Law: Africa and international Organizations;
- 5) Démocratie africaine : otage du tribalisme?
- 6) Divers écrits et discours.

Expérience aux Nations Unies

31 ans.

Activités professionnelles

1959-1961 Membre du parquet, tribunaux de la circonscription de Lagos (Nigéria) et des Southern Cameroons (Cameroun britannique);

1961-1963 Magistrat, Cameroun méridional;

1961-1964 Membre de la Commission judiciaire fédérale du Cameroun;

1963 Défense du Cameroun contre le Royaume-Uni à la Cour internationale de Justice (La Haye);

1964 Conseiller juridique auprès de la délégation camerounaise à la deuxième Conférence des chefs d'État africains au Caire;

1964 Nommé Ministre conseiller à l'ambassade du Cameroun à Bonn (Allemagne fédérale);

1965-1968 Ministre conseiller à l'ambassade du Cameroun à Washington;

1968 (septembre) Ministre conseiller à la Mission permanente du Cameroun auprès de l'Organisation des Nations Unies;

1969 (janvier) Nommé Ministre plénipotentiaire;

1973 (mars) Nommé Conseiller technique auprès du Ministère des affaires étrangères.

Nations Unies

À partir de 1965 Nommé représentant du Cameroun à la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale, à ses vingtième, vingt et unième, vingt-deuxième, vingt-troisième, vingt-quatrième, vingt-cinquième, vingt-sixième et vingt-septième sessions ainsi que de 1984 à 1990;

1966 Président du Comité de rédaction du Comité spécial sur les principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États;

1967 Président du Comité spécial des Nations Unies sur les principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États;

1969 Vice-Président, Sixième Commission (juridique), à la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies;

1970 Président de la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale des Nations Unies, le plus jeune de l'histoire des Nations Unies;

- 1971 Président du Premier Sous-Comité du Comité des Nations Unies sur les utilisations pacifiques du fond des mers et des océans;
- 1972-1973 Président du Premier Sous-Comité du Comité préparatoire des Nations Unies pour la Conférence des plénipotentiaires sur le droit de la mer qui devait à l'origine se tenir au Chili en 1974;
- (Le premier Sous-Comité était chargé d'établir le projet d'un traité portant sur le droit international, assorti d'un mécanisme international, applicable à la zone et aux ressources du fond des mers et des océans, ainsi qu'à leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale.)
- 1973 Nommé représentant spécial du Président camerounais à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer;
- 1973-1982 Président de la Première Commission de la Conférence de plénipotentiaires sur le droit de la mer. La Commission était chargée de négocier la partie relative à l'exploitation des océans (partie XI) de la nouvelle Convention des Nations Unies sur le droit de la mer;
- 1984 Président de la Commission présidentielle sur le droit de la mer;
- 1984 Nommé Ambassadeur du Cameroun, Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies. Chef adjoint de la délégation camerounaise aux trente-neuvième, quarantième, quarante et unième, quarante-deuxième et quarante-troisième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies;
- 1984 Président du Comité permanent III du Conseil des Nations Unies pour la Namibie;
- 1984 Président du Groupe africain qui a négocié la Déclaration de l'Assemblée générale sur la situation économique critique en Afrique;
- 1985 Vice-Président de la Commission des droits de l'homme de l'ONU;
- 1985 Vice-Président de la Commission du désarmement de l'ONU. Président du Groupe de travail III chargé d'examiner le rôle des Nations Unies dans le domaine du désarmement;
- 1985 Rapporteur général et chef de la délégation camerounaise à la Conférence ministérielle de l'OUA, à Lomé, qui a élaboré la Déclaration sur la sécurité, le désarmement et le développement;

- 1985 Chef de la délégation camerounaise au Comité préparatoire de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement;
- 1986 Vice-Président de la Commission des droits de l'homme de l'ONU;
- 1986 Vice-Président de la Commission du désarmement de l'ONU. Président du Comité spécial pour l'étude du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement;
- 1986 Chef de la première mission de sensibilisation du Conseil des Nations Unies pour la Namibie en Asie (Singapour). Chef de la délégation camerounaise au Comité préparatoire de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement. Vice-Président de la troisième Conférence pour les annonces de contributions à la Campagne mondiale pour le désarmement;
- 1987 Vice-Président de la Commission du désarmement de l'ONU. Président du Groupe de travail III;
- 1987-1988 Président de l'Assemblée générale à sa quarante-deuxième session;
- 1988 Vice-Président de la Commission du désarmement de l'ONU. Président du Groupe de travail II;
- 1989 Vice-Président du Bureau du Conseil d'administration de l'UNICEF.

Autres activités

A. Professionnelles

Gouverneur (pour la région Afrique), Conseil international du droit de l'environnement (CIDE);

Chargé de cours à l'Institut camerounais des relations internationales de l'Université de Yaoundé (1973-1979). Cours sur "le développement des idées politiques africaines", le panafricanisme et le système politique africain, le droit de la mer, etc.;

Chargé de cours sur le common law, à l'École nationale d'administration et de la magistrature (ENAM);

Cours dans diverses universités et institutions d'enseignement supérieur.

B. Sport

Plusieurs médailles d'athlétisme en Afrique de l'Ouest et en Europe;

Grier Cup (écoles nigérianes), record nigérian toutes catégories et record intercolonial en triple saut;

Saut en longueur, saut en hauteur, course de haies, etc.;

A représenté le Nigéria aux dernières épreuves des Jeux olympiques de Melbourne en 1956 et aux Jeux du Commonwealth en 1958;

A participé à différents matches : Grande-Bretagne contre France (1955), Londres contre Moscou (1954), Budapest et Prague (1950), Commonwealth contre États-Unis (1956, Sydney).

Loisirs

Musique, photographie, lecture.

Situation de famille

Marié, sept enfants et six petits-enfants.

FOMBA, Salifou

(Mali)

[Original : français]

Né le 17 juin 1954 à Dioila (Mali)
Marié, père de deux enfants

Professeur de droit international à l'École nationale d'administration
(E. N. A.)
B.P. 276 - Bamako (Mali)
Téléphone : 22 27 19

Formation universitaire et post-universitaire

Baccalauréat, série lettres classiques (latin-grec), lycée Prosper-Kamara
(Bamako), 1974;

Diplôme de sortie, spécialité administration publique, École nationale
d'administration (Bamako), 1978;

Diplôme d'études approfondies, D. E. A., spécialité droit international et
relations internationales, Université de Rouen, 1979;

Doctorat de 3ème cycle, avec mention "Très bien", spécialité droit international
et relations internationales, Université de Caen, 1983;

Boursier de l'Académie de droit international de La Haye, Pays-Bas
(23 juillet-10 juillet 1984)
- Certificat de droit international public;

Boursier du Gouvernement français (F.A.C.), Institut d'administration des
entreprises (I. A. E.) de Toulouse (24 novembre 1988-23 février 1989)
- Certificat de formation des conseillers en perfectionnement;

Boursier ONU/UNITAR du Programme de perfectionnement en droit international
- Commission du droit international de l'ONU, Genève (12 juin-30 juin 1989)
- Certificat de droit international
- Académie de droit international de La Haye (3 juillet-11 août 1989)
- Certificat de droit international privé
- Certificat de droit international public.

Qualifications et expérience professionnelles

Élection en 1991 par l'Assemblée générale de l'ONU comme membre de la Commission
du droit international des Nations Unies pour la période 1992-1996 en qualité
d'expert indépendant;

Nomination par le Secrétaire général de l'ONU, le 26 juillet 1994, comme membre
de la Commission impartiale d'experts, constituée conformément à la
résolution 935 (1994) du Conseil de sécurité, chargée d'examiner et d'analyser
les informations sur les violations graves du droit international humanitaire
commises sur le territoire du Rwanda, y compris d'éventuels actes de génocide;

/...

Rapporteur de la Commission impartiale d'experts;

Participation pendant quatre mois aux travaux d'analyse de l'information et d'enquête sur le terrain;

Contribution à l'élaboration des deux rapports soumis au Conseil de sécurité;

Étude du droit de la mer, comme matière de base, dans le cadre du Diplôme d'études approfondies (D. E. A.) en droit international public à l'Université de Rouen, en 1979;

Mémoire de D. E. A. écrit sur le "droit international fluvial africain" à l'Université de Rouen, en 1979;

Thèse de doctorat sur le "droit international fluvial africain" à l'Université de Caen, en 1983;

Professeur de droit international public et privé à l'École nationale d'administration (E. N. A.) de Bamako, depuis 1985;

Enseignement du droit de la mer dans le cadre des Travaux dirigés et du Cours magistral de droit international public à l'E. N. A. de Bamako, de 1985 à 1993;

Désignation par le Gouvernement du Mali comme expert national en mars 1990 et inscription comme membre du tableau international de conciliateurs au titre de la Convention des Nations Unies relative à un code de conduite des conférences maritimes;

Participation aux quarante-quatrième, quarante-cinquième, quarante-sixième et quarante-septième sessions de la Commission du droit international des Nations Unies tenues à Genève en 1992, 1993, 1994 et 1995;

Contribution à la promotion du droit international africain dans le cadre des travaux de codification de la Commission du droit international portant sur le droit relatif à l'utilisation des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation;

Membre correspondant de l'Institut de droit international et de pratique des affaires de la Chambre internationale de commerce de Paris depuis mai 1993;

Membre de la Société africaine de droit international et comparé depuis 1994;

Membre du réseau "droits fondamentaux" de l'AUPELF-UREF en 1994;

Conseiller juridique au Ministère des Maliens de l'extérieur à Bamako, de septembre 1992 à avril 1993;

Conseiller juridique au Ministère des droits de l'homme et des relations avec les institutions, de mai à novembre 1993;

Publication de plusieurs articles et participation à plusieurs conférences scientifiques portant sur divers sujets de droit international.

HAKAPÄÄ, Kari

(Finlande)

Professeur de droit international public
Université de Laponie
Rovaniemi (Finlande)

Né le 17 août 1945

Marié, deux enfants

Diplômes

Université d'Helsinki : maîtrise en droit (1968), certificat d'aptitude à la profession d'avocat (1971), doctorat en droit (1982).

Columbia Law School, New York : maîtrise en droit (1972).

Expérience professionnelle

Employé dans un cabinet d'avocats, Helsinki, 1968-1969.

Assistant en droit international, Université d'Helsinki, 1972-1980.

Assistant de recherche, Académie de Finlande, 1979-1981.

Conseiller au Ministère des affaires étrangères (Département juridique), Helsinki, 1981-1986.

Maître de recherche, Académie de Finlande, 1986.

Professeur adjoint de relations internationales (droit public international), Université de Laponie, 1986-1991.

Professeur de droit public international, Université de Laponie, depuis 1991.

Vice-recteur de l'Université de Laponie, 1989-1993.

Membre ou conseiller de délégations représentant la Finlande à diverses réunions internationales (troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 1974-1981; Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, 1992-1993; Assemblée générale des Nations Unies, 1981-1985).

Candidat de la Finlande à un poste dans l'organisme de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe pour le règlement des différends prévu dans la Procédure de la CSCE pour le règlement pacifique des différends, entré en vigueur le 30 août 1991 (au nombre des quatre candidatures présentées par la Finlande), 1991.

Conseiller de la partie finlandaise dans le procès opposant la Finlande et le Danemark au sujet du passage dans le Great Belt, Cour internationale de Justice, 1991-1992.

/...

Branche finlandaise de l'Association de droit international :
– Secrétaire honoraire, 1977-1983;
– Membre du Conseil d'administration, depuis 1984.

Membre du Comité de l'Association de droit international sur la juridiction côtière des États en matière de pollution marine, depuis 1992.

Travaux de recherche à l'Université McGill de Montréal (Canada), à la Harvard Law School (États-Unis), au Max-Planck-Institut für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht de Heidelberg (Allemagne).

Publications

Ouvrages

Marine Pollution in International Law. Material Obligations and Jurisdiction with Special Reference to the Third United Nations Conference on the Law of the Sea, 1981 (essai, 341 pages, traduit en russe en 1986 sous une forme légèrement condensée).

Uusi kansainvälinen merioikeus ("Le nouveau droit de la mer", publié en finnois, 1988, 316 pages).

Uusi kansainvälinen oikeus ("Nouveau droit international", publié en finnois, environ 450 pages).

Articles

Divers articles portant sur les activités juridiques de l'ONU, la Cour internationale de Justice, la protection des diplomates, le droit de la mer (notamment les eaux arctiques) et les activités relatives aux ressources minérales de l'Antarctique.

JACOVIDES, Andreas J.

(Chypre)

M. Andreas J. Jacovides, actuellement ambassadeur de Chypre auprès des États-Unis d'Amérique, est né à Nicosie (Chypre) le 19 décembre 1936.

Études

Après avoir brillamment achevé ses études au Pancyprian Gymnasium de Nicosie en 1954, M. Jacovides a fait des études supérieures de droit (spécialité droit international) à l'Université de Cambridge, aux Inns of Court (Middle Temple) à Londres et à la Harvard Law School où il a obtenu les titres et diplômes suivants : BA, LLB, MA, LLM et Barrister at Law. À Cambridge, il a obtenu une double mention à l'examen final de droit et s'est classé premier de sa promotion (1958). La qualité de son travail lui a valu plusieurs prix et bourses universitaires. (Prix Wright, Prix Winfield, Bourse MacManon). Lors de l'examen final d'admission au barreau (1959), il a reçu le International Law Prize. La bourse Henry de la faculté de droit de Harvard lui a permis d'effectuer des recherches en droit international public (1959-1960). À Cambridge, il a été président de la St. John's College Law Society et College Supervisor en droit international et a été proposé comme membre du conseil d'administration de St. John's College.

Carrière diplomatique

M. Jacovides est le plus ancien ambassadeur de carrière de Chypre. Fonctionnaire de carrière relevant du Ministère des affaires étrangères, il a fait des études poussées de droit et a une longue expérience de l'élaboration des instruments juridiques internationaux et de la diplomatie bilatérale et multilatérale.

Depuis septembre 1993, il est ambassadeur auprès des États-Unis d'Amérique (poste qu'il occupe pour la deuxième fois) avec accréditation auprès du Canada, du Brésil, de la Jamaïque, de la Barbade, des Bahamas et du Guyana, de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et Observateur permanent auprès de l'Organisation des États américains.

Il a précédemment été Représentant permanent de Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies (1992-1993); Ambassadeur auprès de la République fédérale d'Allemagne, Ambassadeur non résident auprès de l'Autriche et du Danemark, Représentant permanent désigné auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et de l'Office des Nations Unies et des institutions ayant leur siège à Vienne et Secrétaire permanent au Ministère des affaires étrangères à Nicosie (1989-1990).

Il avait auparavant été Ambassadeur auprès des États-Unis d'Amérique (où il a, pendant une courte période, été le doyen du Corps diplomatique à Washington), 1979-1989. Il était en même temps Ambassadeur non résident auprès du Brésil et de l'Équateur, Haut Commissaire auprès du Canada, de la Jamaïque et des Bahamas, Observateur permanent auprès de l'Organisation des États américains et représentait Chypre à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international. Il avait précédemment été Haut Commissaire non résident à la Barbade, au Guyana et à la Trinité-et-Tobago (1972-1979). Son premier poste diplomatique a été

/...

celui de Premier Secrétaire puis de Conseiller à la Mission permanente de Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies (1960-1965) où il a servi en qualité de Ministre plénipotentiaire et d'Ambassadeur entre 1969 et 1979. Entre 1965 et 1969, il a été Directeur de cabinet du Ministre des affaires étrangères à Nicosie et Directeur de la Première Division politique.

En septembre 1960, M. Jacovides a fait partie de la première mission diplomatique envoyée par Chypre à l'étranger après son accession à l'indépendance, ainsi que des autres délégations chypriotes à chaque session ordinaire de l'Assemblée générale depuis l'admission de Chypre à l'Organisation des Nations Unies en septembre 1960.

M. Jacovides a participé activement à toutes les activités entreprises par l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales ces 35 dernières années dans le domaine du droit international : il a représenté Chypre à la Sixième Commission de la quinzième à la quarante-neuvième session de l'Assemblée (il a été Vice-Président de la Sixième Commission en 1972).

Il a également siégé aux commissions et comités suivants de l'Organisation :

Comité spécial pour la question de la définition de l'agression.

Comité consultatif pour le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international.

Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation.

Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales (en tant que Vice-Président).

Comité des relations avec le pays hôte (Président en 1992-1993)

Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement.

Comité des utilisations pacifiques des fonds des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale.

M. Jacovides a été chef adjoint (et Président par intérim) de la délégation chypriote à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (Vienne, 1968 et 1969) et il a été un des signataires de la Convention qui en est résultée.

Après avoir siégé au Comité des utilisations pacifiques des fonds des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (1971-1973), il a été chef de la délégation chypriote à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer et Vice-Président de la Troisième Commission (New York, 1973; Caracas, 1974; Genève, 1975; New York, 1976; New York, 1977; Genève,

/...

New York, 1978; Genève, New York, 1979), à la troisième Conférence des pays méditerranéens sur le droit de la mer (Athènes, 1974), à la réunion du Groupe des 77 sur le droit de la mer (Nairobi, 1974), à la réunion du Comité consultatif afro-asiatique sur les questions relatives au droit de la mer (New Delhi, 1976) et à la réunion des pays du Commonwealth sur les questions relatives au droit de la mer (New York, 1976) et a signé la Convention sur le droit de la mer à Montego Bay (Jamaïque) en décembre 1982. Il a également représenté Chypre à la session inaugurale de l'Autorité internationale des Fonds marins (Kingston, novembre 1994) et à la session suivante (Kingston, mars 1995).

M. Jacovides a représenté Chypre à la Conférence des Nations Unies sur la prescription en matière de vente internationale d'objets mobiliers corporels dont il a été vice-président (New York, 1974); il a été chef de la délégation chypriote à la dix-neuvième session extraordinaire de l'Organisation de l'aviation civile internationale (New York, 1973); il a également représenté son pays aux douzième et quatorzième sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (New York, 1975 et 1977).

M. Jacovides a également représenté Chypre au Comité juridique consultatif afro-asiatique (Tokyo, 1974, Beijing, 1990 et Le Caire, 1991) et a assisté aux réunions des conseillers juridiques à New York (1992, 1993, 1994).

Lorsqu'il travaillait au Ministère des affaires étrangères à Nicosie (1965-1968), M. Jacovides a assumé notamment les fonctions de conseiller juridique pour les questions de droit international public. Il a également fait office de conseiller juridique des missions du Gouvernement chypriote auprès de la Banque mondiale pour la reconstruction et le développement et a participé activement à l'adoption de la Convention de l'AMGI qu'il a signée au nom de son pays (1987).

Participation à la Commission du droit international et autres activités dans le domaine juridique

M. Jacovides est membre de la Commission du droit international pour la troisième fois consécutive. Il a été élu en 1981, puis réélu en 1986 et 1991 (Vice-Président de la Commission en 1991, il a décliné l'offre d'en assumer la présidence en 1995).

Il fait également partie, à titre personnel, des conciliateurs et arbitres du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) de la Banque mondiale (depuis 1987). Il a été membre du Groupe national chypriote chargé de désigner les candidats qui se présentent aux élections à la Cour internationale de Justice (1989-1993) et a été membre d'un groupe composé de 10 hauts fonctionnaires chargés d'étudier le rôle futur du Commonwealth et de faire des recommandations à ce sujet (1990-1991).

Les autres activités juridiques de M. Jacovides ont été les suivantes :

Il a enseigné le droit des organisations internationales à la New School for Social Research, New York, 1963-1965.

Il a représenté Chypre au Séminaire Dag Hammarskjöld sur le droit des traités, Uppsala, 1966.

Il a représenté Chypre au Séminaire de l'Académie internationale de la paix consacré aux opérations de maintien de la paix (Vienne et Helsinki, 1970, 1971 et 1972) et il a été membre associé de l'Académie.

Il a participé à des tables rondes lors des réunions organisées par l'American Society of International Law sur les thèmes suivants : les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies (Iowa, 1969) et le droit de la mer (Washington, 1977), le droit international et la diplomatie (Washington, 1983), Chypre : le droit international et les perspectives d'un règlement (Washington, 1984) et Décennie des Nations Unies pour le droit international – Perspectives et promesses (New York, 1995).

Il a participé à une table ronde lors de la réunion du Council of Foreign Relations consacrée au terrorisme international (New York, 1973)

Il a représenté Chypre à la dixième Conférence sur le droit mondial du Centre de la paix mondiale par le droit (Sao Paulo, 1981).

Il a participé à des tables rondes dans le cadre du Colloque sur le droit de la mer organisé par l'Université Duke (Durham, 1982).

Il a représenté Chypre au septième Colloque international sur la Convention européenne des droits de l'homme (Copenhague/Oslo/Lund, 1990), ainsi qu'aux séminaires diplomatiques sur la juridiction pénale internationale (Talloires, 1991 et Courmayer, 1992).

Il a également participé au Congrès des Nations Unies sur le droit international public (New York, 1995).

Autres activités dans les domaines politique et diplomatique

Sur le plan politique, outre les postes qu'il occupe actuellement et sa participation active aux travaux des commissions politiques à toutes les sessions ordinaires de l'Assemblée générale depuis 1960 ainsi qu'aux débats du Conseil de sécurité sur la situation à Chypre, M. Jacovides a mené les activités suivantes dans le domaine de la diplomatie multilatérale et bilatérale :

Il a été chef de la délégation chypriote à la Réunion ministérielle du Bureau de coordination des pays non alignés (La Havane, mars 1975; Alger, mai 1976; New Delhi, avril 1977; et La Havane, mai 1978).

Il a été chef adjoint de la délégation chypriote à la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés (Lima, août 1975 et Belgrade, juillet 1978).

Il a été membre de la délégation chypriote à la cinquième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés (Colombo, août 1976).

Il a fait partie de la délégation chypriote à la Conférence des premiers ministres du Commonwealth (Londres, 1965; Londres, 1966; Kingston, 1975; Londres, 1977; Nassau, 1985; Vancouver, 1987).

Il a été chef de la Mission spéciale chypriote lors des cérémonies célébrant l'entrée en fonctions du Président du Costa Rica (1978) et du Président du Brésil (1979 et 1985) ainsi que l'indépendance de Sainte-Lucie (1979).

Il a fait partie de la suite officielle du Président de la République de Chypre, l'archevêque Makarios, lors des visites officielles de Sa Béatitudo au Panama, au Pérou, en Uruguay, au Chili, en Équateur et en Colombie (1966).

Il a été membre de la délégation chypriote à la Conférence annuelle des gouverneurs du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale pour la reconstruction et le développement (Washington, 1979 à 1989 et 1993).

Il a été Vice-Président de la délégation chypriote à la première réunion ministérielle de la CSCE (Berlin 1991).

En sa qualité de Secrétaire permanent du Ministère des affaires étrangères (1989-1990), il s'est rendu en mission officielle à Beijing, à Bangkok, à New Delhi, à Bonn, à Berne, à Moscou et à Londres.

En sa qualité de Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies, il a été chef de la délégation de son pays aux réunions suivantes :

1. Consultations officieuses sur la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, 6-7 août 1992, 28-29 janvier 1993, 27-28 avril 1993, 2-6 août 1993.
2. Dixième session de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, 10-21 août 1992.
3. Douzième Réunion des États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 10 septembre 1992.
4. Réunion d'organisation de la session du Conseil économique et social, 1993, 1er-5 février 1993.
5. Troisième Réunion des États parties à la Convention relative aux droits de l'enfant, 23 février 1993.
6. Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation, 1er-19 mars 1993.
7. Comité spécial des opérations de maintien de la paix, 5-27 avril 1993.
8. Groupe de travail informel chargé d'examiner le point 31 de l'ordre du jour intitulé "Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies".
9. Comité préparatoire du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.

10. Septième session du Comité intergouvernemental de négociation d'une convention-cadre sur les changements climatiques, 15-19 mars 1993.

En novembre 1992, il a été élu à l'unanimité au poste de président du Comité des relations avec le pays hôte.

En mai 1993, le Groupe des États d'Asie a appuyé sa candidature au poste de président de l'une des grandes commissions de la quarante-huitième session de l'Assemblée générale.

En juin 1993, il a été élu président du Groupe des États d'Asie.

Il a également fait des déclarations sur les questions ci-après, avant et lors de la quarante-septième session de l'Assemblée générale :

1. "La situation en Bosnie-Herzégovine", 24 août 1992/15 décembre 1992.
2. "Rapport du Secrétaire général sur les activités de l'Organisation – un Agenda pour la paix", 9 octobre 1992.
3. "La Charte des Nations Unies et le raffermissement du rôle de l'Organisation", 15 octobre 1992.
4. "Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité consultatif juridique afro-asiatique", 21 octobre 1992.
5. "Rapport de la Commission du droit international", 27 octobre 1992.
6. "Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures", 6 novembre 1992.
7. "Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects", 12 novembre 1992.
8. "Décennie des Nations Unies pour le droit international", 16 novembre 1992.
9. "Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain", 18 novembre 1992.
10. "Célébration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies", 30 novembre 1992.
11. "La question de Palestine", 1er décembre 1992.
12. "Droit de la mer", 10 décembre 1992.
13. "La Charte des Nations Unies et le raffermissement du rôle de l'Organisation", 5 mars 1993.
14. "Opérations de maintien de la paix", 23 avril 1993.
15. "OUA – Rétrospective et perspectives", 4 juin 1993.
16. "Conseil d'administration du PNUD – Hommage à un administrateur du PNUD", 16 juin 1993.

/...

Activités universitaires

Sur le plan universitaire, M. Jacovides a enseigné le droit international public en tant que College Supervisor à St. John's College, Cambridge (1958-1959), effectué des recherches approfondies sur la question de responsabilité des États à la faculté de droit de Harvard (1959-1960) et a enseigné le droit des Nations Unies à la New Scholl for Social Research à New York (1963-1965).

Il a fréquemment participé à des tables rondes de l'American Society of International Law et a donné des conférences sur des questions juridiques, politiques, économiques et culturelles dans nombre d'universités et de facultés de droit aux États-Unis et au Canada (notamment à la Fletcher School of Law and Diplomacy, la Kennedy School of Government, la John Bassett Moore Society de l'Université de Virginie, à Lasalle University et à l'Université du Tennessee) ainsi qu'au Washington Foreign Service Institute, à la Brookings Institution, la Hoover Institution, le Council of Foreign Affairs de San Francisco, le Los Angeles World Affairs Council et le Harvard Club de New York.

Titres honorifiques et décorations

M. Jacovides est titulaire de diplômes honoris causa de docteur en droit et docteur ès lettres (Mount Vernon College, 1981 et Université d'Indianapolis, 1989). Il est membre diplomatique associé à titre honoraire de la School of Foreign Service de l'Université de Georgetown, membre du Conseil d'administration de l'Institute of World Affairs, membre de l'International Platform Association, membre du International Advisory Board of the American University et membre de la Commission Fulbright de Chypre.

Il est commandeur de l'ordre du Phoenix (Grèce, 1976) et a été décoré de Grosses Goldenes "Ehrenzeichen am Bande" (Autriche, 1992). Il est membre à vie de la Cambridge Union Society et membre du Harvard Club de la ville de New York. Il est également citoyen d'honneur de nombreuses villes américaines.

Publications

En plus de nombreux discours sur divers sujets politiques et juridiques (parus dans les comptes rendus officiels de la Sixième Commission, de la Commission du droit international, de la Conférence sur le droit des traités, de la Conférence sur le droit de la mer, etc.), il a donné des conférences sur divers sujets ("The Work of the Diplomatic Corps of Washington", "The role of the Commonwealth" et "The International Criminal Court"), il a publié des lettres et des articles dans des journaux et revues tels que The New York Times, The Washington Post, The Wall Street Journal, The Globe and Mail, The International Herald Tribune, The US News and World Report, The Economist, et ses déclarations ont été reproduites dans le United States Congressional Record. Il a publié les ouvrages suivants consacrés à des questions juridiques ou politiques :

1. "The Righth of a State to Waive, Compromise or Settle Claims of its Nationals" (210 pages, Research Paper, Harvard Law School, 1960).
2. "Treaties Conflicting with Peremptory Norms of International Law and the Zurich-London Agreements" (1966).

/...

3. "United Nations Peace-keeping – The Role of Small States and the Cyprus Experience" (1969), réimprimé dans International Organization: Law in Movement, Oxford University Press (1974).
4. "The Cyprus Problem and the United Nations", dans Cyprus Reviewed (1977).
5. "Three Aspects of the Law of the Sea: Islands, Delimitation and Dispute Settlement", Marine Policy, vol. 3, No 4, IPC Science and Technology Press, Royaume-Uni (1979).
6. "The Cyprus Question – Its Dimensions, Implications and Prospects for a Solution", Occasional Papers, American University, Washington, D.C. (1980).
7. "Peaceful Settlement of the Disputes in Ocean Conflicts: Does UNCLOS III Point the Way?", Duke University (1982).
8. "International Law in International Diplomacy", Proceedings of the American Society of International Law (1983).
9. "Cyprus: International Law and the Prospects for Settlement", Proceedings of the American Society of International Law (1984).
10. "International Law and Diplomacy: The Case of Cyprus", World Affairs Journal, vol. IV, No 1, Los Angeles World Affairs Council (1985).
11. "The Cyprus Problem and United Nations Peace-Keeping", conférence à l'Université de Harvard, réimprimée dans Kypriaka Themata (1989).
12. "The Role of International Law in Diplomacy", dans Das Neue Europa (Bouvier, 1992).
13. Jus Cogens, Outlines on selected topics of international law (U.N. doc. A/CN.5/454, 9 novembre 1993, p. 16 à 26).

À paraître en 1995 :

1. "Cyprus: The International Law Dimension", American University (1994).
2. "The United States, Cyprus and the Rule of Law", Publication of the Proceedings of the American Hellenic Institute Conference (Washington, D.C., juillet 1994).
3. "The Role of International Law in the World To-day and Tomorrow", ILC Publication: International Law on the Eve of the 21st Century (1995).
4. "The U.N. Decade of International Law, Proceedings of the American Society of International Law" (1995).

KOLODKIN, Anatoly Lazarevich

(Fédération de Russie)

RÉSUMÉ

[Original : russe]

Né le 27 février 1928 à Leningrad (aujourd'hui Saint-Pétersbourg)
(Fédération de Russie);

Professeur, docteur en droit;

Directeur adjoint de l'Institut national de recherche scientifique et
d'études techniques sur les transports maritimes "Soyouzmorniiproekt" chargé de
travaux scientifiques dans le domaine du droit de la mer (depuis 1981);

Président de l'Association pour le droit de la mer (de l'ex-URSS,
actuellement de la CEI) (depuis 1981);

Président de l'Association russe de droit international (section russe de
l'Association de droit international) (depuis 1994);

Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (depuis 1990);

Vice-Président honoraire du Comité maritime international (Association
internationale pour le droit de la mer) (depuis 1994);

Membre de la Commission d'arbitrage maritime de la Chambre de commerce et
d'industrie de la Fédération de Russie (depuis 1994);

Auteur de plus de 200 ouvrages scientifiques publiés en Russie, aux
États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Belgique, en Italie, en Pologne, en
Bulgarie et en Roumanie.

* * *

Indications générales

Né le 27 février 1928 à Leningrad (aujourd'hui Saint-Pétersbourg)
(Fédération de Russie).

Marié, un fils.

Fonctions actuelles

Professeur, docteur en droit;

Directeur adjoint de l'Institut national de recherche scientifique et
d'études techniques sur les transports maritimes "Soyouzmorniiproekt" chargé de
travaux scientifiques dans le domaine du droit maritime (depuis 1981);

Président de l'Association pour le droit de la mer (de l'ex-URSS,
actuellement de la CEI) (depuis 1981);

/...

Président de l'Association russe de droit international (section russe de l'Association de droit international) (depuis 1994);

Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (depuis 1990);

Professeur à l'Académie d'État de droit de Moscou (depuis 1994);

Membre de deux conseils scientifiques de la faculté de droit de l'Université d'État M. V. Lomonossov de Moscou (depuis 1975);

Membre du Conseil scientifique de droit international de l'Institut d'administration publique et de droit de l'Académie des sciences de Russie (depuis 1993);

Membre du Conseil d'experts juridiques du Comité d'évaluation de la Fédération de Russie (depuis 1985);

Vice-Président honoraire du Comité maritime international (Association internationale pour le droit de la mer) (depuis 1994);

Membre du Conseil de l'Institut du droit de la mer des États-Unis (de 1989 à 1995);

Membre du Conseil de l'Institut international de l'océan "La paix sur les mers" (Pacem in Maribus) (depuis 1971);

Membre de la Commission maritime d'arbitrage de la Chambre de commerce et d'industrie de la Fédération de Russie (depuis 1994);

Vice-Président de l'Association "Union des juristes" (depuis 1992);

Vice-Président du Comité "La paix sur les océans" (depuis 1990);

Membre de l'Académie mondiale des arts et des sciences (depuis 1989);

Membre de la délégation de l'URSS (aujourd'hui Fédération de Russie) aux sessions de l'Assemblée et du Conseil exécutif de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO (depuis 1982); recruté également en qualité de consultant et d'expert auprès de cet organe pour l'examen de questions relatives au droit maritime international dans divers groupes de travail et groupes d'experts;

Chef de la délégation de l'Association pour le droit de la mer aux sessions de l'Assemblée et du Conseil exécutif du Comité maritime international (Association internationale pour le droit de la mer) et aux conférences du Comité (depuis 1981);

Participation aux sessions du Conseil de l'Association mondiale de droit international (depuis 1994);

Chef des délégations de scientifiques soviétiques (aujourd'hui russes) à diverses conférences internationales :

- Du Law of the Sea Institute des États-Unis (depuis 1975);

/...

- De l'Institut international de l'océan "La paix sur les mers" (Pacem in Maribus) (depuis 1971);

et à des colloques et séminaires sur le droit de la mer avec des scientifiques et des spécialistes de divers États;

Président et Coprésident d'une série de conférences et de colloques sur le droit de la mer en URSS (aujourd'hui Fédération de Russie) et dans d'autres pays.

Études universitaires et activités antérieures

Faculté de droit de l'Université d'État de Leningrad (aujourd'hui Saint-Petersbourg) (1945-1950);

Études universitaires supérieures à l'Université d'État de Leningrad (1950-1954);

Licence en droit (1954);

Doctorat en droit (thèse sur le droit maritime international) (1971);

Collation du grade de professeur (1985);

Collaborateur scientifique et Directeur d'une section de l'Institut central de recherche scientifique de la marine (Leningrad) (1956-1968);

Chef du Service de droit maritime international de l'Institut d'État de recherche scientifique sur les transports maritimes (Moscou) (1968-1978);

Chef du Bureau des relations internationales de l'Association de l'Union Morsvyaspoutnik [membre de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT)] (1978-1981); Directeur adjoint de l'Institut susmentionné depuis 1981;

A élaboré des projets de conventions internationales sur le régime juridique des navires séjournant dans des ports étrangers (qu'il a présentés à l'Organisation maritime internationale en 1974) et sur le statut juridique des systèmes d'acquisition de données océaniques (qu'il a présenté et exposé à deux reprises à la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO, en 1993 et 1994);

Membre des délégations soviétiques à la Conférence relative à la création de l'Organisation internationale des télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) et aux sessions de son Assemblée et son Conseil (1972-1982);

Chef de la délégation soviétique à la Conférence diplomatique d'élaboration et d'adoption du Protocole sur les privilèges et immunités d'INMARSAT (1981);

Chef de la délégation soviétique lors de l'élaboration et de l'adoption de l'accord de siège d'INMARSAT au Royaume-Uni (1981);

Chef de la délégation soviétique et représentant et coordonnateur des États d'Europe orientale aux réunions du Groupe d'experts et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) consacrées à l'élaboration et à l'adoption de la Convention des Nations Unies sur les conditions d'immatriculation des navires (1982-1986);

A participé à l'examen des questions de droit maritime lors de l'élaboration d'accords sur la navigation maritime conclus par l'URSS avec le Royaume-Uni, les États-Unis, la France, les Pays-Bas, la Norvège et le Bangladesh.

Cours et conférences

Cours et conférences sur le droit de la mer à l'Académie maritime supérieure de Leningrad, à l'Université d'État de Moscou M. V. Lomonossov, à l'Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères de Russie et actuellement à l'Académie de droit d'État de Moscou.

Conférences et communications sur le droit de la mer aux États-Unis, au Canada, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Norvège, au Japon, en Belgique, en Italie, en Suisse, au Portugal, en Hongrie, à Malte, en Algérie et en Bulgarie.

Publications

Plus de 200 ouvrages publiés en URSS (Russie), aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Belgique, en Italie, en Pologne, en Bulgarie, en Roumanie. Notamment :

1. Le régime juridique des eaux territoriales et de la haute mer. Moscou, 1961.
2. Enquête sur les avaries survenues à l'étranger. Moscou, 1963 (coauteur).
3. Les océans. Régime de droit international. Principaux problèmes. Moscou, 1973. (L'ouvrage a été traduit et publié en anglais aux États-Unis en 1974.)
4. La nationalité du navire et le principe du lien substantiel. Annuaire soviétique de droit international. Moscou, 1962.
5. Le blocus maritime et le droit international moderne. Revue Sovetskoe gosudarstvo i pravo, Moscou, 1963, No 4. (Article traduit et publié en roumain en Roumanie.)
6. Élaboration du projet de convention sur le régime des navires dans les ports étrangers. Recueil de l'Institut central de recherche scientifique de la marine Le droit maritime et la pratique, Leningrad, 1965.
7. Quelques aspects du régime juridique des espaces marins et du plateau continental. Recueil de l'Institut Guiprorybflot, Moscou-Leningrad, 1965.
8. La piraterie et le droit international. Revue Meždunarodnaja žizn. Moscou, 1967, No 10.

9. Régime juridique des eaux territoriales et des zones contiguës. Cours de droit international en six volumes, tome 3, Moscou, 1967. (Traduit et publié en allemand en RFA, Hambourg, 1973.)

10. Régime juridique des navires marchands et de la navigation en haute mer. Cours de droit international en six volumes, tome 3, Moscou, 1967. (Traduit et publié en allemand en RFA, Hambourg, 1973.)

11. L'immunité des navires d'État. Recueil des travaux de l'Institut central de recherche scientifique de la marine, Leningrad, 1969 (coauteur).

12. Les eaux territoriales et le droit international. Revue Meždunarodnaja žizn, Moscou, 1968, No 8.

13. Les principes régissant l'exploitation des fonds marins par les États. Revue Sovetskoe gosudarstvo i pravo, Moscou, 1970, No 6 (coauteur).

14. Régime futur des fonds marins. Quelques aspects juridiques de l'exploitation des fonds marins. Recueil des Actes d'un colloque international tenu en Italie. (Publié à Rome en anglais en 1970) (coauteur).

15. Principales questions relatives au projet de convention internationale sur le régime juridique des systèmes d'acquisition de données océaniques (SADO). Travaux de l'Institut Soyuzmorniiproekt, Moscou, 1971.

16. Droit maritime international. Dictionnaire diplomatique, Moscou, 1971.

17. Délimitation du plateau continental en mer du Nord (d'après des documents de la session de la Cour internationale de Justice des Nations Unies, 1969). Recueil de l'Institut d'administration publique et de droit de l'Académie des sciences, Moscou, 1972.

18. Tendances du développement du régime juridique des espaces marins. Travaux de l'Association soviétique pour le droit de la mer, Moscou, 1973.

19. Le problème des fonds marins dans la doctrine des États-Unis en droit international. Annuaire soviétique du droit international, Moscou, 1973 (coauteur).

20. Réglementation de la pêche en haute mer. Manuel de droit international, Moscou, 1974.

21. Histoire du droit maritime international. Recueil de l'Institut d'administration publique et de droit de l'Académie des sciences, Le droit maritime international à l'époque actuelle, Moscou, 1974. (Traduit et publié en allemand, en RFA, Baden-Baden, 1978.)

22. L'immunité souveraine des navires d'État utilisés à des fins commerciales (affaire du navire Imias). (Publié en polonais dans le bulletin de l'Association internationale des armateurs No 3, Gdynia, 1974) (coauteur).

23. La doctrine soviétique en matière de droit maritime. Recueil de l'Institut des relations internationales de Moscou, Moscou, 1975.

24. L'organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites – INMARSAT. Revue Morskoj flot, 1977, No 5 (coauteur).

25. L'URSS et l'Organisation internationale des télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT). Revue Sovetskoe Gosudarstvo, 1977, No 8 (coauteur).

26. Le droit maritime international. Manuel de droit international, Moscou, 1982.

27. Le régime juridique des navires séjournant dans des ports étrangers. Publié en anglais dans la revue Sovetskoe Sudohodstvo, 1983, No 1.

28. La haute mer. Dictionnaire diplomatique, Moscou, 1985.

29. La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 : quelques aspects actuels. Annuaire soviétique du droit de la mer, No 2, Moscou, 1985.

30. La nouvelle Convention des Nations Unies (Convention des Nations Unies sur les conditions d'immatriculation des navires). Revue Morskoj Flot, 1986, No 9 (coauteur).

31. Le concept de patrimoine commun de l'humanité : son interprétation et son essence. (Publié en anglais aux États-Unis. Travaux de l'Institut du droit de la mer des États-Unis, Honolulu, Hawaï, 1984.)

32. Principe du patrimoine commun de l'humanité. Recueil de l'Institut d'administration publique et de droit de l'Académie des sciences Les océans et le droit international, Moscou, 1986.

33. La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et la pratique législative des États. (Publié en anglais à Honolulu, Hawaï, États-Unis, 1984) (coauteur).

34. Le droit maritime international. Bulletin d'information de la Chambre de commerce italo-soviétique, 1984. (Publié en italien en Italie, 1984.)

35. Le Statut juridique de la mer Méditerranée. Recueil des travaux de l'Association bulgare du droit de la mer (publié en bulgare, Sofia, 1985) (coauteur).

36. Troisième session de la Conférence des Nations Unies sur les conditions d'immatriculation des navires. Recueil : Navigation et affrètement, Moscou, 1985.

37. Régime juridique du plateau continental. Recueil de l'Institut d'administration publique et de droit de l'Académie des sciences, Les océans et le droit international, Moscou, 1987.

38. Conséquences juridiques de l'adhésion et de la non-adhésion à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Revue Marine Policy. (Publié en anglais à Londres, 1988) (coauteur).

39. La zone contiguë. Manuel de droit maritime international, Moscou, 1988.

40. Le rôle des organisations intergouvernementales dans la recherche scientifique maritime. Recueil de l'Institut d'administration publique et de droit de l'Académie des sciences, Les océans et le droit international, Moscou, 1988-1989.

41. La protection de l'environnement. Manuel de droit maritime international, Moscou, 1988 (coauteur).

42. La législation soviétique à la lumière de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 : modifications et nouvelles tendances. Recueil de l'Institut du droit de la mer des États-Unis. (Publié en anglais, Tokyo-Honolulu, 1990.)

43. Le régime juridique de l'Arctique. Documents de la société américaine de droit international. (Publié en anglais, Washington, 1988.)

44. Les eaux intérieures. Cours de droit international, en six volumes, tome 5, Moscou, 1992.

45. Les eaux territoriales. Cours de droit international, en six volumes, tome 5, Moscou, 1992.

46. L'interprétation et le développement du droit maritime international. Cours de droit international, en six volumes, tome 5, Moscou, 1992.

47. La Russie et le droit international : nouvelles approches. Revue belge de droit international. (Publié en anglais, Bruxelles, 1993.)

48. La stabilité en droit international. Recueil collectif d'essais de spécialistes russes et américains : Au-delà de l'affrontement : le droit international après la fin de la guerre froide. (Publié en anglais aux États-Unis, San Francisco - Oxford, 1995) (coauteur).

Rédacteur en chef de l'Annuaire du droit de la mer, d'autres recueils et matériels publiés périodiquement par l'Association pour le droit de la mer de la CEI en russe et en anglais.

LAING, Edward Arthur

(Belize)

ÉTUDES

LL.M., Université de Columbia, 1968
LL.M., Université de Cambridge, 1966
B.A., Université de Cambridge, 1964

FONCTIONS EXERCÉES

1993- Ambassadeur et Représentant permanent du Belize auprès de
 l'Organisation des Nations Unies.

1990-1993 Professeur à la New York Law School.

1985-1990 Ambassadeur du Belize aux États-Unis d'Amérique, Haut
 Commissaire au Canada, Ambassadeur et Représentant permanent
 auprès de l'Organisation des États américains et Conseiller
 spécial au Ministère des affaires étrangères.

1980-1985 Professeur titulaire à la faculté de droit de l'Université de
 Howard et Directeur du Programme de hautes études
 universitaires.

1976-1981 Professeur associé titulaire à la faculté de droit de
 l'Université du Maryland et conseiller de la faculté,
 International Trade Law Journal.

1974-1976 Maître de conférences à la faculté de droit de Notre-Dame.

1970-1975 Chargé de cours principal à la faculté de droit de l'Université
 des Caraïbes (1975).

1969-1970 Cabinet privé au Belize.

1968-1969 Associé au cabinet d'avocats Baker and McKenzie, Chicago et
 New York.

1966-1967 Magistrat assistant et avocat de la Couronne au Belize.

PUBLICATIONS

Ouvrage Introduction to Sources & Systems of the Common Law Caribbean
 (Université des Caraïbes, 1974).

Articles "Equal Access/Non-Discrimination and Legitimate Discrimination
 in International Economic Law," 14 Wisc. L.J., No 1
 (1995-1996), à paraître.

"Nouvelles approches de la recherche, de l'enseignement et de la
formation en droit international et en faveur de la
compréhension plus large de cette discipline" (Actes du Congrès

/...

des Nations Unies sur le droit international public : Vers le XXI^e siècle : le droit international, idiome des relations internationales), à paraître.

"The Norm of Self-Determination, 1941-1991", 22 California West. International Law Journal, 209-308 (1992).

"The Contribution of the Atlantic Charter to Human Rights Law and Humanitarian Universalism", 26 Williamette Law Review, 114-69 (1989-1990).

"A Caribbean View", Washington Foreign Law Society (ed.), Trade Issues in Coming Years 11-15, 17-18, 19 (1982).

"International Economic Law and Public Order in the Age of Equality", 12 Law & Pol. Int'l Bus. 727-81 (1980-1981).

"Independence and Islands: The Decolonization of the British Caribbean", 12 N.Y.U.J. Int'l Law & Pol. 282-312 (1979).

Coéditeur des "Papers and Comments from the Conference on United States-Caribbean Basin Trade: Economic and Legal Aspects", 4 Int'l T. L. J., No 1 (1978-1979).

"New Departures in Multilateral Trade, Development and Cooperation: The Lomé Convention and its Impact on the United States", 27 Mercer L. Rev. 781-825 (1976).

"Election Statutes and the Concept of Nullity", 4 Anglo-Am. L. Rev. 80-111 (1975).

"Revolution in Latin-American Legal Education: The Colombian Experience", 6 Law. Am. 370-415 (1974).

"Crown Indivisibility, Governmental Liability and Other Problems in the West Indies Associated States", 23 Int'l and Compara. L. Qtrly. 127-42 (1974).

"Procedure in Commonwealth Caribbean Election Petitions: Its Effect on the Free Franchise", 2 Anglo-Am. L. Rev. 363-84 (1973).

Critiques de livres

State and Diplomatic Immunity, Charles Lewis, 16 Vanderbilt J. Transnat'l L. 287-294 (1983).

Freedom in the Caribbean, Sir Fred Philipps, 27 Am. J. Compara. L. 127-32 (1979).

Basic Uniform Commercial Code, D. Epstein et J. Martin, 30 J. Leg. Ed. 249-52 (1978-1979).

Documents et exposés

Relations with the Caribbean, Congressional Black Caucus
– Annual Legislative Weekend, Washington, D.C., octobre 1993.

Caribbean Economic Issues, Association on Third World Affairs,
Washington, D.C., juin 1991.

The Atlantic Charter, 1941, faculté de droit, Willamette Univ.,
Oregon, mai 1988.

The Constitution of Belize, Washington D.C. For. Law Soc.,
septembre 1987.

The Debt Crisis, CONWEST-USA Conference on International
Monetary Institutions and the Democracies, Washington, D.C.,
juin 1983.

Protectionism, 30th Annual Development Conference,
Washington, D.C., mai 1983.

U.S. Economic Relations with Developing Countries, Washington
Bar Association, avril 1983.

Western Caribbean Issues, Association d'études des Caraïbes,
Caracas, mai 1986.

Trade Issues, Washington Foreign Law Society, avril 1981.

Caribbean Independence, American Bar Association, International
Law Section, Porto Rico, novembre 1978.

Recognition and Southern Africa, Lawyers Committee on Civil
Rights/Association of the Bar of New York, N.Y., novembre 1978.

ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

Enseignement du droit et activités connexes

Matières actuellement enseignées : droit commercial, droit
international (notamment droit de la mer et droit commercial et
international des affaires).

Autres matières : droit comparé, droit pénal, introduction au
droit, droit de l'hémisphère occidental et intégration.

Responsable du Programme des hautes études universitaires
développé et amélioré de l'Université de Howard destiné aux
juristes étrangers.

Organisateur de la conférence historique de 1978 sur le commerce
dans le bassin des Caraïbes.

Vice-Président du syndicat des enseignants à la Barbade et membre du sénat de l'Université à la Jamaïque.

Évaluateur de l'Université pour les diplômes délivrés dans le district de Columbia.

Membre des comités spéciaux d'accréditation des facultés de droit des Universités de Howard et du Maryland.

Évaluateur du service d'assistance juridique de Kingston (Jamaïque).

Pratique du droit

Conseiller international auprès du Gouvernement bélizien (1985-1990).

Avocat du Gouvernement et officier judiciaire au Belize.

Cabinet privé au Belize.

Pratique internationale au cabinet d'avocats Baker & McKenzie, à New York et Chicago.

Conseiller auprès de la Chambre de commerce et d'industrie du Belize en ce qui concerne l'indépendance.

Activités diplomatiques

Participation aux réunions ci-après :

Réunion inaugurale de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins (Kingston, Jamaïque), 1994; réunions des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation (chef de délégation).

Sommet mondial pour le développement social, Copenhague – déclaration au cours du débat général.

Réunion préparatoire des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté des Caraïbes, en vue du Sommet des Amériques (Kingston, Jamaïque), 1994.

Conférence des Nations Unies sur la population et le développement (Le Caire).

Sommet du Commonwealth (Vancouver, Limassol).

Réunion du Groupe économique de la Banque mondiale pour les Caraïbes (Washington).

Assemblée de l'Organisation des États américains (Guatemala, San Salvador, Washington).

Réunion ministérielle du Mouvement des pays non alignés (Le Caire, Bandung) à l'occasion du quarantième anniversaire.

Négociations de l'Association des États des Caraïbes (Saint-Domingue, Caracas).

Réunion des ministres des affaires étrangères de la Communauté des Caraïbes (New York, Belize).

Coordination des activités en vue de l'élection du Belize au Conseil d'administration du PNUD et établissement d'un bureau de liaison officiel au Belize.

Responsabilités organisationnelles pour le Groupe des 77 et la Chine lors du Sommet mondial pour le développement social (1995).

Préparation et présentation de la résolution de l'Assemblée générale sur la coopération entre l'ONU et la Communauté des Caraïbes - 65 auteurs (1994).

Activités entreprises dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies : discours et interventions sur les cours d'eau internationaux; le droit de la mer; la paix, la liberté, la démocratie et le développement en Amérique centrale; le développement économique; le tribunal pénal international; la réforme du Conseil de sécurité; les questions relatives aux réfugiés; les droits de l'homme; la protection et la sécurité des petits États; la promotion et la consolidation de la démocratie dans les pays nouvellement démocratiques et ceux où elle a été rétablie : 1993-.

Fonctions de conseiller du Ministre, de négociateur à la Commission mixte permanente Belize-Guatemala et dans toutes les sous-commissions (coprésidence de la Sous-Commission politique concernant notamment les questions maritimes) et de rédacteur d'un traité visant à mettre fin à un litige ancien (1987-1990). Schéma d'un règlement annoncé en août 1991.

Participation en temps que membre choisi par les pays du bassin des Caraïbes aux équipes de négociation économique avec le Gouvernement et le Congrès des États-Unis, 1986-1989. Documents soumis à l'origine de décisions législatives des États-Unis concernant le Belize et les Caraïbes orientales.

Fondation du Consortium pour le développement du Belize (Amérique du Nord), 1985 (Premier Président).

Qualité de membre du Conseil d'administration du Westchester
Community Opportunities Program, 1992-.

ADMISSIONS AU BARREAU

Illinois, Angleterre, district de Columbia, Belize, Barbade.

BOURSES

1982	Bourse d'études de l'Institut de droit et d'économie
1972	Bourse de recherche de la Fondation Ford
1967-1968	Bourse de l'Université de Columbia
1967	Bourse de voyage Fulbright
1961-1965	Bourse d'études du Belize
1960	Bourse fédérale, Université des Caraïbes

LANGUES

Anglais, espagnol.

MAROTTA RANGEL, Vicente

(Brésil)

ADRESSE PROFESSIONNELLE

Faculdade de Direito
Universidade de São Paulo
Largo de São Francisco, 95
CEP : 01005-010
São Paulo, SP., Brésil

ADRESSE PERSONNELLE

467 Rua Caropá
CEP : 05447-000
São Paulo, SP., Brésil

ÉTUDES

- 1946 Licence en droit de la faculté de droit de l'Université de São Paulo.
- 1949 Brevet en terminologie juridique de l'Institut de droit comparé, Université de Paris.
- 1950 Doctorat d'université de l'Université de Paris.
- 1954 Doctorat en droit de la faculté de droit de l'Université de São Paulo.
- 1960 Participant, Centre d'études et de recherches de droit international et de relations internationales de l'Académie de droit international de La Haye.
- 1972-1973 Universitaire invité à la faculté de droit de l'Université Columbia. Juillet 1973, universitaire invité à la Parker School (droit étranger et droit comparé) de l'Université Columbia.

FONCTIONS UNIVERSITAIRES

- 1950-1972 Professeur de sciences politiques et de relations internationales à l'Institut de sociologie et de sciences politiques, São Paulo.
- 1954-1983 Professeur assistant à la faculté de droit de l'Université de São Paulo.
- 1963-1967 Professeur associé au Département de droit international de l'Université de São Paulo.
- 1967-1994 Professeur titulaire de chaire au Département de droit international de l'Université de São Paulo.

/...

- 1967-1972 Doyen de l'Institut de sociologie et de sciences politiques, São Paulo.
- 1973-1974 Coordonnateur des cours de deuxième cycle à la faculté de droit de l'Université de São Paulo.
- 1974-1980 Coordonnateur, Relations culturelles, à l'Université de São Paulo.
- 1970-1978
1978-1982 Directeur du Département de droit international de l'Université de São Paulo.
- 1978 Cours sur "le droit de la mer dans la jurisprudence de la Cour internationale de Justice" à l'Institut de droit international public et de relations internationales de Thessalonique.
- 1978-1990 Membre du jury d'examen, Cours d'études supérieures (Institut Rio Branco, École de diplomatie, Ministère des affaires étrangères).
- 1982-1986 Doyen de la faculté de droit de l'Université de São Paulo.
- Oct.-nov. 1983 Conférencier à l'Académie de droit international de La Haye (programme externe) sur "le règlement des différends relatifs au droit de la mer", Université de Brasilia, Brasilia.
- Septembre 1983 Conférencier, cours régional ONU/UNITAR de formation en droit international pour l'Amérique latine et les Caraïbes : cours sur "le droit international humanitaire", Buenos Aires.
- 1985 Conférencier à l'Académie de droit international de La Haye sur "le plateau continental dans le droit de la mer", La Haye.
- 1985-1989 Président du Conseil brésilien des relations internationales.
- Jusqu'en 1990 Membre du Conseil brésilien de la Commission Fulbright.
- 1957, 1982, 1994 Maître de conférence pour le Comité juridique interaméricain de l'Organisation des États américains. Le dernier cours portait sur "le droit de la mer : problèmes actuels".

ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES NON UNIVERSITAIRES

- Depuis 1947 Avocat, membre du barreau brésilien.
- Octobre 1954 Participant au Congrès de l'Institut hispano-luso-américain de droit international, São Paulo.

Octobre 1957 Participant au Congrès de l'Institut hispano-luso-américain de droit international, Quito.

Février 1967 Colloque sur "l'intégration latino-américaine et la question constitutionnelle", organisé par l'Institut interaméricain d'études juridiques internationales, Organisation des États américains, Bogota.

Octobre 1970 Participant au Congrès de l'Institut hispano-luso-américain de droit international, Lima.

1970-1973 Rapporteur du programme de recherche dans le domaine du droit de la mer, dotation Carnegie pour la paix internationale, Groupe interaméricain.

Juin 1972 Participant à l'atelier organisé par l'UNESCO sur "l'étude des organisations internationales", Paris.

Juillet 1973 Participant au Colloque sur "la protection de l'environnement et le droit international", organisé par l'Académie de droit international de La Haye.

Septembre 1974 Participant au Congrès de l'Institut hispano-luso-américain de droit international, Guanajuato (Mexique).

Juillet 1975 Participant à l'atelier sur le droit de la mer, organisé par l'Institut italo-latino-américain, Rome.

Octobre 1977 Participant au Congrès de l'Institut hispano-luso-américain de droit international, Madrid et Salamanque.

Juin 1978 Participant aux Premières journées latino-américaines de droit international de l'Université catholique Andrés Bello, Caracas.

Depuis 1979 Membre du Groupe brésilien de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye.

Septembre 1979 Participant au séminaire sur "l'enseignement du droit international", organisé par l'Organisation des États américains, Bogota.

1981 Participant à la session de Dijon de l'Institut de droit international.

1990-1983 Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères, Brasilia.

Novembre 1992 Participant aux journées ibéro-américaines de l'Association espagnole de professeurs de droit international et de relations internationales, Salamanque (Espagne).

- Depuis 1994 Membre du Tribunal arbitral, MERCOSUR. Directeur du Département juridique de l'Agence spatiale brésilienne, Brasilia.
- Depuis 1993 Membre du Conseil d'administration de l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT).
- Depuis 1994 Président de l'Institut de droit international et de relations internationales de l'Université de São Paulo.
- Mars 1995 Participant au Congrès des Nations Unies sur le droit international public dont le thème s'intitulait "Vers le XXIe siècle : le droit international, idiome des relations internationales", New York.

MEMBRE DE LA DÉLÉGATION BRÉSILIENNE AUX RÉUNIONS SUIVANTES :

- 1971-1972 Première et deuxième Conférences d'experts gouvernementaux sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, Genève.
- 1974-1977 Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, Genève.
- 1974-1982 Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.
- 1982-1989 Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer.
- 1993-1994 Troisième et quatrième Comités d'experts gouvernementaux sur la protection internationale de la propriété culturelle, Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT), Rome.
- Juin 1995 Conférence diplomatique pour l'adoption du projet de convention d'UNIDROIT sur le retour international des biens culturels volés ou illicitement exportés (chef de délégation), Rome.

ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

- Membre associé de l'Institut de droit international.
- Institut hispano-luso-américain de droit international.
- Association de droit international.
- Société brésilienne de droit international.

Institut de droit international et de relations internationales, Université de São Paulo.

Membre du Conseil de la Fundação Alexandre de Gusmão, Ministère des affaires étrangères.

Correspondant de l'Association argentine de droit international.

Institut des avocats, São Paulo.

Conseil brésilien des relations internationales.

CONSEILS DE RÉDACTION

Jusqu'en 1981 Membre du Conseil de rédaction de la Revista dos Tribunais (Journal des tribunaux), São Paulo.

1972-1979 Membre du Conseil d'administration du Boletim Brasileiro de Direito Internacional (Bulletin brésilien de droit international), São Paulo-Rio de Janeiro-Brasília.

Membre du Conseil consultatif de la Revista de Direito Público (Revue de droit public), São Paulo.

Revista do Direito do Comércio e das relações Internacionais (Revue du commerce international et des relations internationales).

Membre du Comité scientifique de Cooperazione Giuridica Internazionale, Padova-Cedam.

PRINCIPAUX OUVRAGES DE DROIT INTERNATIONAL

Le fédéralisme américain à la Conférence de Bogota, Paris, doctorat d'université (1947).

Do Conflito entre a Carta das Nações Unidas e os demais Acordos Internacionais (Du conflit entre la Charte des Nations Unies et les autres accords internationaux), São Paulo, Saraiva (1954).

"Politica exterior e os órgãos de sua execução" (Politique étrangère et moyens institutionnels), Estudo sócio-político da vida nacional (Analyse politique et sociale de la vie nationale), São Paulo, Instituto de Sociologia e Política (1958), p. 365 à 393.

"La procédure de conclusion des accords internationaux", paru dans Revista da Faculdade de Direito de Universidade de São Paulo (1960), p. 253 à 271.

A soberania dos Estados na era espacial (La souveraineté des États à l'ère spatiale), Revista dos Tribunais (1960), p. 28 à 42.

"Le conflit des accords internationaux", paru dans Revista da Faculdade de Direito de Universidade de São Paulo (1963), p. 231 à 272.

"Dos Conflictos entre o direito interno e os tratados internacionais" (Des conflits entre le droit interne et les traités internationaux), Congrès hispano-luso-américain de droit international, Merida (Venezuela) (1967).

"Les problèmes actuels de l'extradition : Brésil", Revue internationale de droit pénal (1968), p. 477 à 486.

"Poluição e seus reflexos nas relações internacionais" (La pollution et ses effets sur les relations internationales), Problemas Brasileiros (1974), p. 16 à 40.

"Nova ordem mundial : aspectos políticos" (Nouvel ordre international : aspects politiques), paru dans Nova Ordem Mundial, Câmara dos Deputados (Chambre des députés), Brasilia (1975), p. 129 à 161.

"Primeiros escritos sobre direito internacional no Brasil" (Les premiers écrits sur le droit international au Brésil), Problemas Brasileiros, vol. 15 (170) (1977), p. 3 à 19.

"Tendências e perspectivas do direito brasileiro vigente : direito internacional público" (Tendances et perspectives de la législation brésilienne actuelle : droit international public), Revista da Ordem dos Advogados do Brasil (1977), Brasilia, p. 17 à 37.

Direito internacional e lais de guerra (Droit international et lois de la guerre), École supérieure de guerre, Rio de Janeiro (1978).

"Controvérsia de interesse do Governo Brasileiro julgada por tribunal internacional" (Différend intéressant le Gouvernement brésilien, tranché par un tribunal international, Problemas Brasileiros (1980), p. 18 à 23.

"O Direito na formação do Diplomata" (Le rôle du droit dans la formation des diplomates), Revista de Informação Legislativa (1981), p. 349 à 364.

"A Embaixada Permanente e as origens da diplomacia" (L'ambassade permanente et les origines de la diplomatie), Recueil à la mémoire d'Euripedes Simoas da Paula, Université de São Paulo (1983), p. 285 à 298.

"Solução pacífica de controvérsias : o impacto das organizações internacionais" (Le règlement pacifique des différends : rôle des organisations internationales), Anuario Jurídico Interamericano (Annuaire juridique interaméricain) (1984), p. 19 à 51.

"Diritto internazionale e diritto dell'integrazione in America Latina", avec Gustavo Zanini, Revista da Faculdade de Direito, Université de São Paulo (1984), p. 320 et suivantes.

"Regulamentação jurídica da Antártica" (Réglementation juridique de l'Antarctique), paru dans Brasil na Antártica, Brasilia, Câmara dos Deputados (1985), p. 85 à 100.

"Solução pacífica de controvérsias" (Le règlement pacifique des différends), paru dans XI Course on International Law, Comité juridique interaméricain, Rio de Janeiro - Washington (1985), p. 29 à 48.

"Brazil: Arbitration", paru dans International Handbook on Commercial Arbitration, Kluwer, vol. III (1978), p. 31 à 44; et supplément 9 (septembre 1988), p. 1 à 20.

"A Controvérsia Estados-Unidos-Nicaragua e o tema da conduta das Partes" (Le différend États-Unis-Nicaragua et les questions relatives au comportement des Parties), Liber Amicorum (en hommage à José Perez Montero), Université d'Oviedo (1988), p. 863 à 871.

"L'équité en droit international : des développements récents", Recueil en hommage au professeur D. S. Constantopoulos, Thessalonique (1989), p. 937 à 950.

"Salução de controvérsias no âmbito das negociações do GATT" (Le règlement pacifique des différends dans le cadre des négociations du GATT), Revista do Direito do Comércio e das Relações internacionais, No 1 (1989), p. 71 à 90.

Direito e Relações Internacionais, Textos Reunidos (Le droit et les relations internationales, recueil de documents), 4e éd., São Paulo, Revista dos Tribunais (1992).

"Public International Law: The Last Five Decades", A Panorama of Brazilian Law (sous la direction de J. Dollinger et K. S. Rosenn), Université de Miami (1992), p. 287 à 309.

"Do homem á humanidade" (De l'homme à l'humanité), paru dans Direito, Política, Filosofia, Poesia, Mélanges en l'honneur de Miguel Reale, São Paulo, Saraiva (1992), p. 403 à 411.

"Sobre la efectividad de la justicia en las relaciones internacionales" (De l'efficacité de la justice dans les relations internationales), paru dans El derecho internacional en un mundo en transformación (Le droit international dans un monde en mutation), Mélanges en l'honneur d'Eduardo Jimenez de Aréchaga, Montevideo, Fundación de Cultura Universitaria (1992).

"Direito internacional e relações internacionais : o contexto brasileiro" (Le droit international et les relations internationales : le contexte brésilien), paru dans Teorias de Relaciones Internacionales y de Derecho Internacional en America Latina (Théories des relations internationales et du droit international en Amérique latine), Université Simón Bolívar, Caracas (1992), p. 462 à 484.

Francisco de Vitoria y el federalismo internacional (Francisco de Vitoria et le fédéralisme international), paru dans Escuela de Salamanca y el Derecho Internacional en America (resp. de publ. : Araceli Mangas Martín), Jornadas Iberoamericanas de la Asociación Española de Profesores de Derecho Internacional y Relaciones Internacionales, Salamanque (1993), p. 205 à 215.

"Ordenamento jurídico internacional e o direito interno : a recente constituição brasileira" (L'ordre juridique international et le droit interne : la récente Constitution brésilienne), Hacia un Nuevo Orden Internacional y Europeo (Vers un nouvel ordre international et européen), Mélanges en l'honneur de Manuel Díez de Velasco), Madrid, Tecnos (1993) p. 489 à 497.

"América Latina no contexto de una perspectiva tridimensionalista" (L'Amérique latine dans une perspective tridimensionnelle), paru dans Integración Solidaria : reconstitución de los sistemas políticos latino-americanos, II, Université Simón Bolívar, Caracas (1993), p. 111 à 128.

"Objetos culturais : o recente projeto UNIDROIT de Convenção" (Biens culturels : le récent projet de convention UNIDROIT), paru dans Direito e Comércio Internacional (Le droit et le commerce international), Mélanges en l'honneur de Irineu Strenger, São Paulo, LTR (1994), p. 213 à 221.

"Codificação do direito espacial" (Codification du droit de l'espace), Revista brasileira de Direito Aeroespacial (Journal brésilien du droit de l'espace), No 67 (septembre 1995), p. 2 à 8.

PUBLICATIONS PORTANT SUR LE DROIT DE LA MER

"Nacionalidade dos navios" (Nationalité des navires), Problemas Brasileiros, vol. 2 (15), (1964), p. 13 à 28.

"Limite interior do mar territorial com baías" (Établissement de la ligne de base de la mer territoriale dans le cas des baies) paru dans Estudios de Derecho Internacional Marítimo (en l'honneur de José Luis de Azcárraga), Madrid, Sindicato Nacional de la Marina Mercante (1969), p. 61 à 79.

"Pirateria : tema antigo e moderno" (Les actes de piraterie : un sujet vieux et nouveau), Problemas Brasileiros, vol 8 (82), (1970), p. 15 à 34.

Natureza Jurídica e Delimitação do Mar Territorial (Nature juridique de la mer territoriale et sa délimitation), 2e éd., São Paulo, Revista dos Tribunais (1970).

"Regulamentação do mar territorial brasileiro" (Réglementation de la mer territoriale du Brésil), paru dans Problemas Brasileiros (1971), p. 5 et suivantes.

"A próxima conferência sobre direito do mar e seus antecedentes" (La prochaine conférence sur le droit de la mer et ses antécédents), Problemas Brasileiros, vol. 10 (109), (1972), p. 6 à 26.

"A Terceira Conferência das Nações Unidas sobre o Direito do Mar" (La troisième Conférence sur le droit de la mer), paru dans Anuario del Instituto Hispano-Luso-Americano de Derecho Internacional, Madrid (1973), p. 481 à 490.

"Brazilian Law of the Sea", Revista da Faculdade de Direito da USP (1973), p. 71 à 90.

"A Corte Internacional de Justiça e o Direito do Mar" (La Cour internationale de Justice et le droit de la mer), Revista da Faculdade de Direito da Universidade de São Paulo (1976), p. 239 à 262.

"Brazil", paru dans The Changing Law of the Sea – Western Hemisphere Perspectives (resp. de publ. : R. Zacklin), Carnegie Endowment for International Peace, Leiden-Sijthoff (1974), p. 135 à 148.

"Delimitação dos espaços marítimos : velho e novo tema" (Délimitation des espaces maritimes : sujet vieux, sujet nouveau), paru dans TEMIS, Université de Saragosse (1973-1974), p. 252 à 272.

"O direito internacional do mar e a Conferência de Caracas" (Le droit de la mer et la Conférence de Caracas), paru dans Problemas Brasileiros (1974), p. 12 à 31.

"Preservação dos mares : a contribuição do Direito Internacional" (Préservation de la mer : la contribution du droit international), As Tendências atuais do Direito Público, Rio de Janeiro, Forense (1976), p. 241 à 269.

"Le droit de la mer dans la jurisprudence de la Cour internationale de Justice", Thesaurus Acroasium, vol. VII, Thessalonique (1977), p. 263 à 339.

"O Novo Direito do Mar e a América Latina" (Le nouveau droit de la mer et l'Amérique latine), paru dans Primeras Jornadas Latino-Americanas de Derecho Internacional, Université catholique Andrés Bello, Caracas (1979), p. 532 à 574.

"Contenido y Metodologia sobre la Enseñanza del Derecho del Mar" (Enseignement du droit de la mer : contenu et méthodologie), Séminaire sur l'enseignement du droit international, Bogota (1979), p. 227 à 248.

"A Nova Convenção sobre Direito do Mar" (La nouvelle Convention sur le droit de la mer), Problemas Brasileiros (octobre 1980), p. 16 à 31.

"The Technological Impact on the Law of the Sea", Law Technology (Quarter 1982), p. 39 à 61.

"The role of informal negotiations in the search for a consensus on the law of the sea", The Exclusive Economic Zone. A Latin American Perspective, publié par Francisco Orrego Vicuña. Foreign Relations of the Third World, No 1, Boulder, Colorado, Westview (1984), p. 61 à 74.

"A plataforma continental na nova Convenção sobre Direito do Mar : o conceito de prolongamento natural" (Le plateau continental dans la nouvelle Convention sur le droit de la mer : la notion de prolongement naturel), paru dans O Direito na Década de 1980, Mélanges en l'honneur de Hely Lopes Meirelles, São Paulo, Revista dos Tribunais (1985), p. 150 à 167.

"Les sources du droit de la mer", paru dans Traité du droit de la mer (resp. de publ. : René-Jean Dupuy et Daniel Vignes), Paris, Economica (1985), p. 28 à 121.

"Le plateau continental dans la Convention de 1982 sur le droit de la mer", Recueil des cours de l'Académie de droit international (1985), (V), 194, p. 273 à 427.

"La codification des normes sur le plateau continental", Le droit international à l'heure de sa codification, Mélanges en l'honneur de Roberto Ago, Milano, Giuffrè, p. 307 à 322.

"Natureza jurídica e delimitação do mar territorial na Convenção das Nações Unidas sobre o Direito do Mar" (La nature juridique de la mer territoriale et sa délimitation dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer), paru

dans Temas de Derecho Internacional (en l'honneur de Frida M. Pfirter de Armas Barea, (resp. de publ. : Raul E. Vinuesa), (Fundación del Centro de Estudios Internacionales de Buenos Aires, 1989), p. 127 à 138.

"Direito do Mar : os níveis da política e os fatores en causa" (Le droit de la mer : aspects politiques et facteurs en jeu), Temas da Política Externa Brasileira (Thèmes de la politique étrangère brésilienne), Brasilia, IPRI-Atica (1989), p. 195 à 216.

"Nova Ordem internacional : fundos oceânicos e solução de controvérsias no direito do mar" (Nouvel ordre international : fonds marins profonds et règlement pacifique des différends dans le cadre du droit de la mer), paru dans O Direito na Década de 1990, Mélanges en l'honneur d'Arnoldo Wald, São Paulo, Revista dos Tribunais (1994), p. 365 à 383.

"Codification du droit de la mer : perspectives et nouveaux développements", Congrès des Nations Unies sur le droit public international, New York (mars 1995).

MARSIT, Mohamed Mouldi

(Tunisie)

[Original : français]

Né le 14 janvier 1944 à Kébili (Tunisie)

Nationalité : Tunisienne

Études et diplômes obtenus

- Licence en droit
- Diplôme d'études supérieures
- Diplôme de l'École nationale d'administration

Fonctions actuelles

Chargé de mission, Directeur général chargé de diriger les affaires consulaires au Ministère des affaires étrangères

Déroulement de la carrière

1er janvier 1969 Entrée dans l'administration

Promotions successives dans le grade

1er janvier 1969 Administrateur civil
1er janvier 1972 Administrateur conseiller
1981 Administrateur en chef
1985 Administrateur général

Promotions successives dans la fonction

30 mai 1972 Chef de service auprès du Premier Ministre
1976 Sous-Directeur (décret No 76-355 en date du 14 avril 1976;
J.O.R.T. No 27 du 16 avril 1976)
1980 Directeur, services de Conseil juridique et de législation
(décret No SQ/1329 en date du 24 octobre 1980)
23 janvier 1986 Directeur général
1989 Conseiller juridique du Gouvernement tunisien (décret
No 89-272 en date du 13 février 1989)
1994 Directeur général des affaires consulaires (décret No 94-522
en date du 7 mars 1994)

/...

Distinction

Officier, Médaille du travail

Activités professionnelles

- 1975-1980 Représentant du Premier Ministre auprès du Tribunal administratif (contentieux).
- Participation aux travaux du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (travaux préparatoires de la troisième Conférence sur le droit de la mer).
- 1974-1982 Participation à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.
- 1976-1982 Coordonnateur du Groupe de contact du Groupe des 77 (pays du tiers monde) chargé du règlement des différends, jusqu'à la fin de la Conférence en 1982.
- Décembre 1978 et mars 1979 Rapporteur du Groupe africain pour les réunions des experts juridiques du droit de la mer, tenues à Addis-Abeba et à Nairobi.
- 1976, 1977 et 1979 Président du Groupe de travail du règlement des différends du Groupe des experts arabes du droit de la mer.
- 1976 Participation à la Conférence de Barcelone organisée par les pays riverains de la Méditerranée pour la lutte contre la pollution.
- 1976 Membre du Comité de rédaction de la Conférence de Barcelone.
- 1984 Expert auprès de la Ligue des États arabes pour le droit de la mer.
- 1984-1994 Chef de la délégation tunisienne aux travaux de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer.
- Publication de plusieurs articles en arabe et en français, parus notamment dans la revue Études internationales, publiée à Tunis par l'Association des études internationales sur le droit de la mer.
- Depuis 1972 Enseignant à l'École nationale d'administration de Tunis.

Jusqu'en 1993 Administrateur à la C.T.N. puis à la Société nationale de distribution des pétroles et à l'Imprimerie nationale.

Jusqu'en 1993 Représentant du Premier Ministre aux réunions de la Commission juridique permanente de la Ligue des États arabes.

29 août-3 septembre 1989 Président de cette commission lors de sa session.

Coordonnateur du Groupe des 77 de la Commission préparatoire (quatrième Commission, chargée du Tribunal international du droit de la mer).

Expert auprès de l'Organisation des Nations Unies et l'un des six experts chargés d'élaborer la publication des Nations Unies intitulée "Practice of States at the time of entry into force of the United Nations Convention on the Law of the Sea".

Depuis 1991 Enseignant à la Faculté de droit de Tunis (cours sur les relations internationales entre les pays du tiers monde).

1992 Publication d'un livre en arabe intitulé "La Tunisie et le droit de la mer", vol. 1.

MENSAH, Thomas A.

(Ghana)

RÉSUMÉ

Thomas A. Mensah a fait une longue carrière de spécialiste du droit public international et du droit de la mer. Après avoir obtenu le doctorat en droit de l'Université de Yale, il s'est consacré à des travaux et activités se rapportant au droit international, a donné des cours dans le cadre universitaire et dans des séminaires et réunions d'étude internationaux et a été conseiller et consultant auprès d'organismes des Nations Unies.

Directeur des affaires juridiques et Sous-Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale (OMI) pendant plus de 20 ans (1968-1990), il a été responsable de la contribution du secrétariat de l'OMI à l'élaboration d'un grand nombre de conventions internationales et autres instruments portant sur divers sujets relevant du droit de la mer public ou privé. Dans sa fonction de conseiller juridique, il était le principal interlocuteur ou conseiller de l'OMI et de ses États membres pour tout ce qui concernait le droit des traités et les problèmes de droit international administratif.

Thomas Mensah a activement participé aux négociations de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer qui ont précédé l'adoption de la Convention de 1982. Il a ensuite dirigé à l'OMI les analyses des incidences de la Convention sur cette organisation et l'étude des problèmes présentés par l'application des dispositions de cet instrument relatives à la navigation et à la prévention de la pollution des mers due aux navires ou au rejet des déchets.

Depuis qu'il a quitté l'OMI (pour prendre sa retraite) en 1990, Thomas Mensah continue à travailler sur les questions maritimes. Il a été consultant en législation maritime et en droit international de l'environnement marin auprès d'organismes des Nations Unies et de gouvernements.

Il a aussi poursuivi ses travaux de droit international public. Il a été nommé en 1993 titulaire de la prestigieuse Chaire Cleveringa de l'Université de Leyde (Pays-Bas), où il a assuré pendant l'année universitaire 1993/94 un cours sur le processus de négociation internationale et un séminaire sur la rédaction des lois.

Avant d'être nommé Haut Commissaire du Ghana en République sud-africaine, Thomas Mensah était professeur de droit et directeur de l'Institut du droit de la mer à la faculté de droit William S. Richardson de l'Université d'Hawaii à Honolulu; il dirigeait le programme de recherche et de conférences de l'Institut et a donné des cours de droit de la mer et de droit international de l'environnement.

Dans l'exercice de ses fonctions officielles ou universitaires, Thomas Mensah a rédigé ou dirigé de nombreuses études et analyses. Il est également l'auteur d'un grand nombre d'articles et de monographies (publiées) sur diverses questions de droit international et de droit de la mer.

Thomas Mensah a été membre de l'American Society of International Law. Il est membre de la British Maritime Law Association et de la United States Maritime Law Association et membre temporaire (à titre individuel) du Comité maritime

/...

international. Il fait partie depuis 1990 du Comité permanent de l'Organisation internationale d'arbitrage maritime (Paris).

Il a été élu en 1989 membre associé de l'Institut de droit international.

* * *

Fonctions actuelles : Haut Commissaire du Ghana en République sud-africaine

Fonctions antérieures : Professeur de droit et Directeur de l'Institut du droit de la mer à l'Université d'Hawaii, Honolulu, Hawaii (États-Unis d'Amérique)

Études :

Décembre 1951 Certificat, Cambridge School (Niveau 1), École Achimota (Ghana)

Juin 1956 Licence ès lettres (philosophie) (mention très bien) de l'Université du Ghana

Juin 1959 Licence en droit (avec mention) de l'Université de Londres

Juin 1962 Maîtrise en droit de la faculté de droit de l'Université de Yale

Janvier 1964 Doctorat en droit de la même université

Associations professionnelles

Membre associé de l'Institut de droit international

Membre du Comité permanent de l'Arbitrage maritime, Organisation internationale d'arbitrage maritime, Chambre de commerce internationale, Paris

Membre de l'American Society of International Law

Membre de la British Maritime Law Association

Membre de la Commission du droit de l'environnement, Alliance mondiale pour la nature (UICN)

Membre du Comité juridique du Comité consultatif sur la protection de la mer (ACOPS)

Fonctions universitaires

1963-1968 Chargé de cours de droit à l'Université du Ghana

1967-1968 Doyen de la faculté de droit par intérim

/...

1966-1967	Codirecteur des séminaires Dag Hammarskjöld sur le droit international à l'Université d'Uppsala (Suède)
Été 1967	Codirecteur du Séminaire UNITAR/UNESCO sur le droit international pour l'Afrique, Dar es-Salaam (Tanzanie)
1985-1991	Professeur invité à l'Université maritime mondiale, Malmö (Suède)
Semestre de printemps de 1992	Professeur invité à l'École de droit William S. Richardson de l'Université d'Hawaii
1993-1994	Professeur de droit à l'Université de Leyde (Pays-Bas)
Octobre 1993-juin 1995	Professeur de droit et Directeur de l'Institut du droit de la mer à l'Université d'Hawaii

Fonctions administratives

1956-1958	Administrateur civil
1960-1961	Sous-Directeur de l'administration (questions académiques) à l'Université du Ghana
	Secrétaire exécutif de plusieurs conférences diplomatiques que le droit maritime :
	i) Conférence juridique internationale sur les dommages dus à la pollution marine, Bruxelles, 1969
	ii) Conférence juridique internationale sur la création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, Bruxelles, 1971
	iii) Conférence sur le transport des passagers et de leurs bagages à bord des navires, Athènes, 1974
	iv) Conférence internationale sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes, Londres, 1976
	v) Conférence diplomatique sur la responsabilité et l'indemnisation pour les dommages liés au transport par mer de certaines substances, Londres, 1984
	vi) Conférence diplomatique sur la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, Rome, 1988
	vii) Conférence diplomatique sur l'assistance, Londres, 1989

- viii) Conférence diplomatique chargée de réviser la Convention d'Athènes de 1974, sur le transport des passagers et de leurs bagages à bord des navires, Londres, 1990

Activités professionnelles

- 1966-1967 Conseiller juridique à la Commission ghanéenne de l'énergie atomique
- 1965-1966 Juriste adjoint de 1re classe détaché à l'Agence internationale de l'énergie atomique, Vienne
- Organisation maritime internationale (OMI), Londres :
- Septembre 1968-
décembre 1973 i) Chef de la Division juridique
- Janvier 1974-
décembre 1981 ii) Directeur des affaires juridiques et des relations extérieures
- Décembre 1981-
septembre 1990 iii) Sous-Secrétaire général
- 1991-1992 Conseiller spécial en matière de droit de l'environnement et des institutions compétentes en la matière au Programme des Nations Unies pour l'environnement, Nairobi
- 1990-1993 Consultant dans le domaine du droit international maritime et du droit de l'environnement auprès des organismes suivants :
- i) Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), Bangkok
- ii) Banque mondiale, Washington
- iii) Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, Londres
- iv) Programme des Nations Unies pour l'environnement, Nairobi

Autres fonctions

- 1966-1967 Membre du Conseil de l'Université du Ghana
- 1966-1968 Master, Akuafo Hall, Université du Ghana
- 1966-1968 Membre du Conseil consultatif national du Ghana

- 1978 Président de la Commission constitutionnelle de rédaction du Ghana
- Membre du Conseil de rédaction de Marine Policy – Journal for Economics Planning and Politics of Ocean Exploration
- 1990-1992 Membre du Comité consultatif international et du Haut Conseil de rédaction du Projet de la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur sur les règles régissant le droit international (American Society of International Law)

Publications

Avec Christopher H. Zimmerli "L'activité réglementaire de l'OMCI", paru dans L'élaboration du droit international public, Société française pour le droit international, Colloque de Toulouse (Pédone, Paris, 1974).

"Legal Problems Relating to Marine Pollution", paru dans Water Pollution by Oil, Peter Hepple, éd. (Londres, The Institute of Petroleum, 1971).

"The IMO Experience", paru dans Law, Institutions and the Global Environment, (John Lawrence Hargrove, éd., New York, Carnegie Endowment for International Peace et American Society of International Law, Oceana Publications, et A. W. Sijthoff, Leyde, 1972).

"International Conventions Concerning Pollution of the Sea", Case Western Reserve Journal of International Law, vol. 8, No 1 (1976).

"The Law Relating to Pollution of the Seas", paru dans Environmental Pollution Control, Allan D. McKnight, Pauline Marstrand et Craig Sinclair, éd., George Allen and Unwin, Londres, 1974).

"The Practice of International Law in International Organizations", paru dans International Law, Teaching and Practice, Bin Cheng, éd. (Stevens and Sons, Londres, 1982).

"Environmental Protection: International Approaches", paru dans Marine Policy, Butterworth and Co. Ltd. (Londres, avril 1984).

"Universalism and regionalism in the Law of Carriage of Goods by Sea: The IMCO Experience", paru dans International Economic and Trade Law – Universal and Regional Integration (A. W. Sijthoff, Leyde, 1976).

"The International Regulation of Maritime Traffic", paru dans The United Nations Convention on the Law of the Sea: Impact and Implementation (Law of the Sea Institute, Honolulu, 1988).

"The Implications of the United Nations Convention on the Law of the Sea for IMO", document publié par le Secrétariat de l'Organisation maritime internationale (1988).

"The Group System in International Negotiations – An Appraisal", leçon inaugurale (Université de Leyde, novembre 1993).

NDIAYE, Tafsir Malick

(Sénégal)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 7 février 1953 à Kaolack (Sénégal)

Formation

Études primaires et secondaires à Kaolack : bac 1973. Études supérieures à Paris

Docteur d'État en droit de l'Université de Paris (1984). Mention très honorable et félicitations du jury.

Diplôme d'études approfondies-droit public

Option : droit international public

Mention : bien (major de la promotion) – 1981 (Université de Paris)

Diplôme d'études approfondies d'études politiques

Option : relations internationales (Université de Paris)

Diplôme de l'Institut des hautes études internationales (1980) – major de la promotion (Université de Paris)

Diplôme du Centre d'études et de recherches de l'Académie de droit international de La Haye (1981)

Certificat des Nations Unies à l'issue du stage annuel (1979)

Expérience professionnelle

1981 : Nommé assistant à l'Université de Paris X

1981 : Assistant au Collège de France (chaire de droit international du professeur René Jean Dupuy)

1984 : Enseignant à l'Université de Dakar

1985 : Directeur du Centre de recherche de la faculté de droit de Dakar

1985 : Conseil et coagent du Gouvernement sénégalais dans l'affaire de la délimitation de la frontière maritime entre le Sénégal et la Guinée-Bissau

Tribunal arbitral (Genève 1986-1989)

Cour internationale de Justice (La Haye 1989-1991)

1986 : Conseil du Gouvernement sénégalais sur la Sénégalie

1989 : Consultant pour les Nations Unies (a effectué plusieurs missions pour l'ONU)

/...

- 1989 : Conseil du Gouvernement sénégalais lors des négociations relatives à la dette commerciale du Sénégal (Club de Londres)
- 1991 : Rapporteur de la Commission nationale de réforme du code électoral sénégalais
- 1992 : Expert de la coalition pour l'Afrique (Washington)
- 1992 : Jurisconsulte

Publications

Ouvrages :

Matières premières et droit international, Dakar, Nouvelles éditions africaines, 1992, 359 pages.

(En collaboration) Le président en exercice de l'OUA, éléments pour une théorie de l'institution à la lumière de l'expérience sénégalaise, Dakar, nouvelles éditions africaines, 1988, 190 pages.

(En collaboration) Pour un développement endogène en Afrique, série des livres du Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique, Paris. Editions Karthala, 1992, 494 pages.

Articles

"L'Accord international sur le caoutchouc naturel", Revue droit africain, Paris, 1982, p. 11 et suivantes.

"Les 'Falklouines' et le droit international", annales africaines, Université de Dakar, 1985, p. 121 à 150.

"Le jus cogens", Annales africaines, Université de Dakar, 1986, p. 95 à 117.

"Le fonds commun dans le cadre du programme intégré pour les produits de base", Revue tunisienne de droit, 1982, p. 215 à 334.

"Des transitions démocratiques en Afrique", Revue alternative démocratique dans le tiers monde, No 6, juillet-décembre 1992, p. 13 à 29 (Dakar)

"Intégration africaine - Évolution institutionnelle", Revue Espoir (Dakar), 1991, p. 3 et suivantes.

"Disarmement and Security in Africa", topical paper No 12, ONU (New York), 1992, p. 97 à 120.

"La juridiction constitutionnelle introuvable : à propos de la nature du Conseil constitutionnel français". A paraître dans les annales africaines (Dakar), 40 pages.

Plusieurs communications lors de colloques internationaux.

Distinction

Chevalier de l'ordre national du Lion (Sénégal)

NELSON, L. Dolliver M.

(Grenade)

I. Renseignements personnels

Lieu de naissance : Grenade

II. Études

Université des Antilles

The London School of Economics and Political Science

Diplômes et qualifications

B. A. (Université des Antilles) (1954) – français, espagnol et latin

Diplôme d'éducation (1955)

Ll. B. (Londres) (1962)

Ll. M. (Londres) (1964) (London School of Economics) : jurisprudence, histoire du droit international, droit des institutions internationales et droit de la mer

Doctorat (Londres) (1969) (London School of Economics) : droit international (L'arbitrage des différends internationaux en Amérique latine)

Avocat (Gray's Inn, Londres) (1971)

Admission au barreau de la Grenade (1972)

Bourses

1951 : Boursier de Sainte Madeleine (Université des Antilles)

1965 : Boursier en droit international (London School of Economics)

1966 : Boursier de recherche à l'étranger en droit international public (British Institute of International and Comparative Law)

III. Expérience professionnelle

Organisation des Nations Unies

1983-1994 : Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal du droit de la mer

1984-1994 : Directeur adjoint, Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques

/...

- 1993-1994 : Secrétaire de la Conférence des Nations Unies sur les stocks chevauchants et les stocks de poissons grands migrateurs
- 1990-1994 : Conseiller juridique pour les consultations officieuses du Secrétaire général sur les questions relatives à l'exploitation des fonds marins qui ont permis en 1994 l'adoption de l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982
- 1974-1982 : Secrétaire du Comité de rédaction de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer
- 1976-1984 : Spécialiste du droit de la mer (hors classe)
- 1974-1976 : Spécialiste du droit de la mer

Grâce à l'expérience qu'il a acquise, tant au cours de la troisième Conférence des Nations Unies qu'après l'adoption de la Convention sur le droit de la mer en 1982, le candidat connaît à fond la Convention. Son expérience, notamment en tant que Secrétaire du Comité de rédaction de la Conférence, lui a permis d'acquérir une connaissance intime des diverses dispositions de la Convention et de leur genèse.

Activités universitaires

- Depuis 1980 : Université Dalhousie, Halifax (Canada)
- Janvier-juin : Professeur invité
Enseigne le droit international de la mer et encadre les étudiants préparant leur mémoire de maîtrise de droit
- 1970-1977 : The London School of Economics and Political Science
Maître de conférences (titulaire) en droit
Enseigne le droit international et la jurisprudence aux étudiants de Ll. B. et B. Sc. (Économie). Anime des séminaires sur le droit de la mer et le droit des institutions internationales à l'intention des étudiants préparant une maîtrise de droit. Encadre également les étudiants préparant un doctorat en droit international.
- (En congé de 1975 à 1977, reprend ses fonctions au cours du deuxième trimestre de 1977.)
- 1965-1970 : Eoling Technical College (maintenant appelé Thames Valley University), Londres.
Chargé de cours principal en droit
Chargé de cours en droit

Enseignement

- 1955-1959 Kingston College, Jamaïque (Antilles)
Enseigne les langues modernes : français et espagnol

Autres activités

A donné des conférences sur divers aspects du droit de la mer dans les établissements suivants :

Law of the Sea Institute, University d'Hawaii (1977 et 1994)

Université de Kiel, faculté de droit international, Allemagne (1990)

Institut de droit maritime international, Malte (1990)

Université de Hambourg, Institut du droit de la mer et du droit maritime, Allemagne (1989)

Greenwich Forum, Londres (1977 et 1989)

Manhattan College, école d'ingénieurs, New York (Fishback Lecture) (1987)

University of Connecticut, faculté de droit, États-Unis (1985)

Université maritime mondiale, Malmö (Suède) (1980)

A participé activement aux réunions suivantes :

Consultations techniques de la FAO sur la pêche en haute mer, Rome (Italie), 7-15 septembre 1992

Atelier informel sur le régime juridique de la pêche hauturière dans le cadre des grands écosystèmes marins, Monaco, octobre 1990

Conférence internationale sur la conservation et la gestion des ressources biologiques de la haute mer, St. John's, Terre-Neuve (Canada), 5-7 septembre 1990

Séminaire des Nations Unies sur les mesures propres à renforcer la confiance dans le domaine maritime, Helsingör (Danemark), 13-15 juin 1990 (Président du Groupe de travail sur le droit de la mer, la gestion des océans et les mesures propres à renforcer la confiance)

Conférence sur les perspectives concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies : gestion par l'ONU, applications novatrices, besoins futurs (Kingston, Ontario (Canada), 13-14 octobre 1989

Conférence internationale organisée dans le cadre du Seapol sur l'exploitation et la gestion des océans en Asie du Sud-Est : perspectives d'application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, Bangkok (Thaïlande), avril 1987

Atelier sur la délimitation des zones maritimes organisé sous les auspices de l'Organisation des États des Caraïbes orientales, Sainte-Lucie, 28 septembre-1er octobre 1987

Cours de gestion des ressources des océans, Tonga, juin 1986

Consultation juridique sur la pêche, Goroka (Papouasie-Nouvelle-Guinée), juin 1986

Séminaire sur l'utilisation des océans et la mise en valeur des ressources marines dans les Caraïbes orientales, Saint-Kitts, juin 1983

Séminaire sur les problèmes d'exploitation et de gestion des océans dans les Caraïbes orientales : aspects économiques, juridiques et environnementaux et problèmes de planification, Kingstown, Saint-Vincent-et-les Grenadines, 11-13 mai 1981

IV. Appartenance à des organisations professionnelles

Depuis 1993 : Membre du Comité de rédaction de Marine Policy: the International Journal of Ocean Affairs

Depuis 1992 : Membre du Comité sur la juridiction des États côtiers pour ce qui est de la pollution des mers, Association du droit international

1984-1994 : Membre de l'équipe de recherche chargée d'élaborer le Commentaire sur la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Ces travaux sont menés au Center for Oceans Law and Policy de l'University of Virginia; quatre volumes ont déjà été publiés

1982-1989 : Rapporteur du Comité sur la zone économique exclusive, Association du droit international

1980-1984 : Membre de l'équipe de recherche du Programme d'études océaniques de l'Université Dalhousie sur les problèmes d'exploitation et de gestion des océans dans les Caraïbes orientales

1976-1985 : Associé au séminaire organisé par l'University of Columbia sur l'utilisation des océans

1974-1980 : Membre du Comité sur le droit de la mer, Association du droit international

1970 : Membre de la Société américaine de droit international

V. Publications

Articles

"The North Sea Continental Shelf Cases and Law Making Conventions", Modern Law Review, 35 (1972)

"Conflict of Interests in the Straits of Malacco" (en collaboration avec M. Leifer, International Affairs, 49 (1973))

"The Patrimonial Sea", International and Comparative Law Quarterly, 22 (1973)

"The Arbitration of Boundary Disputes in Latin America", Netherlands International Law Review, 20 (1973)

"The Andean Common Market", Year Book of World Affairs, 29 (1975)

"El mar patrimonial", Comparative Juridical Review, 12 (1975)

"Legal Implications of the Exclusive Economic Zone for the United Kingdom", Greenwich Forum (1977)

"Functions of Regionalism in the Emerging Law of the Sea as reflected in the Informal Composite Negotiating Text", Regionalization of the Law of the Sea, publié sous la direction de Douglas M. Johnston (1977)

"Equity and the Delimitation of Maritime Boundaries", Iranian Review of International Relations, 11-12 (1978)

"The Emerging New Law of the Sea", Modern Law Review, 42 (1979)

"Marine Regionalism and the Law of the Sea", Proceedings of the Symposium on Marine Regionalism, organisé par le Marine Affairs Program, University of Rhode Island (1979)

"The exclusive Economic Zone and the New Law of the Sea", Problems of Development and Ocean Management in the Eastern Caribbean, publié sous la direction d'Edgar Gold, de Norman G. Letalik et de Carlyle L. Mitchell (1981)

"Implications of the New Law of the Sea Convention for the Eastern Caribbean", Ocean Use and Resource Development and Management in the Eastern Caribbean, publié sous la direction d'Edgar Gold, Norman G. Letalik, Carlyle L. Mitchell et al, (1984)

"The Work of the Drafting Committee", United Nations Convention on the Law of the Sea, 1982. A Commentary, vol. 1, Myron H. Nordquist, rédacteur en chef (1985)

"Câbles and pipelines sous-marins", Traité du nouveau droit de la mer, publié sous la direction de René-Jean Dupuy et Daniel Vignes (1985)

"The Drafting Committee of the Third United Nations Conference on the Law of the Sea: The Implications of Multilingual Texts", British Year Book of International Law, 57 (1986)

"The Delimitation of Maritime Boundaries in the Caribbean", Ocean Boundary Making: Regional Issues and Developments, publié sous la direction de Douglas M. Johnston et Phillip M. Saunders (1988)

"Delimitation of Maritime Boundaries in the Eastern Caribbean", A New Law of the Sea for the Caribbean, publié sous la direction d'Edgar Gold (1988)

"Certain Aspects of the Legal Regime of the High Seas", International Law at a Time of Perplexity – Essays in Honour of Shabtai Rosenne, publié sous la direction de R. Dinstein (1988)

"Convention de La Havane concernant la neutralité maritime", The Law of Naval Warfare, A Collection of Agreements and Documents with Commentaries, publié sous la direction de N. Ronzitti (1988)

"The Implementation of the 1982 Convention on the Law of the Sea", Japanese Maritime Quarterly (décembre 1988), publié en japonais

"The Rules of Equity in the Delimitation of Maritime Boundaries", American Journal of International Law, 84 (1990)

"The Law of the Sea, Ocean Management and Confidence-building Measures", Département des affaires de désarmement de l'ONU, Topical Papers 4. Naval Confidence-building Measures (numéro de vente : E90 IX10 (1990)

"The Preparatory Commission for the International Sea-Bed Authority and for the International Tribunal for the Law of the Sea: An Evaluation", Law of the Sea at the Crossroads – The Continuing Search for a Universally Accepted Regime (1991)

"Submarine Cables & Pipelines", A Handbook on the New Law of the Sea, publié sous la direction de R. J. Dupuy et D. Vignes, vol. 2 (1991)

"Renewing the Dialogue", Issues in Amending Part XI of the LOS Convention: Proceedings of the Fifteenth Annual Seminar, Center for Oceans Law and Policy (1991)

"Some Observations on the Agreement Implementing Part XI of the 1982 Convention on the Law of the Sea", devant être publié dans les Proceedings of the 28th Annual Conference, Law of the Sea Institute, Hawaii (1995)

"The New Deep Seabed Mining Regime", the International Journal of Marine and Coastal Law. Law of the Sea Convention: Unfinished Agendas and Future Challenges, vol. 10, No 2 (1995)

Rapports

Cinquante-cinquième rapport de l'Association du droit international, New York, 1972 – Éditeur

"The Freedom of the High Seas and the Exclusive Economic Zone", soixante-et-unième Conférence de l'Association du droit international, Paris, 1994 – Rapporteur

"Relationship between the Exclusive Economic Zone and the Continental Shelf", soixante-deuxième Conférence de l'Association du droit international, Séoul, 1986 – Rapporteur

VI. Connaissances linguistiques

Anglais (langue maternelle), français, espagnol, rudiments de russe

OCHAN, Ralph W.

(Ouganda)

RÉSUMÉ

Ralph W. Ochan est entré dans la carrière diplomatique ougandaise en juin 1973, alors qu'il venait d'obtenir le diplôme (avec mention) de la faculté de droit de l'Université Makerere. Après avoir été pendant une courte période en poste à la mission ougandaise à Ottawa, il a suivi en 1977 les cours de l'université canadienne Dalhousie (Nouvelle-Écosse), où il a obtenu une maîtrise en droit international avec spécialité en droit de la mer. Sa thèse de maîtrise était consacrée aux problèmes particuliers des pays enclavés ou géographiquement désavantagés, considérés du point de vue des travaux de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer qui était alors en cours. Il a obtenu en 1979, également à l'Université Dalhousie, une maîtrise interdisciplinaire, avec une thèse sur les problèmes du transfert de technologie vers les pays en développement, également du point de vue des travaux de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

Ralph Ochan a ensuite été pendant un an assistant de recherche pour le Programme d'études océaniques de l'Université Dalhousie. Il est rentré en 1981 dans la carrière diplomatique, où il a occupé diverses fonctions avant d'être nommé Sous-Secrétaire. Il a été transféré en 1985 au Ministère de la justice, où il a été affecté à la Direction des affaires civiles jusqu'en 1991. Nommé à cette date Administrateur général/Curateur public, il a occupé ces fonctions jusqu'en 1995; il a alors été nommé Directeur des services juridiques consultatifs, qui donnent des conseils juridiques au gouvernement sur des sujets très divers.

Au début de sa carrière, Ralph W. Ochan a été délégué à la première session de fond de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, tenue à Caracas. Il a publié des articles dans des revues spécialisées. Il est également l'auteur de nombreuses analyses (destinées à des séminaires) et monographies consacrées principalement aux problèmes de coopération régionale qui se posent dans les questions de droit de la mer et aux difficultés particulières des États enclavés.

Ralph W. Ochan est marié à Grace Auma; ils ont une fille et trois fils.

* * *

1. Indications générales

Né le 14 juin 1948 à Attiak, Gulu (Ouganda)

Nationalité : Ougandaise

Situation de famille : Marié, père de quatre enfants

2. Études

a) Études primaires

1956-1960 Certificat de fin d'études primaires décerné par l'École publique de Pece

1961-1962 Certificat de fin d'études décerné par l'École secondaire du premier cycle Saint-Joseph

b) Études secondaires

1963-1967 École secondaire de Kololo, certificat de Cambridge School – brevet d'études du premier cycle

1968-1969 Collège Sainte-Marie de Kisubi-Entebbe – baccalauréat (trois mentions principales et une mention secondaire)

c) Études supérieures

1970-1973 Université Makerere, Kampala, licence en droit (avec mention)

1977 Université Dalhousie, Halifax, Nouvelle-Écosse (Canada), maîtrise en droit international

1979 Université Dalhousie, Halifax, Nouvelle-Écosse (Canada), maîtrise en économie politique

d) Titres professionnels

- i) Diplôme en pratique juridique du Centre pour le développement du droit de Kampala, 1988. Par la suite, a été admis comme avocat auprès de la Haute Cour de l'Ouganda.
- ii) Certificat décerné par l'UNITAR dans le domaine des aspects juridiques de la gestion de la dette extérieure, 1989.
- iii) Certificat décerné par l'Institut de droit international dans le domaine de la privatisation et de la restructuration des entreprises publiques (Washington, 1991).
- iv) Certificat décerné par le Centre de formation des Crown Agents dans le domaine du droit commercial et des pratiques commerciales (Worthing, Royaume-Uni), 1993.

e) Carrière

1973-1976 Fonctionnaire du Ministère des affaires étrangères, en poste à la Mission ougandaise à Ottawa (Canada). A démissionné en 1976.

- 1979-1980 Assistant de recherche au programme d'études océaniques, Université Dalhousie, faculté de droit, Halifax, Nouvelle-Écosse (Canada). Chargé de la recherche sur les politiques de la mer des pays africains dans le contexte de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.
- 1981-1984 Fonctionnaire du Ministère des affaires étrangères, en poste à Kampala. Promotion au rang de Directeur du Bureau de l'Afrique australe.
- Mai 1985 Transféré au Ministère de la justice; nommé à nouveau Procureur général au Département des affaires civiles.
- Juin 1991-1995 Nommé Administrateur général/Curateur public par intérim.
- 1995 Nommé Directeur des services juridiques consultatifs au à ce jour Ministère de la justice.

f) Publications

A. Parues

- i) Critique de l'ouvrage de James Barros et Douglas Johnston intitulé The International Law of Pollution, dans Journal of Maritime Law and Commerce, vol. 9, No 1 (octobre 1977), p. 141 et 142
- ii) The Legal Status of the Nile Waters' Pre-colonial Agreements, The New Vision (Kampala, 3 octobre 1991)
- B. Monographies non publiées
- i) Marine Policy and Developing Landlocked States. The Search for a New Equity in the Law of the Sea. Thèse de maîtrise en droit, Université Dalhousie, Halifax, Nouvelle-Écosse (Canada), 1977
- ii) Présentée aux fins de publication dans le Journal of Modern Africa: Studies - African Landlocked States and Regional Cooperation: A Case Study of Uganda's experience since the 1982 United Nations Convention on the Law of the Sea
- iii) Commercial and Related Laws: A Survey and Analysis of Current Status in Uganda

g) Loisirs

Romans, journaux professionnels, périodiques et musique

PARK Choon-Ho

(République de Corée)

Né le 15 avril 1930 en Corée

Nationalité : Coréenne

Téléphone : (822) 922-0844 (bureau)
(822) 923-0397 (domicile)

Télécopie : (822) 924-0844

Fonctions actuelles

Professeur directeur de recherche
Faculté de droit
Université de Corée
Séoul, Corée

Professeur de droit international
Faculté de droit
Université Seinan Kakuin
Fukuoka, Japon

Études

1959 Licence en sciences politiques de l'Université de Séoul
(République de Corée)

1965 Diplôme de deuxième cycle en linguistique appliquée de
l'Université d'Édimbourg (Royaume-Uni)

1971 Doctorat en droit international de la faculté de droit de
l'Université d'Édimbourg (Royaume-Uni)

Activités professionnelles

1972-1978 Chargé de recherche à la Harvard Law School

1973 Chargé de recherche au Centre international Woodrow Wilson
(Washington)

1973-1982 A participé à toutes les sessions de la troisième Conférence
des Nations Unies sur le droit de la mer

1983-1995 A participé à certaines sessions de la Commission préparatoire

1978-1983 Chargé de recherche au Centre Est-Ouest d'Hawaii
Professeur invité à la faculté de droit de l'Université de
Hawaii

1983-1995 Professeur de droit international à la faculté de droit de
l'Université de Corée

1986-1991 Directeur des études juridiques internationales à l'Université
de Corée

1992-1995 Directeur du Centre d'études asiatiques de l'Université de Corée

Publications Monographies et articles en chinois, anglais, français, japonais et coréen sur le droit de la mer, le droit de l'énergie et le droit chinois

Conseils de rédaction

1977 à ce jour Membre du Conseil international de rédaction de Marine Policy (Londres)

Membre du Conseil de rédaction d'Ocean Development and International Law (New York)

1988 à ce jour Membre du Conseil de rédaction d'Ocean and Shore Line Management (New York)

1993 à ce jour Membre du Conseil consultatif international de The American Asian Review (New York)

Langues Coréen (langue maternelle), chinois, anglais, allemand et japonais, des notions de français

Distinctions

1989 Lauréat de l'Académie coréenne des sciences pour la recherche en sciences sociales

1995 Lauréat du prix Hyun-min pour la recherche, Société coréenne de droit international

PINTO, Moragodage Christopher Walter

(Sri Lanka)

Né à Colombo en 1931. A étudié le droit à l'Université de Sri Lanka, Peradeniya, et à la faculté de droit de Sri Lanka, et s'est spécialisé en droit international au Magdalene College à l'Université de Cambridge. Avocat à la Cour suprême de Sri Lanka et à l'Inner Temple, avocat à la Cour. Juriste à l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne de 1960 à 1963, avocat à la Banque mondiale de 1963 à 1967. Conseiller juridique et Chef de la division juridique du Ministère des affaires étrangères de Sri Lanka de 1967 à 1978. Ambassadeur de Sri Lanka en République fédérale d'Allemagne et en République d'Autriche de 1976 à 1980. Représentant de Sri Lanka à la Conférence sur le droit des traités à Vienne en 1968 et 1969. Représentant de Sri Lanka à la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale de 1967 à 1980. Représentant de Sri Lanka au Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale et à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer de 1968 à 1982, et Président de la délégation sri-lankaise en 1980 et 1981. Président du Groupe de négociation plénier, à ladite conférence, sur le régime international applicable aux fonds marins au-delà de la juridiction nationale de 1971 à 1975. Membre de la Commission du droit international de 1973 à 1981 et Président de la Commission en 1980. Secrétaire général de l'Iran-United States Claims Tribunal de 1982 à ce jour. Élu à l'Institut de droit international en 1989.

M. Pinto a souvent donné des conférences aux étudiants qui suivaient les programmes de formation organisés tous les ans par l'International Ocean Institute à Halifax (Canada) et à Malte et à l'Institut d'études sociales de La Haye. En qualité de professeur invité, il dirige le cours magistral sur le droit de la mer à l'Université maritime mondiale de Malmö (Suède). Il est également membre du Conseil d'administration de l'Institut de droit maritime international, qui relève de l'Organisation maritime internationale, à Malte. Outre une très grande quantité de déclarations détaillées et analytiques sur des questions de droit international prononcées devant la Sixième Commission de l'Assemblée générale et autres organes et conférences des Nations Unies de 1968 à 1981, M. Pinto est l'auteur de plusieurs articles sur le droit de la mer, l'Antarctique, le droit environnemental international et le règlement des différends internationaux.

Il est membre du Conseil d'administration de la Fondation pour le développement du droit international en Asie et corédacteur de l'Asian Yearbook of International Law.

RAO, P. Chandrasekhara

(Inde)

1. Titres Secrétaire aux affaires juridiques
Département des affaires juridiques
Ministère indien des affaires juridiques et de la
justice

et

Professeur honoraire de droit invité au College
universitaire de droit de l'Université Osmania à
Hyderabad, à l'Université Kakatiya à Warangal et à
l'Université de Madras
2. Adresse – Bureau Room No 404, "A" Wing
Shastri Bhavan
New Delhi – 110 001
(Tél. : 384777/382902)

Adresse – Domicile AB/16, Pandara Road
New Delhi – 110 003
(Tél. : 385261)
3. Date de naissance 22 avril 1936
4. Études B.A., B.L., M.L., Ll.D.
(Université de Madras)
5. Carrière
 1. Attaché de recherche de la Société indienne de droit international de 1963 à 1967.
 2. Juriste, Division des traités et des affaires juridiques, Ministère des affaires étrangères, New Delhi, 14 novembre 1967-24 février 1971.
 3. Conseiller juridique adjoint, Division des traités et des affaires juridiques, Ministère des affaires étrangères, New Delhi, 25 février 1971-1er novembre 1976.
 4. Conseiller juridique, Mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York, avril 1972-janvier 1976.
 5. Conseiller législatif adjoint, Ministère des affaires juridiques et de la justice et du droit des affaires, New Delhi, novembre 1976-octobre 1978.
 6. Conseiller juridique suppléant, Département des affaires juridiques, Ministère des affaires juridiques et de la justice, New Delhi, 8 octobre 1978-13 mars 1985.

7. Conseiller juridique suppléant, Ministère de l'intérieur, 3 septembre 1984-13 mars 1985.
8. Secrétaire associé et Conseiller juridique, Département des affaires juridiques, Ministère des affaires juridiques et de la justice, 13 mars 1985-15 juillet 1987.
9. Secrétaire suppléant, Département des affaires juridiques, Ministère des affaires juridiques et de la justice, 15 juillet 1987-31 janvier 1988.

6. Formation pratique au sein des organisations internationales

1968 : Bourse de perfectionnement en droit international accordée par le Programme d'assistance des Nations Unies pour l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international.

Dans le cadre de cette bourse de perfectionnement susmentionnée, l'intéressé a travaillé dans les organismes suivants :

1. Organisation des Nations Unies, Bureau des affaires juridiques, New York, 19 août-19 novembre 1968.
2. Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Département des affaires juridiques, Washington, D. C., 19 novembre-21 décembre 1968.

7. Distinctions académiques

1. 1957 : Miller Medal, Université de Madras (premier prix de philosophie).
2. 1957 : Raja Sir Ramaswamy Mudaliar Gold Medal, Pachaiyappa's College, Université de Madras.
3. 1957 : Prix Lord Pentland, Pachaiyappa's College, Université de Madras (décerné chaque année à l'étudiant le plus brillant du College).
4. 1959 : Sir V. Bhashyam Aiyangar Medal, Université de Madras (premier prix de droit hindou).

8. Comité de rédaction

Membre du Comité de rédaction de l'Indian Journal of International Law.

9. Expérience en matière d'arbitrage

1. 1979-1983 : Arbitre exclusif pour les contrats gouvernementaux.
2. Instance d'appel pour des différends opposant le Gouvernement indien et le secteur public ou pour les différends entre entreprises du secteur public.

3. 1992-1993 : Arbitrage dans l'affaire ayant opposé la McDonnell Douglas Corporation et le Gouvernement indien (Londres).

10. Participation à des réunions et conférences à l'étranger

1. Représentant de la Société indienne de droit international à la deuxième Conférence régionale sur l'enseignement du droit en Asie du Sud-Est, tenue à l'Université de Singapour en juillet 1964.
2. Membre de la délégation indienne à la huitième session du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, tenue à Genève en juin 1969.
3. Membre de la délégation indienne lors des pourparlers officiels indo-népalais sur les problèmes frontaliers, tenus à Balmiki Nagar en avril 1969.
4. Représentant suppléant de la délégation indienne à la Conférence juridique internationale sur les dommages dus à la pollution des eaux de la mer, tenue à Bruxelles en novembre 1969.
5. Membre de la délégation indienne à la première session du Groupe de travail de la réglementation internationale des transports maritimes de la CNUCED, tenue à Genève en décembre 1969.
6. Membre de la délégation indienne auprès du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États, réuni à Genève du 31 mars au 2 mai 1970.
7. Membre de la délégation indienne lors des négociations et consultations sur le projet de Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux, tenues à Genève du 1er au 10 avril 1970.
8. Membre de la délégation indienne à la session du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale, tenue à Genève du 1er au 26 mars 1971.
9. Représentant suppléant de la délégation indienne à la neuvième session du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, tenue à Genève du 8 juin au 2 juillet 1970.
10. Représentant suppléant de la délégation indienne à la dixième session du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, tenue à Genève du 7 juin au 2 juillet 1971.
11. Membre de la délégation indienne à la cinquième session de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, tenue à New York du 10 avril au 5 mai 1972.

12. Conseil auprès du Gouvernement indien dans l'affaire relative à l'appel concernant la compétence du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale portée devant la Cour internationale de Justice, à La Haye du 19 juin au 3 juillet 1972.
13. Membre de la délégation indienne lors des réunions du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, tenues à New York du 5 au 15 septembre 1972.
14. Membre de la délégation indienne à la vingt-septième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, tenue à New York de septembre à décembre 1972.
15. Membre de la délégation indienne à la vingtième session du Comité juridique de l'Organisation de l'aviation civile internationale, tenue à Montréal du 8 au 30 janvier 1973.
16. Membre de la délégation indienne à la réunion du Groupe de travail de la réglementation internationale des transports maritimes de la CNUDCI, tenue à New York du 5 au 16 février 1973.
17. Membre de la délégation indienne à la réunion du Comité sur les utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale, tenue à New York du 5 mars au 6 avril 1973.
18. Membre de la délégation indienne à la réunion du Sous-Comité juridique du Comité sur les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, tenue à New York du 26 mars au 20 avril 1973.
19. Membre de la délégation indienne à la réunion du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, tenue à New York du 25 juin au 6 juillet 1973.
20. Membre de la délégation indienne auprès du Comité spécial du terrorisme international, réuni à New York en août 1973.
21. Membre de la délégation indienne à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale, tenue à New York.
22. Membre de la délégation indienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, New York, décembre 1973.
23. Membre de la délégation indienne à la deuxième session du Groupe de travail des instruments négociables de la CNUDCI, tenue à New York.
24. Membre de la délégation indienne à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, tenue à New York.
25. Membre de la délégation indienne à la session du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, tenue à New York du 10 février au 7 mars 1975.

26. Membre de la délégation indienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, tenue à Caracas du 20 juin au 29 août 1974.
27. Membre de la délégation indienne à la troisième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, tenue à Genève du 17 mars au 10 mai 1975.
28. Membre de la délégation indienne à la session du Comité ad hoc de la Charte des Nations Unies, tenue à New York du 28 juillet au 22 août 1975.
29. Membre de la délégation indienne à la trentième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, tenue à New York.
30. Membre de la délégation indienne à la cinquième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, tenue à New York en juillet 1976.
31. Membre de la délégation indienne lors des pourparlers bilatéraux avec le Pakistan, tenues à Islamabad en 1976.
32. Membre de la délégation indienne à la Réunion des ministres de la justice du Commonwealth, tenue à la Barbade en avril-mai 1980.
33. Conseiller de l'Administrateur indien de la Banque mondiale à la réunion du Comité plénier des administrateurs, qui s'est tenue à Washington du 10 au 14 juin 1985 afin d'étudier la question de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI).
34. Conseiller de l'Administrateur indien de la Banque mondiale à la réunion du Comité plénier des administrateurs, tenue à Washington les 18 et 19 juillet 1985 afin d'étudier la question de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI).
35. Membre de la délégation indienne à la Réunion des ministres de la justice de Commonwealth, tenue au Zimbabwe du 26 juillet au 1er août 1986.
36. Membre de la délégation indienne à la Réunion ministérielle des parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, tenue à Punta-del-Este (Uruguay) du 15 au 19 septembre 1986.
37. Membre de la délégation indienne à la reprise de la session extraordinaire et à la cent treizième session ordinaire du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, tenue à New York du 6 au 16 avril 1987.
38. Chef de la délégation indienne à la vingt et unième session annuelle de la CNUDCI, tenue à New York du 11 au 22 avril 1988.

39. Discours lors de la Conférence annuelle du Law of the Sea Institute, Université d'Hawaii (États-Unis), tenue à Honolulu du 3 au 6 août 1987.
40. Chef de la délégation indienne à la vingt-deuxième session annuelle de la CNUDCI, tenue à Vienne du 16 mai au 2 juin 1989.
41. Discours lors de la vingt-troisième conférence annuelle du Law of the Sea Institute, tenue à Noordwijk (Pays-Bas) du 12 au 15 juin 1989.
42. Membre de la délégation indienne à la Réunion des ministres de la justice du Commonwealth, tenue à Christchurch (Nouvelle-Zélande) du 23 au 27 avril 1990.
43. Chef de la délégation indienne à la vingt-troisième session annuelle de la CNUDCI, tenue à New York du 25 juin au 6 juillet 1990.
44. Président du Comité de rédaction de la Conférence des Nations Unies sur la responsabilité des exploitants de terminaux de transport dans le commerce international, tenue à Vienne du 2 au 19 avril 1991.
45. Chef de la délégation indienne à la vingt-cinquième session annuelle de la CNUDCI, tenue à New York du 4 au 22 mai 1992.
46. Chef de la délégation indienne à la vingt-sixième session annuelle de la CNUDCI, tenue à Vienne du 5 au 23 juillet 1993.
47. Membre de la délégation indienne à la Réunion des ministres de la justice du Commonwealth, tenue à Maurice du 15 au 18 novembre 1993.
48. Chef de la délégation indienne à la vingt-septième session annuelle de la CNUDCI, tenue à New York du 31 mai au 17 juin 1994.

11. Publications

Ouvrages

1. The New Law of Maritime Zones (1982).
2. The Indian Constitution and International Law (1993).

Articles

1. Nepal and its Constitution [Indian Year Book of International Affairs (1960-1961)].
2. The Specialised Agencies and their Interpretative Mechanism (Co-author G. Raju); Indian Journal of International Law, vol. I, Nos 5 et 6.
3. The Continental Shelf: the Practice and Policy of India, Indian Journal of International Law, vol. 2, No 2, avril 1963.
4. The Test Ban Treaty 1963: Form and Content, Indian Journal of International Law, juillet 1963.

5. Indo-Pakistan Agreement of the Rann of Kutch: Form and Content, Indian Journal of International Law, vol. 5, No 2, avril 1965.
6. South West Africa: Inconsistent Judgments from the World Court, Indian Journal of International Law, vol. 6, No 2.
7. The Rhodesian Crisis and the Use of Force, Africa Quarterly, janvier-mars 1966.
8. Micro-States and the United Nations: Indian and Foreign Review, 15 novembre 1966.
9. The United Nations Outer Space Treaty, Indian and Foreign Review, 15 mars 1966.
10. The Detention of Guinean Nationals in the Ivory Coast: Issues of International Immunities; Indian Journal of International Law, vol. 7, No 3, 1967.
11. Issues relating to Treaties and the Constitution of Nepal, Indian Journal of International Law, vol. 8, No 4, 1968.
12. Charter of Economic Rights and Duties of States, Indian Journal of International Law, vol. 15, No 4, 1975.
13. What is Wrong with the Charter of the United Nations? Indian Journal of International Law, vol. 6, No 4, 1976.
14. The U.N. Convention on the Law of the Sea: Some reflections, Indian Journal of International Law, vol. 22, Nos 3 et 4, 1982.

ROSENNE, Shabtai

(Israël)

Né en 1917.

Études : LL.B (Londres), Ph.D. (Université hébraïque de Jérusalem).

Fonctions : Membre de la Cour permanente d'arbitrage et de son comité directeur (1994-1995).

Carrière : Royal Air Force (1940-1946); Département politique de l'Agence juive pour la Palestine (1946-1948); Secrétariat juridique de la Commission préparatoire pour l'État d'Israël (1948); Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères (1948-1967); élevé au rang d'ambassadeur en 1960; Représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York) (1967-1971); Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations internationales ayant leur siège à Genève (1971-1974); nommé ambassadeur itinérant (1974). A pris sa retraite en 1982.

Membre des sociétés et organismes suivants : Jewish Academy of Arts and Sciences (New York) (1980); Commission du droit international (1962-1971); Commission des droits de l'homme (1968-1970), Institut du droit international (depuis 1963); et Rapporteur sur la dénonciation des traités (1965-1967); Président de la branche israélienne de l'Association du droit international, Membre honoraire de la Société hellénique de droit international et de l'American Society of International Law.

A reçu le "Prix Israël" en 1960, le "Prix Sharett" en 1994, et le Certificate of Merit de l'American Society of International Law en 1968.

Membre de la délégation israélienne aux sessions et conférences suivantes : troisième, douzième à dix-septième, dix-neuvième à vingt-neuvième, trente-deuxième à trente-huitième et quarante-neuvième sessions de l'Assemblée générale, Vice-Président de la Sixième Commission de l'Assemblée générale (Commission juridique) en 1960.

Conférences d'armistice avec l'Égypte, la Jordanie, le Liban et la Syrie (1949).

Conférence technique internationale sur la conservation des ressources biologiques de la mer (1955).

Conférence des Nations Unies relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage (1956).

Première et deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1958, 1960) (Vice-Président de la délégation israélienne).

Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (1968, 1969) (Président de la délégation israélienne).

Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les amendements à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 (1972, Président de la délégation israélienne).

Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés (première et deuxième sessions, 1974, 1975), Coprésident de la délégation israélienne.

Observateur d'Israël aux sessions du Comité du fond des mers entre 1968 et 1973.

Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (de 1973 à 1982) (Président de la délégation israélienne, 1973, 1978-1982). Membre du Comité de rédaction (groupe de langue anglaise).

Conférence des Nations Unies sur l'asile territorial (1977, Président de la délégation israélienne).

Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et les stocks de poissons grands migrateurs (1993-1995, Président de la délégation israélienne).

Conférence diplomatique de l'Union européenne sur la gestion des pêches en Méditerranée, 1994.

De temps à autre, représentant d'Israël aux réunions de l'Organisation de l'aviation civile internationale, de l'Organisation internationale du Travail, de l'Organisation mondiale de la santé, du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes et membre de la Commission de recours (1972), puis Président du Conseil du Comité (1973).

Représentant du Gouvernement israélien lors de l'instance consultative devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire touchant la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (1951); représentant et conseil du Gouvernement israélien dans l'affaire concernant l'incident aérien du 27 juillet 1955; Conseil d'Israël lors de l'arbitrage concernant les biens séculiers allemands en Israël (1962) et l'affaire de Taba (1988); Requérent pour l'Agence juive de Palestine au cours de l'instance relative à l'affaire Exodus 1947 (R, pour le compte de Greenberg, contre le Secrétaire d'État aux affaires étrangères et le Secrétaire d'État aux colonies, 1947), Londres.

Conseiller de la délégation des États-Unis dans l'affaire concernant la Elettronica Siculo Sa (ELSI), 1989; Conseil du Gouvernement yougoslave dans l'affaire concernant l'application de la Convention sur le génocide (1993).

Cours de droit international au Royal Naval College, Greenwich, Londres (1946, 1947); à l'Académie de droit international de La Haye (1954); Ancien professeur de droit international à l'Université Bar-Ilan, Ramat Gan; Professeur Arthur Goodhart en sciences juridiques à l'Université de Cambridge, 1985-1986; Professeur Belle van Zuylen à la faculté de lettres de l'Université d'Utrecht, 1986-1987; Professeur invité à l'Université d'Amsterdam (1987); chercheur et chargé de cours à l'Université de Virginie, à Charlottesville (Virginie) entre 1985 et 1992.

Rédacteur en chef du Commentaire sur la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer établi au Center for Oceans Law and Policy de l'Université de Virginie. Coéditeur des volumes II (articles 1 à 85) et III (articles 86 à 132) avec Satya N. Nandan, du volume IV (articles 192 à 298) avec Alexander Yankov et du volume V (articles 299 à 330) avec Louis B. Sohn.

PRINCIPALES PUBLICATIONS

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES

Israel's Armistice Agreements with the Arab States (1951).

"United Nations Treaty Practice", Recueil des Cours, Académie de droit international, vol. 86 (1984), p. 281.

The International Court of Justice: An Essay in Political and Legal Theory (1957).

The Constitution and Legal System of Israel (1957). En espagnol également.

The Time factor in the jurisdiction of the International Court of Justice (1960).

The World Court: What it is and how it works (1961). Également publié en espagnol et en chinois. Cinquième édition (1995, publication de l'UNITAR, numéro de vente : E.94.III.K.ST/1).

The Law and Practice of the International Court (1965), 2e éd. corrigée (1985). Nouvelle édition en cours d'élaboration.

Terminaison des traités Reports, Annuaire de l'Institut de droit international, vol. 5 (1967).

The Law of Treaties: A Guide to the Legislative History of the Vienna Convention (1970).

League of Nations, Committee of Experts on the Progressive Codification on International Law (1925-1928) – édité avec une introduction, 2 vols. (1972).

League of Nations, Conference on the Codification of International Law (1930) – édité avec une introduction, 4 vols. (1975).

The Vienna Convention on the Law of Treaties (The "treaty on Treaties"). En hébreu, en collaboration avec M. Zohory (1978).

Documents on the International Court of Justice (1974, 1979). Première édition bilingue 1991.

Procedure in the International Court of Justice (1983).

Practice and Methods of International Law (1984).

Breach of Treaty (1985).

Developments In the Law of Treaties, 1945-1986 (1989).

The International Law Commission's Draft Articles on State Responsibility, Part. I, Articles 1-35, édité avec une introduction (1991).

Intervention in the International Court of Justice (1993).

An International Law Miscellany (1993).

ARTICLES SUR LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE
ET LES CONTENTIEUX INTERNATIONAUX

Recent Trends in the Work of the International Court of Justice, Hapraklit, vol. 9 (1952), p. 78 (en hébreu).

"Res Judicata": Some recent decisions of the International Court of Justice, British Year Book on International Law , vol. 28 (1953), p. 365.

The Forum Prorogatum in the International Court of Justice, Revue hellénique de droit international, vol. 6 (1953), p. 1.

Sir Hersch Lauterpacht's Concept of the Task of the International Judge, American Journal of International Law, vol. 55 (1961), p. 825 (également en hébreu).

On the non-use of the Advisory Competence of the International Court of Justice, British Year Book of International Law, vol. 39 (1963), p. 1.

The Court and the Judicial Process, International Organization, vol. 14 (1965), p. 518.

Reflections on the Position of the Individual in Inter-State Litigation in the International Court of Justice, Liber Amicorum for Martin Domke (1967), p. 240.

L'exécution et la mise en vigueur des décisions de la Cour internationale de Justice, Revue générale de droit international public, vol. 57 (1953), p. 532.

La Cour internationale de Justice en 1960. *ibid.*, vol. 66 (1962), p. 701.

La Cour internationale de Justice en 1962, vol. 67 (1963), p. 737.

La Cour internationale de Justice en 1963, vol. 68 (1964), p. 858.

La Cour internationale de Justice en 1964 et 1965, vol. 70 (1966), p. 837.

La Cour internationale de Justice en 1966, vol. 71 (1967), p. 853.

The International Court at Fifty, Israel Law Review, vol. 7 (1972), p. 175.

The 1972 Revision of the Rules of the International Court of Justice, *ibid.*, vol. 8 (1973), p. 197.

The Protection of Certain Jewish Interests in the Statute of the Permanent Court of International Justice, Israel Yearbook on Human Rights, vol. 3 (1973), p. 136.

The Reconceptualization of Objections in the International Court of Justice, Comunicazioni e Studi, vol. 14 (1975), p. 735, Studi in onore di Gaetano Morelli.

The Composition of the Court, The Future of the International Court of Justice (éd. Leo Gross, vol. I, 1976), p. 377.

Election of Members of the International Court of Justice: Late Nominations and Withdrawals of Candidacies, American Journal of International Law, vol. 70 (1976), p. 543.

Judge John E. Read and the International Court of Justice, The Canadian Yearbook of International Law, vol. 17 (1979), p. 3.

Equitable Principles and the Compulsory Jurisdiction of International Tribunals, Festschrift für Rudolf Bindschedler (1980), p. 407.

The 1981 Elections to fill Two Vacancies on the International Court of Justice, American Journal of International Law, vol. 75 (1981), p. 349.

Some Reflections on the 1978 Revised Rules of the International Court of Justice, Columbia Journal of Transnational Law, vol. 19 (1981), p. 235.

The Election of Five Members of the International Court of Justice in 1981, American Journal on International Law, vol. 76 (1982), p. 364.

The Election of March 1982 to fill One Vacancy in the international Court of Justice, *ibid.*, p. 863.

The Changing Role of the International Court, The Israel Law Review, vol. 20 (1985), p. 182.

Some Reflections on Intervention in the International Court of Justice, Netherlands International Law Review, vol. 24 (1987), p. 75.

Publications of the International Court of Justice, American Journal of International Law, vol.81 (1987), p. 681 et vol. 84 (1990), p. 586.

Reflections on International Adjudication and Litigation in the International Court of Justice, Forum internationale No 9, February 1987 (1988).

The Role of the International Court of Justice in Inter-State Relations today, Revue belge de droit international, 1987, p. 275.

The Position of the International Court of Justice on the Foundations of the Principle of Equity in International Law, Forty Years of the International Court of Justice: Jurisdiction, Equity and Equality (A. Blood et P. van Dijk, éd., 1988), p. 85.

Preliminary Rulings by the International Court of Justice at the Request of National Courts, Virginia Journal of International Law, vol. 29 (1989), p. 401.

Some thoughts on International Arbitration Today, The Israel Law Review, vol. 27 (1993), p. 447.

The International Court of Justice and Arbitration. Leiden Journal of International Law, vol. 6 (1993), p. 297.

The Agent in Litigation in the International Court of Justice, Law, Policy and International Justice; Essays in honour of Maxwell Cohen (1993), p. 41.

Article 59 of the Statute of the International Court of Justice Revisited, El Derecho internacional en un mundo en transformación; Liber Amicorum en homenaje al Profesor Eduardo Jiménez de Aréchaga (M. Rama-Montaldo, éd. 1994), p. 1129.

Third Party Dispute Settlement at the turn of the Century: Some old problems revisited and some new problems not foreseen at The Hague in 1899/1907, or in the Statute of the Permanent Court of International Justice and the International Court of Justice. Déclaration en qualité d'animateur du Congrès des Nations Unies sur le droit international, table ronde sur le règlement des différends (1995).

The President of the International Court of Justice, Fifty Years of the International Court of Justice, Essays in honour of Sir Robert Jennings (1995, sous presse), p. 406.

The Qatar/Bahrain Case: What is a Treaty A Framework Agreement and the Seising of the Court, The Leiden Journal of International Law, vol. 8 (1995), p. 161.

The Contribution of Latin America to the Development of the International Court of Justice, Israel Yearbook on Human Rights, vol. 25 (1995, sous presse).

The Contribution of the International Court of Justice to the United Nations, for the Indian Society of International Law, International Seminar on the United Nations, octobre 1995.

The Cold War and the International Court of Justice: A Review Essay of Stephen M. Schwebel's Justice in International Law, Virginia Journal of International Law (à paraître).

The International Tribunal for the Law of the Sea and the International Court of Justice: Some Points of Difference, The Baltic Sea: New Developments in National Policies and International Cooperation, vol. I, p. 200 (R. Platzöder et Ph. Verlaan, éd., sous presse).

ARTICLES SUR LE DROIT DE LA MER

Prize Law and Aircraft, Law Times (Londres), 23 avril 1940.

Some Legal Aspects of 'Asama Maru' Incident, *ibid.*, 22 juin 1940.

British Prize Law, 1939-1944, Law Quarterly Review, vol. 61 (1945), p. 49 et 133.

Note on Scottish Prize Law, *ibid.*, vol. 62 (1946), p. 132.

British Prize Law, 1945-1946, *ibid.*, vol. 63 (1947), p. 137.

Modern Blockage: Some Legal Aspects, British Year Book of International Law, vol. 23 (1946), p. 346.

Italian Prize Law, 1940-1943, *ibid.*, vol. 23 (1946), p. 282.

Prize Law during the Second World War, *ibid.*, vol. 24 (1947), p. 160.

Law of the Sea Comes into Force Today, Jerusalem Post, 10 septembre 1964.

The Concept of "Territorial Sea" in the Talmud, Israel Law Review, vol. 10 (1975), p. 503. Également en hébreu.

The Third United Nations Conference on the Law of the Sea, *ibid.*, vol. 11 (1976), p. 1.

Reflections on the Final Clauses in the New Law of the Sea Treaty, Virginia Journal of International Law, vol. 18 (1977), p. 133.

The Settlement of Disputes in the New Law of the Sea, Iranian Review of International Relations (1978), p. 401.

Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Sapanut, décembre 1978 (en hébreu).

Some Procedural Aspects of the English Channel Continental Shelf Arbitration, Essays in honour of Eric Castrén (1979), p. 9.

Settlement of Fisheries Disputes in the Exclusive Economic Zone. American Journal of International Law, vol. 73 (1979), p. 89.

Reflections on the Third United Nations Conference on the Law of the Sea – Where it stands in April 1981, Proceedings of the Conference on Deep-Sea Bed Mining and Freedom of the Seas, Bridgeport, Conn. (1981), p. 1.

The Reconciliation of the Old and the New Law of the Sea, The Law of the Sea in the 1980s (éd. C. Park), Proceedings of the Law of the Sea Institute of the University of Hawaii (1983), p. 64.

La participation à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, Le nouveau droit de la mer (éd. D. Bardonnet et M. Virally, 1983), p. 287.

The Preamble to the New Convention on the Law of the Sea, Studi in onore di Giuseppe Sperduti (1984), p. 275.

Exploitation and Protection of the Exclusive Economic Zone and the Continental Shelf, Yearbook of the AAA – Natural Resources in International Law, vol. 54/55/56 (1984/85/86), p. 63.

UNCLOS III – The Montreux (Riphagen) Compromise, Realism in Law-Making: Essays on International Law in honour of Willem Riphagen (1986), p. 169.

Establishing the International Tribunal for the Law of the Sea, American Journal of International Law, vol. 89 (1995), p. 810.

ARTICLES SUR LA CODIFICATION DU DROIT INTERNATIONAL

The International Law Commission, 1949-1959, British Year Book of International Law, vol. 36 (1960), p. 104.

Document de travail sur la succession d'États et de gouvernements (A/CN.4/SC.2/WP.3), Annuaire de la Commission du droit international, 1963, vol. II, p. 285.

Relations between Governments and the International Law Commission, The Year Book of World Affairs, vol. 19 (1965), p. 183.

The Role of the International Law Commission, Proceedings of the American Society of International Law, vol. 64 (1970), p. 24.

Réponse au questionnaire sur les traités et les organisations internationales (A/CN.4/250, annexe II, Annuaire de la Commission du droit international, 1971, vol. II, deuxième partie.

Codification of International Law, Encyclopedia of Public International Law (R. Bernhardt, éd.), vol. I (1992), p. 632.

ARTICLES SUR LE DROIT DES TRAITÉS

Note on Travaux préparatoires, The International and Comparative Law Quarterly, vol. 12 (1963), p. 1378.

Some Diplomatic Problems of the Codification of the Law of Treaties, Washington Law Review, vol. 41 (1966), p. 261.

Is the Constitution of an International Organization an International Treaty? Comunicazioni e Studi, vol. 12 (1966), p. 261.

Interpretation of Treaties, Transnational Law, vol. 5 (1966), p. 205.

The Depositary of International Treaties, American Journal of International Law, vol. 61 (1967), p. 923 et vol. 64 (1970), p. 838.

Succession of States and the Codification of the Law of Treaties, Estudios de derecho internacional, Homenaje a Don Antonio de Luna, Revista Española de derecho internacional, vol. 21 (1968), p. 416.

Problems of Treaty-Making Competence: Reflections on the Vienna Convention of 1969 and the Kamiar Case. Of Law and Man: Essays in honour of Judge Haim H. Cohn (1971), p. 115.

The Settlement of Treaty Disputes under the Vienna Convention of 1969, Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, vol. 31 (1971), p. 1.

The Temporal Application of the Vienna Convention on the Law of Treaties, Cornell International Law Review, vol. 4 (1970), p. 1.

On Multilingual Interpretation, Israel Law Review, vol. 6 (1971), p. 360.

Bilateralism and Community Interest in the Codified Law of Treaties, Transnational Law in a Changing Society, Essays in honor of Philip C. Jessup (1972), p. 201.

'Consent' and Related Words in the Codified Law of Treaties, La Communauté internationale : mélanges offerts à Charles Rousseau (1974), p. 229.

A posteriori Reflections on the Vienna Convention on the Law of Treaties, Estudios de derecho internacional, Homenaje al Profesor Miaja de la Muela (1979), p. 441.

The Meaning of 'Authentic Text' in Modern Treaty Law, Völkerrecht als Rechtsordnung : Internationale Gerichtsbarkeit : Menschenrechte - Festschrift für Hermann Mosler (1983), p. 759.

"Rebus sic Stantibus" and the Minorities Treaties - An Afterword, Israel Yearbook on Human Rights, vol. 12 (1982), p. 330.

Participation in the Geneva Conventions (1864-1974) and the Additional Protocols of 1977, Études et essais sur le droit international humanitaire et sur les principes de la Croix-Rouge en l'honneur de Jean Pictet (1984), p. 203.

Treaties, Conclusion and Entry into Force. Encyclopedia of International Law, Instalment 7 (R. Bernhardt, éd. 1984), p. 464.

The Vienna Convention on the Law of Treaties, *ibid.*, p. 525.
Conceptualism as a Guide to Treaty Interpretation, International Law at the Time of its Codification, Essays in honour of Roberto Ago (1987), p. 417.

ARTICLES SUR LA LOI ISRAËLIENNE, LA LOI JUDAÏQUE
ET LES QUESTIONS CONNEXES

Le droit international et le droit interne israélien, Hapraklit, vol. 7 (1950), p. 258 (en hébreu).

Le certificat du Ministère des affaires étrangères, *ibid.*, vol. 11 (1955), p. 33 (en hébreu).

Le statut du canal de Suez, *ibid.*, p. 374 (en hébreu).

The Influence of Judaism on the Development of International Law, Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht, vol. 5 (1958), p. 119 (également en hébreu).

Les Accords d'armistice de 1949, Maarachot, juillet 1984, p. 6 (en hébreu).
Basic Elements of Israel's Foreign Policy, India Quarterly, vol. 17 (1961), p. 328.

The Oswald Rufeisen (Brother Daniel) case, Midstream, 1963.

Jewish Law, Sovereignty within the Law (A. Larson et C. Wilfred Jenks, éd. 1965), p. 141.

The Legal Service of the Ministry for Foreign Affairs, Public Administration in Israel and Abroad, 1965, p. 59.

Directions for a Middle East Settlement – Some Underlying Legal Problems, Law and Contemporary Problems, vol. 33 (1968), p. 44.

Israel et les traités internationaux de la Palestine, Journal de droit international, vol. 77 (1950), p. 1140.

La loi israélienne sur la nationalité 5712-1952 et La loi du retour 5710-1950, *ibid.*, vol. 81 (1954), p. 4 (également en espagnol).

La Legislación israeli : Seis años de desarrollo, La Ley, 7 mai 1955.

La codification del derecho en Israel, Revista juridica de Buenos Aires, vol. 3 (1958), p. 27.

The Application of Extradition Treaties, Hapraklit, vol. 28 (1972), p. 27 (en hébreu).

The Red Cross, Red Crescent, Red Lion and Sun and the Red Shield of David, Israel Yearbook on Human Rights, vol. 5 (1975), p. 9.

Israel and the United Nations; Changed Perspectives, 1945-1976, American Jewish Yearbook, 1978, p. 3.

Jacob Robinson – In Memoriam, Israel Law Review, vol. 13 (1978), p. 287 (également en hébreu).

Recognition of Israel by the Security Council, Israel Yearbook on Human Rights, vol. 13 (1983), p. 295.

The United Nations and the War of Independence, Hayinu ke Holmim (1985), p. 251, également en anglais dans An International Law Miscellany.

ARTICLES DIVERS

Domicile of Political Refugees, The Law Times (Londres), 19 et 26 juillet 1941.

Note on Punishment of War Criminals, Law Quarterly Review, vol. 60 (1944), p. 255.

Some Private International Law Problems arising out of European Racial Legislation, Modern Law Review, vol. 10 (1947), p. 345.

Abolition of Nazi and Fascist Anti Jewish Legislation by British Military Administrations of the Second World War, Jewish Yearbook of International Law, vol. 1 (1949), p. 261.

Recognition of States by the United Nations, British Year Book of International Law, vol. 26 (1949), p. 437.

Effect of Change of Sovereignty upon Municipal Law, *ibid.*, vol. 27 (1950), p. 267.

Theory and Practice concerning Diplomatic and Consular relations, Hapraklit, vol. 13 (1957), p. 231 (en hébreu).

International Law and the Use of Force, Naval War College Review, janvier 1969, p. 3.

Yearbook on Human Rights, surveys on Israel in 1949, 1950, 1951, 1952 and 1953.

'Aggression', International Problems (Tel Aviv), vol. 25 (1976), p. 25.

On Defining International Aggression – An Exercise in Futility, Israel Law Review, vol. 12 (1977), p. 401.

The International Convention against the Taking of Hostages, 1979, Israel Yearbook on Human Rights, vol. 10 (1980), p. 109.

The Role of Controversy in International Legal Development, The Structure and Process of International Law (R. St.J. McDonald, éd. 1983), p. 1147.

Hugo Grotius: An Israeli Appreciation. Grotiana, vol. 4 (1983), p. 67 (adapté de l'Encyclopedia Hebraica).

Israel and International Organizations, Bracton Law Journal, vol. 7 (1984), p. 22.

Enforcing International Law – A Review Article, Israel Yearbook on Human Rights, vol. 14 (1984), p. 274.

Allocution prononcée à l'occasion du 600e anniversaire de l'Université de Heidelberg, Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, vol. 47 (1987), p. 134.

International Law as it Stands at the End of the Twentieth Century, Liber Amicorum Maarten Bos (1989), p. 125.

The Protection of Minorities and Human Rights, 20 Israel Yearbook on Human Rights, vol. 20 (1990), p. 359.

Bunche at Rhodes – Diplomatic Negotiator, Ralph Bunche, the Man and his Times (B. Rivlin, éd. 1990), p. 177.

Conferences and Congresses – International, Encyclopedia of Public International Law, vol. I (R. Bernhardt, éd. 1992), p. 739.

War Crimes and State Responsibility, Israel Yearbook on Human Rights, vol. 24 (1994), p. 63.

SHEARER, Ivan Anthony

(Australie)

Date de naissance : 9 décembre 1938, Adélaïde (Australie)

Nationalité : australienne

Fonctions actuelles

Professeur (Challis) de droit international à l'Université de Sydney

Études

Collegiate School of St. Peter, Adelaide (1946-1955);
University of Adelaide, LL.B (1960), LL.M (1964);
Northwestern University, S.J.D. (1968)

Qualifications professionnelles

Avocat et avoué à la Cour suprême de l'Australie du Sud (1961); avocat, Nouvelle-Galles du Sud (1976), Victoria (1976), Haute Cour australienne (1982). Capitaine de la Royal Australian Navy (réserve). Membre du Groupe des arbitres nommés par les gouvernements, Cour permanente d'arbitrage (La Haye) (1986-).

Décorations

Membre de l'Ordre de l'Australie (AM), (1995). Décoration des Forces de réserve australiennes (1988). Chevalier du "Magistral Grace, Sovereign Military and Hospitaller Order of St. John of Jerusalem", Rhodes et Malte, 1975.

Bourses et prix

Bourse de la Fondation Rockefeller, Académie de droit international de La Haye (session de recherche, 1962). Universitaire invité, Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international, Heidelberg (1962). Bourse de la Fondation Ford dans le domaine des études juridiques internationales, Northwestern University (1964-1965). Membre élu de l'Institut international de droit humanitaire, San Remo (Italie), 1993. Professeur émérite de l'Université de la Nouvelle-Galles du Sud, 1993.

Postes occupés dans diverses universités

Professeur invité, Université de Cologne (1968). Chargé de cours, All Souls College Oxford (1978). Professeur invité, Aristotelian University de Thessalonique, Université d'été pour l'étude du droit international (1985, 1992). Chargé de cours (élu), Centre for Public and International Law, Australian National University (1996).

Carrière universitaire

Université d'Adélaïde : assistant de recherche du professeur D. P. O'Connell (1962), chef de groupe (1963), assistant (1963-1964), maître-assistant (1965-1971), chargé d'enseignement (1972-1974), doyen de la faculté de droit (1972-1974). Université de la Nouvelle-Galles du Sud : professeur de droit (1975-1992), doyen et recteur de la faculté de droit (1984-1987), doyen (1988-1990). Université de Sydney : "Challis Professor" de droit international (1993-).

Autres fonctions

Programme des Nations Unies pour le développement : conseiller juridique international auprès du Gouvernement du Royaume du Lesotho (1971-1972, 1974). Ministère des affaires étrangères et du commerce (Australie) : consultant en droit international (1991).

Activités de consultant à temps partiel, etc.

Fonds du Commonwealth pour la coopération technique : consultant en matière de traités auprès des Gouvernements de Nauru (1979) et de Kiribati (1981). Secrétariat du Commonwealth, Londres : consultant et rapporteur spécial auprès du Ministre de la justice du Commonwealth pour l'examen des dispositions en matière d'extradition du Commonwealth (1981-1982). Commission australienne de la réforme juridique : consultant en droit maritime (1988). Membre du Groupe national australien chargé de proposer des candidatures aux élections à la Cour internationale de Justice (1986). Agence australienne d'aide au développement international (AIDAB) : conseiller juridique, projet du pont du fleuve Mekong (République démocratique populaire lao - Thaïlande) (1992-1993), projet du pont de la rivière My Thuan (Viet Nam) (1995). Royal Australian Navy : conseiller et conférencier en droit international, en droit de la mer et en droit des conflits armés. Australian Law Journal : rédacteur de la rubrique juridique internationale.

Enseignement

Université d'Adélaïde : système juridique, droit constitutionnel, droit international public.

Université de la Nouvelle-Galles du Sud : droit international public, système juridique, préjudices, le droit, les juristes et la société, droit humanitaire international.

Université de Sydney : droit international (public et privé), droit maritime, droit international des conflits armés, droit humanitaire international.

Associations et comités professionnels

Institut australien des affaires internationales : Conseiller (1977-1990), Vice-Président (1986-1988), Président (1988-1990) de la Section de la Nouvelle-Galles du Sud; membre de l'exécutif national (1988-1990).

Association du droit international : membre du Conseil exécutif de la Section australienne depuis 1972. Codirecteur des études de la section australienne depuis 1992. Corapporteur du Comité du droit international devant les tribunaux internes. Membre du Comité de la neutralité maritime; membre suppléant du Comité de l'extradition et des droits de l'homme.

Institut international de droit humanitaire, San Remo : membre du Comité de rédaction du plan d'action de Madrid pour l'examen du droit des conflits armés en mer (1988-1993).

Membre de la société australienne et néozélandaise du droit international (1992). Membre de l'American Society of International Law. Membre de l'Institut du droit de la mer (Honolulu).

Membre de l'Editorial Boards, Australian Yearbook of International Law, Adelaide Law Review.

Activités juridiques professionnelles

Admis au barreau de la Nouvelle-Galles du Sud et titulaire d'une autorisation d'enseigner. Avis juridiques formulés sur des questions de droit international soulevées lors de rencontres nationales. Avocat conseil pour plusieurs grandes affaires de droit international :

Riley c. Commonwealth (1985) 159 CLR 1; Schlieske c. République fédérale d'Allemagne (No 1) (1987) 71 ALR 215; (No 2) (1988) 84 ALR 719; Wiest c. DPP (1988) 81 ALR 129; Sanko Steamship Co. Ltd. c. Sumitomo Australia Ltd. (1995) 131 ALR 490 (Haute Cour d'Australie). Assistant de recherche du professeur D. P. O'Connell QC, conseiller de la Grèce dans l'affaire du plateau continental de la mer Égée (Grèce c. Turquie devant la Cour internationale de Justice) (1978). A rédigé les conclusions de l'intervenant de l'État de la Nouvelle-Galles du Sud dans l'affaire des barrages devant la Haute Cour d'Australie (Tasmanie c. Commonwealth (1983) 158 CLR 1). Consultant du Gouvernement australien dans l'affaire du Timor oriental (Portugal c. Australie) devant la Cour internationale de Justice.

Conférences récentes auxquelles l'intéressé a présenté des exposés (frais de voyage et de séjour pris en charge par les organisateurs)

1. Naval War College, Newport, Rhode Island (États-Unis d'Amérique) : Symposium sur la protection de l'environnement durant les conflits armés et autres opérations militaires, 20-22 septembre 1995. Exposé intitulé "The debate to assess the need for new international accords".

2. Institut du droit et des relations internationales, Aristotelian University de Thessalonique, Grèce, Université d'été pour l'étude du droit international, 31 août-18 septembre 1992 : "Décennie des Nations Unies pour le droit international" : quatre conférences et un séminaire sur "l'efficacité de l'ONU dans le règlement des différends - propositions pour un nouvel ordre mondial".

3. The SLOC Study Group - Corée et the Institute of East and West Studies, Yonsei University, conférence sur la coopération maritime en Asie du Nord-Est (Séoul, Corée), 1er-2 septembre 1992 : exposé intitulé "A New Approach to Joint Development: The Case of the Timor Gap Cooperation Treaty".

/...

4. Australian Defence Industries et the Royal Australian Navy, conférence sur l'"évolution dans le domaine maritime : les enjeux pour l'Asie", Brighton-le-Sands, Sydney, novembre 1991 : exposé intitulé "Current Law of the Sea Issues".
5. Institut de droit humanitaire international, Croix-Rouge norvégienne et marine norvégienne, conférence sur le droit humanitaire dans les conflits armés en mer, Bergen, Norvège, septembre 1991 : présidence, commentaires et comité de rédaction.
6. Institut de droit humanitaire international, Université de Toulon et du Var, Croix-Rouge française, conférence sur les "méthodes et moyens de combat dans la guerre navale", Toulon, France, octobre 1990 : présidence, commentaires et comité de rédaction.
7. Institut du droit de la mer (Hawaii), vingt-quatrième Conférence annuelle, Tokyo (Japon), juillet 1990 : exposé intitulé "High seas: drift gillnets, highly migratory species, and marine mammals".
8. Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire, University of Lund, Suède, avril 1989, conférence sur les "Protocoles additionnels I et II aux Conventions de Genève de 1949 et droit international coutumier" : présidence et commentaires.

Conférences et cours récents

Organisation maritime internationale, Institut du droit maritime (Malte), conférencier invité, février 1994.

Université de Wollongong, Centre for Maritime Policy, conférences sur le droit international et le droit de la mer, 1994, 1995.

Australian College of Defence and Strategic Studies, cours de droit international (participation à la préparation et à la présentation du cours inaugural), 1995.

Joint Services Staff College, Canberra, conférences périodiques depuis 1985.

Académie des sciences politiques Ho Chi Minh, Centre de recherche sur les droits de l'homme, Hanoi (Viet Nam), série de conférences données en novembre 1995.

Responsabilités administratives universitaires

St. Mark's College, Université d'Adélaïde : doyen des étudiants (1968-1971).
Université d'Adélaïde : doyen de la faculté de droit (1972-1974).
Université de la Nouvelle-Galles du Sud : Président de la faculté de droit (1980-1984); doyen et recteur de l'École de droit (1984-1987); doyen de la faculté de droit (1988-1990); membre du Conseil de l'Université (1983-1986); Président du Comité de recherche et des récompenses du Conseil des professeurs (1981-1984); membre du Comité des admissions du Conseil des professeurs (1984-1990); membre du Conseil universitaire (1988-1990); membre président et vice-président du jury du Conseil de discipline (1988-1990); membre de plusieurs comités des facultés et écoles de droit.

Membre du Conseil d'administration du College of Law, St. Leonards, Nouvelle-Galles du Sud (1983-1987).

Cour suprême de la Nouvelle-Galles du Sud, membre du Conseil commun des admissions (1979-1990).

Membre du Comité chargé de la réforme de la faculté de droit, Université de technologie de Sydney (1986).

A.C.T. Accreditation Agency, membre du Groupe chargé d'évaluer le programme des études stratégiques du Joint Services Staff College pour l'obtention du diplôme (1993).

Membre du Comité chargé de la réorganisation du Centre du droit international public, Australian National University, Canberra (1995).

Publications

A. Livres

1. Extradition in International Law, Manchester University Press, Manchester, 1971, 282 pages.
2. D. P. O'Connell (I.A. Shearer, editor), The International Law of the Sea, Clarendon Press, Oxford, vol. 1 (1982), vol. 2 (1984), 1201 pages.
3. Starke's International Law, 11th ed., Butterworths, London, 1994, 629 pages.

B. Chapitres rédigés pour divers ouvrages ou études

1. "Extradition and Asylum in Australia" in International Law in Australia (1st ed. by D. P. O'Connell), Stevens, London, 1965, pp. 558-594; (2nd ed. by K.W. Ryan), Law Book Co., Sydney, 1984, pp. 179-209.
2. "The Current Framework of International Extradition" in A Treatise on International Criminal Law (M. Cherif Bassiouni and Ved P. Nanda, eds.), Thomas & Co., Springfield, Illinois, 1973, pp. 326-335.
3. "The Legal Position of Aliens in National and International Law in Australia" in The Legal Position of Aliens in National and International Law (J. Abr. Frowein and T. Stein, eds.) Springer Verlag, Berlin, 1987, pp. 43-90.
4. "International Humanitarian Law and Naval Operations" in Quatre études du droit international humanitaire : Études présentées à la dixième Table ronde de l'Institut international de droit humanitaire, Institut Henry-Dunant, Genève, 1985, pp. 17-34.
5. "Restrictions on the Right of Capture" in The Law of Naval Warfare (N. Ronzitti, ed.), Nijhoff, Dordrecht, 1988, pp. 183-191.

6. "Internal subdivisions of international tribunals", in Australian Law and Legal Thinking Between the Decades: A Collection of 13 Australian Reports to the 13th Congress of the International Academy of Comparative Law (A. Tay, ed.), Faculty of Law, University of Sydney, 1990, pp. 257-263.
7. "International Law and the Gulf War" in Whose New World Order? (M. Bustelo and P. Alston, eds.), Federation Press, Sydney, 1991, pp. 69-84.
8. "High seas: drift gillnets, highly migratory species and marine mammals", in The Law of the Sea in the 1990s: A Further Framework for International Cooperation (E.L. Miles and T. Kyribayashi, eds.), Law of the Sea Institute, Honolulu, 1992, pp. 237-258.
9. "Current Law of the Sea Issues", in R. Babbage and S. Bateman (eds), Maritime Change: Issues for Asia, Allen & Unwin, Sydney, 1993, pp. 47-68.
10. "A New Approach to Joint Development: The Case of the Timor Gap Cooperation Treaty", in Dalchoong Kim et al. (eds.), Exploring Maritime Cooperation in Northeast Asia: Possibility and Prospects, Institute of East and West Studies, Yonsei University, Seoul, 1993, pp. 15-36.
11. "The Implications of Non-Treaty Law-Making: Customary Law and its Implications", in P. Alston and M. Chiam, Treaty-Making and Australia, Federation Press, Sydney, 1995, pp. 93-103.

C. Encyclopédies, manuels

1. "Extradition and Fugitive Offenders" in Australian Commentary on Halsbury's Laws of England, Chapter 64, Butterworths, Sydney, 1991, pp. 1-38.
2. Encyclopedia of Public International Law (R. Bernhardt, ed.), prepared under the auspices of the Max Planck Institute of Foreign Public Law and International Law, Heidelberg, published by North-Holland, Amsterdam, 1981-90. Entries for :
 - a) "Association of South-East Asian Nations", Vol. 6 (1983), pp. 25-28;
 - b) "Colombo Plan", *ibid.*, pp. 78-80;
 - c) "Regional Cooperation and Organisation: Pacific Region", *ibid.*, pp. 319-324;
 - d) "South-East Asia Treaty Organization", *ibid.*, pp. 345-348;
 - e) "Submarines", Vol. 11 (1989), pp. 326-328;
 - f) "Collisions at Sea", *ibid.*, pp. 63-65.

D. Articles parus dans diverses revues

1. "Succession d'états et les traités non localisés", 68 Revue générale de droit international public (1964), p. 5 à 55.
2. "Non-extradition of nationals", 2 Adelaide Law Rev. (1966), pp. 273-309.
3. "Recent developments in the law of extradition", 6 Melbourne University Law Rev. (1967), pp. 186-208.
4. "Recognition and enforcement of foreign criminal judgments", 47 Australian L.J. (1973), pp. 585-591.
5. "Extradition without treaty", 49 Australian L.J. (1975), pp. 116-122.
6. "Australia and the law of the sea", 1 Australia's Maritime Horizons (1982), pp. 1-8.
7. "Grotius and the law of the sea", 26 Bulletin of the Australian Society of Legal Philosophy (1983), pp. 46-65.
8. "The teaching of international law in Australian law schools", 9 Adelaide Law Rev. (1983), pp. 61-78.
9. "Fisheries legislation: the case for cooperation in enforcement", 2 Amity International (Bulletin of the International Law Association of Thailand) (1986), pp. 4-17.
10. "Australia and the law of the sea", 24 Archiv des Völkerrechts (1986), pp. 22-40.
11. "Problems of jurisdiction and law enforcement against delinquent vessels", 35 Int. & Comp. Law Q. (1986), pp. 320-343.
12. "International law and refugees in South-East Asia", 13 Thesaurus Acroasium (1987), pp. 431-468.
13. "Rules of engagement and the implementation of the law of naval warfare", 14 Syracuse J. Int. L. & Com. (1988), pp. 767-778.
14. "The United Nations Convention on the Law of the Sea", 68 Australian Law Journal (1994), pp. 308-311.
15. "Extradition and human rights", 68 Australian Law Journal (1994), pp. 451-454.
16. "Australia's new maritime zones", 69 Australian Law Journal (1995), pp. 26-29.
17. "The Mekong Basin Agreement: border bridges", 69 Australian Law Journal (1995), pp. 491-494.

18. "The United Nations Human Rights Committee: The Toonen Case", 69 Australian Law Journal (1995), pp. 600-609.
19. "The decision in the East Timor Case", 69 Australian Law Journal (1995), xxx-yyy.

E. Documents établis notamment pour des conférences et autres publications

1. "The concept of equity in relation to land-locked states", International Law Association, Proceedings of the 55th Conference, Belgrade (1980), pp. 312-322.
2. "Review of the Scheme Relating to Rendition of Fugitive Offenders Within the Commonwealth", Meeting of Commonwealth Law Ministers – Memoranda, Commonwealth Secretariat, London, 1980, pp. 63-76.
3. "The law of state succession in the Pacific Islands", Pacific Constitutions – Proceedings of Canberra Workshop 4 (P. Sack, ed.), Australian National University, Canberra, 1982, pp. 65-72.
4. Prospects for a New Law of the Sea (I.A. Shearer ed.), Martin Place Papers No. 2, International Law Association, Sydney, 1983.
5. "Fisheries protection and enforcement", Proceedings of the Law Officers of Small Commonwealth Jurisdictions, Isle of Man Govt. Press, Douglas, 1984, pp. 125-137.
6. "The present state of international humanitarian law – a comment", Seminar on Protection of the Human Being in Armed Conflicts, 1983, 9 Aust. YB Int. Law (1985), pp. 41-45.
7. "Expropriation and compensation in relation to mining – a comment", Australian Mining and Petroleum Law Association Conference, [1985] AMPLA Yearbook, pp. 270-278.
8. "Uses and abuses of the Security Council: non-intervention, human rights, and the powers of the Security Council", in Proceedings of the International Law Weekend 1992, Centre for International and Public Law, Australian National University, Canberra, 1992, pp. 1-8.
9. "An International Criminal Court", in Proceedings of the First Annual Meeting of the Australian and New Zealand Society of International Law, Australian National University, Canberra, 1993, pp. 49-51.

F. Documents de séance non publiés

[Non indiqués]

TREVES, Tullio

(Italie)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : Tucumán (Argentine), le 20 septembre 1942

Adresse : via Lusardi 2, 20122 Milano, tél. : 392.58 30 33 98,
fax : 392.58 30 68 26

État civil : marié (nom de l'épouse : Eva Palomares), trois enfants

Titres : docteur en droit magna cum laude, Université de Milan, 1964

Langues : langue maternelle : italien; parle et écrit couramment le français,
l'espagnol et l'anglais; lit l'allemand.

Carrière universitaire

Assistant de droit international privé, Université de Milan, faculté de
droit (1964-1968)

Professeur de droit international, Université de Sassari, faculté de
droit (1969-73)

Professeur de droit international, Université de Turin, faculté de sciences
politiques (1974-1980)

Professeur de droit international public et privé, Université de Milan, faculté
de droit, dès 1980

M. Treves a donné des cours à l'Académie de droit international de La Haye (1990), aux Cours de droit international de Victoria, Espagne (1984), aux Cours Unitar de droit international à La Haye (1987 et 1988), à l'Institut des hautes études internationales de Genève (1988), aux Universités de Paris I et II (1983, 1994 et 1995).

Il a donné des conférences dans plusieurs universités en Italie, Canada, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Mexique, Royaume-Uni, Suisse.

Il a participé à des jurys de thèse de doctorat à la Dalhousie University, Halifax (Canada), à l'Institut universitaire européen de Florence, à l'Université de Valencia (Espagne).

Il a été invité à présenter des rapports dans plusieurs congrès et colloques internationaux, dont récemment le Congrès de Doha (Qatar) pour la Décennie des Nations Unies pour le droit international (1994).

Activités diplomatiques (droit de la mer)

Membre de la délégation italienne au Comité des utilisations pacifiques du fonds des mers de l'Assemblée générale des Nations Unies (1973)

Membre de la délégation italienne à toutes les sessions de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1974-1982)

- Lors de ladite Conférence, coordonnateur du Groupe linguistique français du Comité de rédaction

Membre de la délégation italienne à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1983-1994)

Membre de la délégation italienne aux Consultations du Secrétaire général des Nations Unies concernant la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1990-1994)

Membre de la délégation italienne à la première session de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins (1994 et 1995)

Membre de la délégation italienne aux sessions de 1981 et de 1983 de la Commission océanographique internationale de l'UNESCO

Autres activités diplomatiques

Conseiller juridique à la Mission permanente de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (1984-1992)

Représentant italien à la Sixième Commission de l'Assemblée générale (1983-1991)

Président du Comité spécial de l'Assemblée générale pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales (1987)

Président du Groupe de travail de la Sixième Commission de l'Assemblée générale chargé d'examiner le projet d'ensemble de principes pour la protection des personnes détenues et emprisonnées (1984-1988)

Vice-Président et Président du Comité de négociation et de rédaction du Comité pour l'élaboration d'une convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires (1984-1989)

Membre de la délégation italienne au Conseil de sécurité (1987-1988)

Membre de la délégation italienne à la deuxième Conférence de Vienne sur le droit des traités (1986)

Activités dans le cadre d'instances judiciaires et arbitrales internationales

Conseil de la France dans l'affaire opposant celle-ci au Canada, tranchée par un tribunal arbitral et concernant la délimitation des zones maritimes dans la région de Saint-Pierre-et-Miquelon

Conseil de la Finlande dans l'affaire du "Great Belt" contre le Danemark devant la Cour internationale de Justice

Associations internationales, revues, etc.

Membre du Law of the Sea Institute (et de son Comité directeur, 1984-1990); de la Academia Mexicana de derecho pesquero; de la American Society of International Law; de la Société française de droit international; du Conseil européen du droit de l'environnement; de la Societ  Italiana per l'Organizzazione Internazionale; du Comité scientifique de l'Instituto per l'Ambiente (Milan).

Directeur de la Rivista di diritto internazionale privato e processuale et du Italian Yearbook of International Law. Membre des comités de direction de : Ocean Development and International Law, Espaces et ressources maritimes, Il diritto marittimo, Austrian Journal of International Law. Correspondant pour l'Italie du Journal du droit international.

Directeur du sous-projet "Droit de la mer" du Projet "Océanographie" du Conseil national italien pour la recherche scientifique (1987-1992).

PRINCIPALES PUBLICATIONS

a) Ouvrages et monographies sur le droit de la mer

"Military Installations, Structures, and Devices on the Seabed", American Journal of International Law, t. 74, 1980, p. 808   857.

La ricerca scientifica nell'evoluzione del diritto del mare, Milan, 1981, p. VIII-196.

La Convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare del 10 dicembre 1982, Milan, 1983, p. XVIII-518.

Lo sfruttamento dei fondi marini internazionali, Milan, 1982.

"Problemas generales del Derecho Internacional a la luz de la Convención de la Naciones Unidas sobre el derecho del mar", Cursos de derecho internacional de Vitoria-Gasteiz 1984, p. 17   62.

"La navigation" dans R. J. Dupuy et D. Vignes, Traité du Nouveau Droit de la Mer, Paris-Bruxelles, 1985, p. 687   808.  d. anglaise mise à jour : "Navigation", dans Dupuy-Vignes, A Handbook on the New Law of the Sea, Dordrecht, Boston, Lancaster, 1991, vol. 2, p. 835   976.

Codification du droit international et pratique des  tats dans le droit de la mer, "Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye", t. 223, 1990-IV, p. 9   302.

L'Italia e il diritto del mare, Milan, 1995, p. XXVI-155.

La giurisprudenza italiana sul diritto del mare (avec L. Amato, P. de Cesari, G. Gasparro), Milan, 1979, p. XIV-261.

La legislazione italiana sul diritto del mare (avec L. Amato T. Faranda, T. Scovazzi).

Index of Multilateral Treaties on the Law of the Sea (avec P. De Cesari, L. Migliorino, T. Scovazzi, F. Trombetta-Panigadi), Milan.

The Law of the Sea: New Worlds, New Discoveries (Actes de la vingtième-sixième Conférence annuelle du Law of the Sea Institute) (éd. avec E. Miles), Honolulu, 1993.

b) Ouvrages sur d'autres aspects du droit international

Il controllo dei cambi nel diritto internazionale privato, Padoue, 1967, p. XIV-345.

"La continuità dei trattati e i nuovi Stati Indipendenti", Comunicazioni e Studi, t. 13, 1969, p. 333 à 454.

La giurisdizione nel diritto penale internazionale, Padoue, 1973.

Diritto internazionale (en collaboration avec M. Giuliano et T. Scovazzi), 2 tomes, Milan, 1983, p. XLIV-674 et XVI-611; nouvelle éd. : Diritto internazionale, Parte Generale, Milan, 1991.

Corpo-indice degli accordi bilaterali in vigore tra l'Italia e gli Stati esteri (avec M. Giuliano et F. Lanfanchi), Milan, 1968, p. 14 à 555.

I conflitti di leggi in materia di vendita, materiali e letture per il corso di diritto internazionale, (polyc.), Milan, 1971, 260 pages.

Codice delle convenzioni di diritto internazionale privato e processuale (avec M. Giuliano et F. Pocar), Milan 1977, 2e éd., Milan, 1981, p. XIV-1944.

Verso una disciplina comune della legge applicabile ai contratti, Padoue, 1983.

World Treaties for the Protection of the Environment (avec T. Scovazzi), Milan, 1992.

The Environment after Rio, International Law and Economics, (éd., avec L. Campiglio, L. Pineschi, D. Siniscalco), Londres, Dordrecht, 1994.

c) Principaux articles sur le droit de la mer et sur d'autres aspects du droit international

"In tema di applicabilità al Marocco di accordi italo-francesi", RDIPP, 1966' p. 83 à 105.

"Sulla volontà delle parti di cui all'articolo 25 delle preleggi e sul momento del suo surgere", RDIPP, 1967, p. 315 à 335.

"Les nationalisations en Allemagne de l'Est et la Fondation Carl Zeiss", Revue critique de droit international privé, 1967, p. 23 à 54.

"Dichiarazioni dei nuovi Stati e accordi multilaterali dei loro predecessori", RDI, 1979, p. 21 à 35.

"Les clauses monétaires dans les émissions d'euro-obligations", RDIPP, 1971, p. 775 à 825.

"La crisi monetaria del 1972 e il diritto internazionale", Rivista trimestrale di diritto pubblico, 1972, p. 1366 à 1392.

"Les privilèges et immunités des membres de la Commission et de la Cour européenne des droits de l'homme", Multitudo legum, Ius unum, Festschrift W. Wangler, Berlin, 1973, p. 667 à 684.

"Il labirinto della vendita internazionale", Politica del diritto, 1973, p. 97 à 109.

"La crisi monetaria davanti alla Corte delle Comunità Europee", RDIPP, 1974, p. 46 à 57.

"Les unités de compte dans les conventions et organisations internationales". AFDI, 1974, p. 753 à 772.

"Appunti in tema di dirottamenti aerei nel diritto internazionale generale", Studi in onore di Manlio Unida, t. 1, Milan, 1975, p. 813 à 824; version mise à jour dans L. Bonanate (éd.), Dimensioni del terrorismo politico, Milan, 1979.

"Costituzione e accordo italo-argentino sulla cittadinanza", RDIPP, 1975, p. 294 à 300.

"Les décisions d'interprétation des Statuts du Fonds monétaire international", Rev. générale dr. international public, 1975, p. 1 à 20.

"Gold clauses in international treaties", The Italian Yearbook of International Law, t. 1, 1975, p. 132 à 149.

"Una svolta alla conferenza del diritto del mare? Il 'Testo unico informale di negoziato'", RDI, 1974, p. 459 à 463.

"Devices to facilitate consensus: the experience of the Law of the Sea Conference", The Italian Yearbook of Int. Law, vol. 2, 1976, p. 39 à 60.

"La tavola rotonda del 1975 sul diritto del mare presso l'Istituto Italo-Latinoamericano", (avec M. Scerni), RDI, 1975, p. 85 à 89.

"Les tendances récentes du droit conventionnel de la responsabilité et le nouveau droit de la mer", AFDI, 1975, p. 767 à 783.

"Chronique de jurisprudence italienne", Journal du droit international, 1976, p. 152 à 184.

"La Comunità economica europea e la Conferenza sul diritto del mare", RDI, 1976, p. 445 à 467.

"Conventions de droit privé uniforme et clauses or", RDIPP, 1976, p. 16 à 49.

"La Communauté européenne et la zone économique exclusive", AFDI, t. 22, 1976, p. 653 à 677.

"Le transfert de technologie et la Conférence sur le droit de la mer", Journal du droit international, 1977, p. 43 à 65.

"The monetary clauses in the 1975 Montreal Protocoles to the Warsaw Air Law Convention", Internationales Recht und Wirtschaftsordnung/international Law and Economic Order, Festschrift F.A. Mann, Munich, 1977, p. 795 à 806.

"La diffusion des clauses en droits de tirage spéciaux dans les traités internationaux", AFDI, 1977, p. 700 à 708.

"Il codice di condotta sul trasferimento della tecnologia", RDIPP, 1977, p. 705 à 732.

"La Conferenza del diritto del mare: dal 'Testo unico riveduto' del 1976 al 'Testo composito informale' del 1977", RDI, 1977, p. 566 à 578.

"L'inquinamento marino: profili di diritto internazionale e comunitario", Studi marittimi, 1978, p. 31 à 42.

"La riforma del Fondo monetario internazionale" in Studi in onore di E.T. Liebman, Milan, 1978.

"La pollution résultant de l'exploration des fonds marins en droit international", AFDI, 1978, p. 827 à 850.

"La settima sessione della Conferenza sul diritto del mare", RDI, 1979, p. 125 à 154.

"Euro-obbligazioni", dans U. Carnevali (éd), Dizionario del diritto commerciale e industriale, Milan, 1979.

"Currency, indemnity clauses, evoluzione recente della giurisprudenza inglese in tema di obbligazioni di moneta estera e diritto internazionale dei commercianti", Studi in onore di C. Gressetti, Milan, 1979.

"L'ottava sessione della Conferenza sul diritto del mare", RDI, 1979, p. 717 à 742.

"La nona sessione della Conferenza sul diritto del mare", RDI, 1980, p. 432 à 463.

"La notion d'utilisation des espaces marins à des fins pacifiques dans le nouveau droit de la mer", AFDI, 1980, p. 687 à 699.

"Drafting the LOS Convention", Marine Policy, 1981, p. 273 à 276.

"Une nouvelle technique dans la codification du droit international : le Comité de rédaction de la Conférence sur le droit de la mer", AFDI, 1981, p. 65 à 85.

"La decima sessione della Conferenza sul diritto del mare", RDI, 1982, p. 24 à 55.

"Continuité et innovation dans les modèles de gestion des ressources minérales des fonds marins" dans Académie de droit international de La Haye/Université des Nations Unies, La gestion des ressources pour l'humanité : le droit de la mer, Colloque 1981, La Haye, Boston, Londres, 1982, p. 63 à 83.

"Fondo monetario internazionale", Appendice al Novissimo Digesto Italiano, Torino, 1982.

"La protection des investissements préparatoires et la résolution No 2 de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer", AFDI, 1982, p. 851 à 872.

"Seabed Mining and the United Nations Law of the Sea Convention", The Italian Yearb. of Int. Law, t. 5, 1981/82 (paru en 1983, p. 22 à 51).

"La nouvelle Convention du droit de la mer, Structure et problèmes généraux", Environmental Policy and law, vol. 10, 1983, p. 78 à 82.

"Norme imperativa e di applicazione necessaria nella Convenzione di Roma del 19 giugno 1980", RDIPP, 1983, p. 25 à 41.

"The EEC and the Law of the Sea : How close to one voice?", Ocean development and international law, t. 12, 1983, p. 173 à 189.

"Chronique de jurisprudence italienne" (avec R. Clerici et C. Biscaretti di Ruffia), Journal du droit international, 1983, p. 160 à 203.

"Principe du consentement et nouveau régime juridique de la recherche scientifique marine", dans D. Bardonnnet et M. Virally (éd.), Le nouveau droit de la mer, Paris, 1983, p. 269 à 285 (version mise à jour d'une étude publiée en 1982 à la Revue gén. dr. international public).

"The adoption of the Law of the Sea Convention : Prospects for seabed mining" Marine Policy, 1983, p. 3 à 13.

"Mare (diritto nazionale e internazionale)", Appendice al Novissimo Digesto Italiano, Torino, 1984.

"Evolución del sistema monetario internacional y unidades monetarias de oro de las convenciones internacionales de unificación del derecho privado", Juridica, Anuario del Departamento de derecho de la Universidad Ibero-americana, 1984, No 16, p. 373 à 379.

"Accommodation of Multiple Uses of the Seas in International Law, with Special Reference to the Mediterranean", dans D. M. Johnston, N. Letalik (éd.), The law of the Sea and Ocean Industry: New Opportunities and restraints (1982 Law of the Sea Institute Conference), Honolulu, 1984, p. 51 à 62.

"The United Nations Law of the Sea Convention of 1982 : Prospects for Europe", Greenwich Forum IX, Britain and the Sea, Edimburgh, 1984, p. 166 à 182.

"The U.N. Convention on the Law of the Sea as a non-universally accepted instrument : Notes on the convention and customary law", in Koers et Oxman (éd.), The 1982 Convention on the Law of the Sea (1983 Law of the Sea Institute Conference), Honolulu, 1984, p. 685 à 690).

"Le nouveau régime des espaces marins et la circulation des navires" dans Université de Paris I – Panthéon Sorbonne, Objectif mer, Paris, 1984, p. 107 à 123 (republié avec une note bibliographique dans B. Vukas (éd.), Essays on the new law of the sea, Zagreb, 1985, p. 202 à 220.

"Observers signatory of the Final Act" in the International Seabed Authority's Preparatory Commission", German Yearbook of International Law, t. 27, 1984, p. 303 à 314.

"Innovation dans la technique de codification du droit international – la préparation de la Conférence de Vienne sur les traités passés par les organisations internationales", AFDI, 1986, p. 474 à 494.

"Notes on transit passage through straits and customary law", dans A. Bos, H. Silesz (éd.), Realism in Law-Making, Essays in International Law in Honor of Willem Riphagen, Dordrecht, Boston, Lancaster, 1985, p. 247 à 259.

"The EEC, the UN and the Law of the Sea" dans E. D. Brown, R. Churchill (éd.), The UN Convention on the Law of the Sea : Impact and Implementation (1985 Law of the Sea Institute Conference), Honolulu, 1987, p. 518 à 526.

"La convenzione istitutiva della MIGA comme codice di condotta in tema di investimenti", RDIPP, p. 1 à 12.

"La déclaration des Nations Unies sur le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force", AFDI, 1987, p. 379 à 398.

"Comments" dans Council of Europe, The regulation of fisheries : legal, economic and social aspects, Strasbourg, 1987, p. 179 à 182.

"La participation de l' 'Organisation internationale compétente' aux décisions de l'État côtier dans le nouveau droit de la mer", Le droit international à l'heure de sa codification, Études en l'honneur de Roberto Ago, t. 2, Milano, 1987, p. 473 à 490.

"International legal problems of scientific research with particular reference to the Mediterranean", dans U. Leanza (éd.), Il regime giuridico del mare Mediterraneo, Milano, 1987, p. 288 à 307.

"The United Nations General Assembly, Antarctica and the Law of the Sea Convention", dans F. Francioni, T. Scovazzi (eds.), International Law for Antarctica, Milan, 1987, p. 281 à 289.

"Les fonds marins au-delà de la juridiction nationale" dans R. J. Dupuy (éd.), Manuel sur les organisations internationales/Handbook on International Organisations, Dordrecht, Boston, Lancaster, 1988, p. 584 à 598.

"Banca internazionale per la Ricostruzione e lo Sviluppo (e istituzioni collegate)", Digesto IV Edizione, Torino, 1988.

"La prévention des conflits internationaux dans la déclaration adoptée en 1988 par l'Assemblée générale des Nations Unies", AFDI, 1988, p. 437 à 453.

"High Seas", Encyclopedia of Public International Law, t. 11, Amsterdam, New York, Oxford, Tokyo, 1989, p. 137 à 141.

"Marine Research", Encyclopedia of Public International Law, t. 11, Amsterdam, New York, Oxford, Tokyo, 1989, p. 207 à 210.

"Le Nazioni Unite e il diritto internazionale privato", dans L'unificazione del diritto internazionale privato e processuale, Studi in memoria di Mario Giuliano, Padoue, 1989, p. 897 à 916.

"La limite extérieure du plateau continental : évolution récente de la pratique", AFDI, 1989, p. 724 à 735.

"The UN Body of Principles for the Protection of Detained or Imprisoned Persons", American Journal of International Law, t. 84, 1990, p. 578 à 586.

"Chronique de jurisprudence italienne" (avec N. Boschiero et R. Clerici), Journal du droit international, 1990, p. 645 à 682.

"The Rome Convention for the Suppression of Unlawful Acts Against the Safety of Maritime Navigation", dans N. Ronzitti (éd.), Maritime Terrorism and International Law, Dordrecht, Boston, London, 1990, p. 69 à 90.

"La Convention de 1989 sur les mercenaires", AFDI, t. 36, 1990, p. 520 à 535.

"Fondo Monetario Internazionale", Digesto, IV edizione, vol. VI Pubblicistico, Turin, 1991.

"Deep Sea-Bed Mining : The Practice of the Pioneer Investors", dans R. Wolfrum (éd.), Law of the Sea at a Crossroads : The Continuing Search for a Universally Accepted Regime, Berlin, 1991, p. 331 à 349.

"La loi namibienne sur la zone économique exclusive de 1990 et les pouvoirs de l'État côtier", Espaces et ressources maritimes, No 5, 1991, p. 145 à 147.

"L'amendement de 1991 à la loi namibienne sur la mer territoriale et la zone économique de 1990", Espaces et ressources maritimes, No 6, 1992, p. 149 à 150.

"Le navire et la compatibilité entre les utilisations de la mer", in Société française de droit international, Colloque de Toulon, Le navire en Droit international, Paris, 1992, p. 151 à 168.

"Introduction", to "EC : EEZ? – The Future of Europe's Offshore Waters", Special Issue of Ocean Development and International Law, vol. 23, 1992, p. 93 à 96.

"La pêche en haute mer et l'avenir de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer" AFDI, vol. 38, 1992, p. 885 à 904.

"Il diritto dell'ambiente a Rio e dopo Rio", in Rivista giuridica dell'ambiente, vol. 8, 1993, p. 577 à 583.

"Stato costiero e archeologia sottomarina", RDI, 1993, p. 698 à 719.

"Droit de passage en transit et protection de l'environnement dans le détroit de Bonifacio", Espaces et ressources maritimes, No 7, 1993, p. 175 à 184.

"L'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la mer et les conditions de son universalisme", AFDI, 1993, p. 850 à 873.

"Transit passage and Protection of the Environment in the Strait of Bonifacio", dans Kiss et Burhenne-Guilmin, A Law for the Environment, Essays in Honor of Wolfgang E. Burhenne, Gland-Cambridge, 1994, p. 121 à 128.

"Aspetti internazionali della responsabilità civile per danni all'ambiente" in Rivista giuridica dell'ambiente, vol. 9, 1994, vol. 39, p. 105 à 116.

"The Protection of the Oceans in Agenda 21 and International Environmental Law", in Campiglio Pineschi, Siniscalco, Treves (éd.), The Environment after Rio, London, Dordrecht, Boston, 1994, p. 161 à 171.

"Réflexions sur quelques conséquences de l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer", à paraître dans Annuaire français de droit international), 1994.

"The Law of the Sea Tribunal : its Status and Scope of Jurisdiction after November 16, 1994 à paraître dans Heidelberg Journal of International Law (Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht), 1995.

VUKAS, Budislav

(Croatie)

Né le 1er janvier 1938 à Rijeka/Susak

Nationalité : Croate

Fonctions actuelles : Professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université de Zagreb

Situation de famille : Marié, père de deux enfants

Langues : Très bonne connaissance de l'anglais, du français et de l'italien; bonne connaissance de l'allemand, de l'espagnol et du russe

Études

1961 Licence en droit de l'Université de Zagreb

1965 Maîtrise en droit international et relations internationales de l'Université de Zagreb

1974 Docteur en droit international de l'Université de Zagreb

Formation en droit international

1961 et 1968-1970 A suivi des cours à l'Académie de droit international de La Haye

1965 A participé à un séminaire de la Commission du droit international (Genève)

1967 Participant, Centre d'études et de recherches de droit international et de relations internationales de l'Académie de droit international de La Haye

Carrière universitaire

1963-1964 Maître-assistant à l'Institut de droit international et de relations internationales de la faculté de droit de l'Université de Zagreb

1964-1970 Maître-assistant en droit international à la faculté de droit de l'Université de Zagreb

1970-1974 Maître de conférences de droit international à la Faculté de droit de l'Université de Zagreb

1974-1977 Professeur assistant de droit international à la faculté de droit de l'Université de Zagreb

1977 à ce jour Professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université de Zagreb

Autres cours et conférences

A donné des cours aux universités de Belgrade, Bologne, Boston, Brest, Osijek, Parme, Rijeka, Rome, Split, Thessalonique, Tilburg et La Vallette

1975-1986 A participé au Cours sur le droit international et les relations internationales au Centre interuniversitaire de hautes études de Dubrovnik

1984 à ce jour Organise chaque année un cours sur le droit de la mer au Centre interuniversitaire de hautes études de Dubrovnik

1992 A donné un cours sur "Les États, les peuples et les minorités" à l'Académie de droit international de La Haye

1996 Invité à donner des cours aux Universités de Paris I (Panthéon-Sorbonne), Milan et Maribor

Participation aux travaux d'organes créés en vertu de traités

1985 à ce jour Membre de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail

1987 à ce jour Conciliateur désigné conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'Annexe à la Convention de Vienne sur le droit des traités

1989-1991 Membre de la Commission d'enquête créée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail pour examiner le respect par la Roumanie de la Convention concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession de 1958 (Convention No 111), nommé avec J. Deschênes (Canada) et F. Capotorti (Italie)

Membre de la Cour permanente d'arbitrage

1989 à ce jour Membre du Mécanisme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour le règlement des différends

1995 à ce jour Membre de la Cour de conciliation et d'arbitrage de l'OSCE

Conférences diplomatiques

1975-1982 Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer

1984-1990 et 1994 Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer

- 1985 et 1987 Réunions ordinaires des Parties contractantes à la Convention relative à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (Gênes, Athènes)
- 1990 Colloque de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) sur la dimension humaine, à Copenhague
- 1990, 1991 et 1995 Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (45e, 46e et 50e sessions)
- 1990 Président du Groupe de travail sur la Décennie des Nations Unies pour le droit international de la Sixième Commission lors de la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies
- 1991 Réunion d'experts de la CSCE sur les minorités nationales
- 1993 Conférence mondiale sur les droits de l'homme
- 1994 à ce jour Autorité internationale des fonds marins
- 1995 Vingt-sixième Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
- 1995 à ce jour Réunions des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

Projets de recherche, rencontres internationales et conseils : principales activités

- 1974 Séminaire des Nations Unies sur la promotion et la protection des droits de l'homme, des minorités nationales, ethniques et autres, à Ohrid
- 1978 et 1991 Sessions du Comité consultatif juridique afro-asiatique (Doha, Le Caire)
- 1978 et 1987-1989 Consultant à l'Organisation internationale juridique (Rome) lors de l'élaboration du projet de Protocole relatif à la protection de la Méditerranée contre la pollution résultant de l'exploration et de l'exploitation du plateau continental et des fonds marins et de leur sous-sol
- 1980, 1985, 1986, 1989 Conférences annuelles de l'Institut du droit de la mer d'Honolulu (Kiel, Cardiff, Miami, Noordwijk aan Zee)
- 1981 et 1991 Consultant auprès du Programme des Nations Unies pour l'environnement
- 1982 Colloque sur le nouveau droit de la mer (Athènes)
- 1983 Conférence "I problemi del mare Adriatico" (Trieste)

- 1985 et 1990 Consultant auprès de l'Unité de coordination du Plan d'action pour la Méditerranée (Athènes)
- 1985 Conférence intitulée "Il regime giuridico internazionale del mare Mediterraneo" (Castel Gandolfo, Italie)
- Activités de l'Institut international de l'océan (Malte) :
- 1985 Pacem in Maribus (Convocation XIX) (Moscou)
- 1989 Programme de formation sur la zone économique exclusive (La Vallette)
- 1991 Programme de formation sur la mer Méditerranée (Trieste)
- 1986 Colloque réuni à l'occasion du 350e anniversaire de l'Université d'Utrecht sur "La restructuration de l'ordre économique international : le rôle du droit et des juristes"
- 1987-1994 Membre d'un groupe de juristes et d'experts pour les questions navales, réunis par l'Institut international de droit humanitaire, qui a préparé le Manuel de San Remo sur le droit international applicable aux conflits armés en mer
- 1989 Réunion internationale des experts pour les questions juridiques et de politique sur la protection de l'atmosphère (Ottawa)
- 1990 Atelier de l'Académie de droit international de la paix sur "Le règlement pacifique des différends internationaux en Europe : perspectives"
- 1990-1991 Membre de la Commission européenne pour la démocratie par le droit
- 1991 Colloque sur "Les pays en développement et le droit international de l'environnement" (Beijing)
- 1993 à ce jour Membre du Groupe de travail sur les minorités de l'Initiative d'Europe centrale
- 1994 Colloque sur "La protection des normes sociales par la législation internationale" (Tutzing et Munich)
- 1995 Congrès international sur le respect du droit international humanitaire (San Remo)

Autres activités présentes

- 1990 à ce jour Membre du Sous-Comité du statut de la minorité croate dans les États voisins et de la Commission des droits de l'homme et des droits des minorités nationales de la Chambre des députés de la République de Croatie

- 1993 à ce jour Conseiller en droit international au Ministère des affaires étrangères de la République de Croatie
- 1993 à ce jour Membre de la Commission des crimes de guerre du Gouvernement de la République de Croatie
- 1993 à ce jour Membre de la Commission des personnes détenues et disparues du Gouvernement de la République de Croatie
- 1992 à ce jour Commission d'experts sur la délimitation de la frontière maritime entre la Croatie et la Slovénie
- 1993 à ce jour Commission italo-croate (questions politiques)
- 1993 à ce jour Commission italo-croate (questions historiques)

Organisations professionnelles

- 1961 à ce jour Membre de la Société croate de droit international (branche croate de l'Association de droit international; membre de ses comités suivants : Zones économiques exclusives (1984-1992), Application des droits de l'homme (1993 à ce jour), Personnes déplacées dans leur propre pays (1993 à ce jour)
- 1978 à ce jour Société française pour le droit international
- 1978 à ce jour Membre (et ancien responsable régional) du Conseil international du droit de l'environnement (Bonn)
- 1982 à ce jour Société belge pour le droit international
- 1986 à ce jour Membre de la Commission du droit de l'environnement de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) (Gland)
- 1991 à ce jour Membre associé de l'Institut de droit international (membre de ses commissions suivantes : Conséquences juridiques pour les États membres du non-respect par les organisations internationales de leurs obligations à l'égard de tierces parties (1992-1995); Environnement (1993 à ce jour); Assistance humanitaire (1993 à ce jour)

Bibliographie choisie

a) Ouvrages et études

Problèmes de droit international posés par la coexistence (en croate), thèse de maîtrise en droit (Zagreb, 1965), 75 p.

Le principe pacta tertiis nec nocent nec prosunt en droit international (en croate), thèse de doctorat (Zagreb, 1973), 535 p.

Bases juridiques internationales du statut de la minorité croate dans les pays voisins et en Tchécoslovaquie (en croate) (Zagreb, 1971), 78 p.

Relativité des traités (en croate) (Zagreb, 1975), 179 p.

Les minorités ethniques et les relations internationales (en croate) (Zagreb, 1978), 271 p.

Dispositions du projet de convention sur le droit de la mer concernant la protection et la préservation du milieu marin et participation du PNUÉ à la mise en oeuvre de ces dispositions, document PNUÉ/IG.28/document de référence No 5, 10 août 1981.

Le nouveau droit de la mer (en croate) (Éditeur) (Zagreb, 1982), 308 p.

La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et les instruments juridiques régionaux pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, document PNUÉ/IG.56/INF.5, 3 juin 1985.

Essais sur le nouveau droit de la mer (Éditeur) (Zagreb, 1985), 556 p.

Le régime juridique des mers fermées et semi-fermées : le cas particulier de la mer Méditerranée (Éditeur) (Zagreb, 1988), 515 p.

Essais sur le nouveau droit de la mer 2 (Éditeur) (Zagreb, 1990), 450 p.

Droit international (avec J. Andrassy et B. Bakotić) (en croate), vol. I (Zagreb, 1995), 348 p.

b) Articles

i) Droit de la mer

"Problem of the Innocent Passage of Warships" (en croate, résumé en anglais), Jugoslovenska revija za medjunarodno pravo, No 9, 1962, p. 86 à 102.

"Enclosed and Semi-Enclosed Seas", Iranian Review of International Relations, Nos 11 et 12, 1978, p. 171 à 196.

"Le patrimoine commun de l'humanité" (en croate), Godišnjak Instituta za medjunarodnu politiku i privredu, 1981/1982, p. 190 à 211.

"The Impact of the Third United Nations Conference on the Law of the Sea on Customary Law", The New Law of the Sea, Amsterdam, New York, Oxford, 1983, p. 33 à 54.

"The Adriatic: An Enclosed or Semi-Enclosed Sea", I problemi del mare Adriatico, Trieste, 1985, p. 7 à 11.

"The LOS Convention and Sea Boundary Delimitation", Prinosi za poredbeno proucavanje prava i medjunarodno pravo, No 18, 1985, p. 47 à 185.

"L'Adriatico, il Diritto del mare ed i rapporti italo-jugoslavi", No 10 Studi marittimi, 1987, p. 51 à 55.

"L'utilisation pacifique de la mer, dénucléarisation et désarmement", Traité du nouveau droit de la mer, Paris, Bruxelles, 1985, p. 1047 à 1093.

"Violence at Sea: Commentary", "Authority to Manage Fisheries and Mineral Resources of the Southern Ocean", The Law of the Sea: What Lies Ahead? Proceedings of the 20th Annual Conference of the Law of the Sea Institute, Miami, 1986, p. 404 à 407 et 445 à 449.

"The New Law of the Sea and the New International Economic Order", Restructuring the International Economic Order: The Role of Law and Lawyers, Deventer, 1987, p. 213 à 221.

"The Protection of the Mediterranean Sea Against Pollution", Il regime giuridico internazionale del Mare Mediterraneo, Milan, 1987, p. 413 à 435.

"The Mediterranean: An Enclosed or Semi-Enclosed Sea?" Prinosi za poredbeno proucavanje prava i medjunarodno pravo, No 19, 1988, p. 49 à 66.

"Les dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer relatives à la navigation et le droit international coutumier", Actes de Pacem in Maribus XIV, URSS, 1985, 1989, p. 549 à 550.

"Report on the Seventh Session of the Preparatory Commission 1989", Marine Policy Reports, No 1, 1989, p. 247 à 253.

"Utilisations de la mer à des fins militaires et la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer", Prinosi za poredbeno proucavanje prava i medjunarodno pravo, No 21, 1990, p. 401 à 429.

"Peaceful Uses of the Sea, Denuclearization and Disarmament", Handbook on the Law of the Sea, Académie de droit international de La Haye, La Haye, 1991, p. 1233 à 1320.

"The New Law of the Sea and Navigation: A View from the mediterranean", Thesaurus Acroasium, The Law of the Sea with Emphasis on Mediterranean Issues, No 21, 1991, p. 401 à 431; International Law in Transition. Essais à la mémoire du Juge Nagendra Singh, 1992, p. 65 à 86.

ii) Droit de l'environnement

"Les armes de destruction massive et le droit international (en croate)", Medjunarodni problemi, No 23, 1971, p. 39 à 53.

"International Law and the Pollution of the Seas" (avec B. Bohte), Hague-Zagreb Essays, La Haye, 1980, p. 143 à 169.

"Il nuovo diritto internazionale del mare, la gestione e la salvaguardia delle risorse ittiche del Mediterraneo", Il nuovo diritto internazionale del mare, la C.E.E., la salvaguardia e la gestione delle risorse ittiche del Mediterraneo, Forli-Bologne, 1981, p. 406 à 421.

"La CEE et la prévention de la pollution de la Méditerranée", La Communauté économique européenne et la Méditerranée : quelle coopération?, Paris, 1982, p. 406 à 421.

"Transboundary Co-operation Between Yugoslavia and its Neighbouring States", "Concluding Observations on General International Law and New Challenges in the Field of Transboundary Air Pollution", Transboundary Air Pollution, Dordrecht, Boston, Lancaster, 1986, p. 199 à 204 et 347 à 354.

"Conventional Provisions on Insurance and Compensation for Damages Caused by Pollution", Atti del quarto convegno internazionale "Mare e territorio", Palermo, 1987, p. 127 à 135.

"The Protection of the Mediterranean Sea from Pollution", Indian Journal of International Law, No 28, 1988, p. 104 à 113.

"Le projet de protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution résultant de l'exploration du plateau continental et des fonds marins et de leur sous-sol", Droit méditerranéen de l'environnement, Paris, 1988, p. 147 à 155.

"Règles et normes internationales généralement acceptées", Zbornik Pravnog fakulteta u Zagrebu, No 39, 1989, p. 537 à 549; Application de la Convention sur le droit de la mer par l'intermédiaire des institutions internationales, Actes de la vingt-troisième Conférence annuelle de l'Institut du droit de la mer, Noordwijk aan Zee, 1989, p. 405 à 421.

"Protection of the Marine Environment – Questions Related to State Boundaries", Acts and Proceedings of the International Symposium on Harmonization of Frontier Controls of Goods (Ljubljana, 2-4 octobre 1991), p. 303 à 306.

"Le règlement des différends dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et la protection du milieu marin", Tribunale internazionale dell'ambiente (Nuovo organo di garanzia dell'ambiente in sede internazionale), 1992, p. 293 à 297.

"Le droit international humanitaire et la protection de l'environnement lors des conflits armés", Effets de la guerre sur l'environnement, Actes de la Conférence tenue à Zagreb du 15 au 17 avril 1993, p. 82 à 85.

iii) Droits de l'homme et protection des minorités

"The Council of Europe Conventions on the Protection of Human Rights" (en croate, résumé en anglais), Politička misao, No 4, 1967, p. 438 à 450.

"Instruments internationaux relatifs au statut des apatrides et des réfugiés", Revue belge de droit international, No 8, 1972, p. 143 à 175.

"Quelques observations sur le projet de convention sur l'asile territorial", Revue égyptienne de droit international, No 30, 1974, p. 98 à 119.

"Le droit international général et la protection des minorités", Revue des droits de l'homme, No 8, 1975, p. 41 à 49.

"Die Rechte der slowenischen und der kroatischen Minderheit in Österreich, Aktuelle Fragen der slowenischen und kroatischen Minderheit in Österreich, Ljubljana, 1976, p. 19 à 23.

"Durchführung der Bestimmungen des Staatsvertrages im Verhältnis zu der kroatischen Minderheit im Burgenland", Das Minderheitenproblem in den jugoslawisch-österreichische Beziehungen, Belgrade, 1977, p. 95 à 103.

"Les minorités et le droit international – évolution récente" (en croate), Jugoslovenska revija za medjunarodno pravo, No 25, 1978, p. 274 à 291.

"Projets de déclaration sur le droit des personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques, religieuses et linguistiques", Annuaire français de droit international, No 25, 1979, p. 281 à 294.

"International Law and the Definition of the Term 'Minority'" (en croate, résumé en anglais), Jugoslovenska revija za medjunarodno pravo, No 32, 1985, p. 433 à 439.

"The International Labour Organization and the Protection of Human Rights" (en croate, résumé en anglais), Jugoslovenska revija za medjunarodno pravo, No 36, 1989, p. 91 à 122.

"International Protection of Human Rights: Limits of Growth" (en croate, résumé en anglais), Zbornik Pravnog fakulteta u Zagrebu, No 39, 1989, p. 671 à 679.

"La Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe et la protection des minorités nationales", Le règlement pacifique des différends internationaux en Europe : perspectives, Atelier de l'Académie de droit international de La Haye, 1990, p. 567 à 579.

"Le développement du droit européen sur le statut juridique des minorités" (en croate), Manjinski pitanje u europskoj politici i medunarodnom pravu, Zagreb, 1991, p. 18 à 56.

"The Diverse Supervisory Procedures in a Comparison", Proceedings of the Colloquium "Sozialer Schutz durch internationale Recht", tenu à Tutzing du 21 au 23 novembre 1994 (à paraître).

"La protection des minorités aux Nations Unies", Croatia and the United Nations, Zagreb, 1996, p. 171 à 183.

iv) Questions d'ordre général

"Quelques remarques concernant la révision officieuse de la Charte des Nations Unies" (en croate), Razvoj i perspektive Ujedinjenih naroda, Zagreb, 1973, p. 172 à 194.

"Yougoslav Internal Legal Order and its Relations to the Rules of International Law According to the Federal Constitution of 1974" (en croate, résumé en anglais), Zbornik Pravnog fakulteta u Zagrebu, No 24, 1974, p. 241 à 252.

"Dispositions nationales pour donner effet aux obligations assumées et aux accords conclus par les gouvernements", Rapports yougoslaves pour le neuvième Congrès international de droit comparé, Téhéran, 1974, Belgrade, 1974, p. 151 à 160.

"Solution définitive de la 'Question de Trieste' par la conclusion des accords entre l'Italie et la Yougoslavie à Osimo (Ancona), le 10 novembre 1974", Annuaire français de droit international, No 22, 1976, p. 77 à 95.

"Quelques conséquences de l'existence des organisations internationales sur les traités internationaux" (en croate), Nove tendencije u razvoju medjunarodnog prava, Belgrade, 1979, p. 77 à 98.

"The Relation of International Treaties with the Constitution of the SFR of Yugoslavia, the Federal Laws and the Laws of the Socialist Republics" (en croate, résumé en anglais), Jugoslovenska revija za medjunarodnog pravo, No 30, 1983, p. 90 à 102.

"Neighbourly Relations between Italy and Yugoslavia and the Establishment of a New Type of Regional Co-operation in the Mediterranean", I Rapporti di vicinato tra Italia e Jugoslavia, Milan, 1984, p. 19 à 55.

"States, Peoples and Minorities", Recueil de Cours de l'Académie de droit international de La Haye (en attente).

WARIOBA, Joseph Sinde
(République-Unie de Tanzanie)

RÉSUMÉ

Joseph Sinde Warioba, qui exerce actuellement dans un cabinet juridique privé et est Président de la Commission nationale de lutte contre la corruption, a fait sa carrière dans la haute fonction publique tanzanienne. Comme le montre son curriculum vitae, il est entré en 1966 au Cabinet du Procureur général en qualité de Procureur. Il a gravi les échelons de la hiérarchie, accédant en 1976 à la fonction de Procureur général, qu'il a occupée jusqu'en 1983. Il a ensuite été Ministre de la justice et Procureur général de la République (de 1983 à 1985).

Joseph Sinde Warioba a aussi eu des fonctions politiques : il a été Premier Ministre et premier Vice-Président de la République-Unie de Tanzanie de novembre 1985 à novembre 1990, puis jusqu'en 1995, député du district de Bunda.

Joseph Sinde Warioba est incontestablement l'un des juristes qui dans le monde connaissent le mieux le droit de la mer. Il a été étroitement associé aux travaux de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer – dans un premier temps à ceux du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers.

Il a été de 1971 à 1973 le chef de la délégation tanzanienne auprès de ce comité, dont les travaux ont frayé la voie à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, puis, de 1974 à 1982, le représentant de la Tanzanie à la Conférence elle-même. Il a ensuite été, de 1983 à 1985, Président du Comité préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, fonction qu'il a abandonnée lorsqu'il a été nommé Premier Ministre et premier Vice-Président de la République-Unie de Tanzanie.

Joseph Sinde Warioba a présidé en 1986 les négociations tenues entre la France, l'Inde, le Japon et l'ex-Union soviétique pour régler la question des secteurs d'activité préliminaires à attribuer aux investisseurs et qui ont conduit à l'Accord d'Arusha de 1986.

Joseph Sinde Warioba dirige actuellement les Conférences Pacem Maribus organisées sous les auspices de l'Institut international de l'océan, dont le siège est à Malte et où il a assuré à l'intention des pays en développement des séminaires sur divers sujets se rapportant au droit de la mer. Les dernières en date de ces conférences se sont tenues en 1994 à Madras (Inde) et en Chine.

* * *

A. Indications générales

Né le 3 septembre 1940, à Ikisu, Musoma (République-Unie de Tanzanie)

Adresse : P.O. Box 4623
Dar es-Salaam
République-Unie de Tanzanie

Fonctions actuelles :

Président de la Commission nationale de lutte contre la corruption

B. Études

Enseignement primaire

1948 École primaire de Sarawe
1949-1952 École primaire d'Ikizu
1953-1954 École secondaire du premier cycle, Musoma

Enseignement secondaire

1955-1960 École secondaire de Bwiru, Mwanza (brevet d'étude du 1er cycle)
1961-1962 École secondaire, Tabora (baccalauréat)

Études universitaires et autres

1963-1966 Licence en droit (avec mention) de l'University College de Dar es-Salaam
1970 Académie de droit international de La Haye
1970 Voyage d'étude organisé par l'UNITAR à l'Organisation des Nations Unies et la Banque mondiale à l'intention des boursiers

C. Fonctions antérieures

1966-1968 Procureur attaché au cabinet du Procureur général à Dar es-Salaam
1968-1970 Avocat-conseil attaché à la municipalité de Dar es-Salaam
1971-1975 Directeur de la Division juridique et des organisations internationales au Ministère des affaires étrangères à Dar es-Salaam
1975-1976 Assistant du Procureur général de Dar es-Salaam

1976 Procureur général de Dar es-Salaam

1983 Ministre de la justice et Procureur général de la République

5 novembre 1985-
novembre 1990 Premier Ministre et Premier Vice-Président

Novembre 1990-
octobre 1995 Membre du Parlement

Janvier 1996
à ce jour Président de la Commission nationale de lutte contre la corruption

D. Participation à des conférences

1966 Comité juridique de l'UNESCO, Paris

1967 Conférence de l'Organisation de l'unité africaine sur les réfugiés en Afrique, Addis-Abeba

1968 Délégué à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités

1968 Délégué à la première Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Téhéran

1968-1969 Membre de l'équipe d'experts de l'Organisation de l'unité africaine chargée de rédiger la Convention de l'OUA sur les réfugiés

1969-1971 Représentant de la République-Unie de Tanzanie à la CNUDCI

1971-1982 Chef de la délégation Tanzanienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer

1971-1981 Représentant de la République-Unie de Tanzanie aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies

1972-1984 Délégué de la République-Unie de Tanzanie à quelques sommets de l'Organisation de l'unité africaine

1983-1986 Président du Comité préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer

E. Publications

Publications de caractère général sur le droit constitutionnel, les droits de l'homme et le droit de la mer

WOLFRUM, Rüdiger

(Allemagne)

RÉSUMÉ

Études

Rüdiger Wolfrum est né à Berlin en 1941. Après ses études secondaires et son service militaire (marine allemande), il a suivi toute la filière des études de droit en Allemagne, obtenant en 1973 le diplôme d'État, niveau II. Diplômé de la faculté de droit en 1973 également, il est devenu professeur-assistant à l'Institut de droit international (faculté de droit et d'économie) de l'Université de Bonn. Il a fait pendant un an (1977-1978) des travaux d'étude au Center for Oceans Law and Policy de l'Université de Virginie, où il a terminé un ouvrage sur l'internationalisation des espaces communs ne relevant pas des juridictions internes ("Mise en place d'une administration internationale de l'Antarctique, de l'espace, de la haute mer et des fonds marins").

Fonctions professionnelles

Rüdiger Wolfrum est professeur de droit public et de droit international public et a occupé des chaires aux Universités de Mayence (1982) et de Kiel (1982-1993); il est depuis 1993 titulaire d'une chaire à l'Université de Heidelberg. Il a été Directeur de l'Institut de droit international de l'Université de Kiel; élu vice-recteur de cette université en 1990, il a occupé cette fonction jusqu'à 1993. Il a été juge à la Cour d'appel pour les questions administratives à Lunebourg et à Schleswig (1986-1993), traitant le plus souvent d'affaires de droit de l'environnement. Il est depuis 1993 Directeur de l'Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international, dont les travaux figurent au premier plan des études allemandes dans ce domaine.

Activités internationales

Rüdiger Wolfrum a eu, et a toujours, des activités internationales diverses. Il a été membre de la délégation allemande à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1980-1982), participant aux négociations sur la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, en particulier les négociations concernant la politique de production. Il a également participé (1982) aux travaux de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer.

Il est activement associé depuis 1982 aux travaux concernant l'Antarctique. Il était membre de la délégation allemande à la quatrième Réunion consultative extraordinaire relative aux ressources minérales de ce continent (1983-1988), dont il a aussi présidé le Groupe de travail juridique (1985-1988). Il a participé à plusieurs autres réunions consultatives tenues en application du Traité sur l'Antarctique et est depuis 1993 Président du Groupe d'experts chargé d'élaborer pour le Protocole au Traité (relatif à la protection de l'environnement) une annexe régissant la responsabilité des dégradations de l'environnement.

Rüdiger Wolfrum a été élu en 1990 et réélu en 1994 parmi les experts indépendants que les États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale désignent pour siéger au Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale.

Publications

Rüdiger Wolfrum a publié de très nombreux travaux sur diverses questions de droit international public. Son principal ouvrage consacré au droit de la mer traite de l'internationalisation des espaces communs ne relevant pas des juridictions internes (plus de 700 pages); il y détermine et analyse les éléments communs des règles internationales applicables à la haute mer, à l'Antarctique, aux fonds marins et à l'espace et commente longuement le principe du patrimoine commun, question sur laquelle il est revenu dans plusieurs articles. Les autres questions de droit de la mer qu'il a traitées (travaux publiés en allemand ou en anglais) concernent la recherche scientifique marine, la pêche, l'exploitation minière des fonds marins, la délimitation des zones maritimes relevant de la juridiction nationale, la navigation, la protection de l'environnement marin ou encore la structure et les fonctions de l'Autorité internationale des fonds marins. Sur une centaine de publications dont il est l'auteur, il en a consacré plus de 35 à des questions de droit de la mer.

Rüdiger Wolfrum s'est aussi beaucoup intéressé à l'ONU. Il a dirigé la publication d'un ouvrage de référence en deux volumes intitulé "United Nations: Law, Policies and Practice" (1994) et a participé à l'établissement d'un commentaire sur la Charte des Nations Unies (1994) (ces deux ouvrages sont en anglais). Il a aussi étudié tout particulièrement les fonctions de l'ONU en matière de maintien de la paix et de coopération économique et d'un point de vue organique.

Il a également publié des travaux traitant du droit applicable à l'Antarctique, étudiant notamment les activités entreprises dans la zone du Traité concernant ce continent, la protection du milieu naturel et la question du statut.

Il a par ailleurs analysé des questions de droits de l'homme, en s'appuyant en particulier sur les observations qu'il a faites en participant aux travaux du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

Dans ses fonctions de Directeur de l'Institut de droit international de Kiel et de l'Institut Max Planck de Heidelberg, Rüdiger Wolfrum a organisé des colloques sur le droit de la mer, l'ONU, le droit international de l'environnement, les droits de l'homme et l'Antarctique; ces réunions ont permis de rassembler des diplomates, des magistrats et des universitaires venus de différents pays, afin que se noue un dialogue interdisciplinaire et que les représentants de systèmes juridiques différents puissent mieux se comprendre.

* * *

Date et lieu de naissance : 13 décembre 1941, Berlin

Études

1962	<u>Études secondaires</u> : obtention de l'Abitur (baccalauréat, 1962), puis service militaire
1964-1969	Études de droit aux universités de Bonn et de Tübingen
18 janvier 1969	Diplôme d'État : niveau I
1969-1973	Avocat stagiaire
29 juin 1973	Diplôme de fin d'études de droit
14 septembre 1973	Diplôme d'État : niveau II
À partir de 1973	Professeur-assistant à l'Institut de droit international de l'Université de Bonn
1er août 1977- 31 juillet 1978	Chercheur au Center for Oceans Law and Policy de l'Université de Virginie; bénéficiaire d'une bourse de la Fondation allemande pour la recherche
Juillet-août 1980, Mars-avril 1981, Mars-avril 1982	Participation à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, membre (suppléant) de la délégation allemande et conseiller auprès du Ministère de l'économie
28 novembre 1980	Doctorat en droit (droit public et droit international public)
6 mai 1982- 30 novembre 1982	Professeur titulaire de la chaire de droit public et de droit international public à la faculté de droit et d'économie de l'Université de Mayence
2 décembre 1982- 30 avril 1993	Professeur titulaire de la chaire de droit public et de droit international public à la faculté de droit de l'Université de Kiel; Directeur de l'Institut de droit international
Juin 1983- mai 1988	Membre de la délégation de la République fédérale d'Allemagne et Président du Groupe de travail juridique (à partir de 1985) à la quatrième Réunion consultative extraordinaire du Traité sur l'Antarctique relative aux ressources minérales de l'Antarctique
Août- septembre 1983	Membre de la délégation de la République fédérale d'Allemagne à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer

29 avril 1986- 30 avril 1993	Juge à la Cour d'appel pour les questions administratives des Länder de Basse-Saxe et Schleswig-Holstein; depuis 1991, juge à la cour d'appel pour les questions administratives du Land de Schleswig-Holstein
Août- septembre 1987	Professeur invité à la faculté de droit de l'Université du Minnesota, Minneapolis
Janvier 1990	Élu membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale; réélu en 1994
1er juin 1990- 30 avril 1993	Vice-Recteur de l'Université Christian-Albrechts de Kiel
Août- septembre 1990	Professeur invité à la faculté de droit de l'Université du Minnesota, Minneapolis
Depuis le 1er octobre 1990	Conseiller auprès du corps enseignant pour le programme d'enseignement supérieur en gestion des affaires et innovations, Kiel
Depuis le 1er janvier 1992	Conseiller auprès du corps enseignant pour le programme d'enseignement supérieur en droit interne et international de l'environnement, Kiel
Depuis le 30 juin 1992	Membre du Sénat de la Fondation pour la recherche allemande; réélu en 1995
Depuis le 1er mai 1993	Directeur de l'Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international, Heidelberg
Septembre- octobre 1993	Professeur invité à la faculté de droit de l'Université du Minnesota, Minneapolis
Depuis le 1er janvier 1994	Directeur exécutif de l'Association allemande pour les Nations Unies
Depuis le 1er mars 1994	Membre du Conseil de l'Association allemande du droit international
Depuis le 1er septembre 1994	Membre du Conseil d'administration de l'Institut du droit de la mer à l'Université d'Hawaii
Depuis le 15 novembre 1995	Membre du Comité du Conseil d'administration de "Stiftung für marine Geowissenschaften" [Fondation pour les sciences géomarines (GEOMAR)]

Publications

I. Ouvrages (auteur ou éditeur)

Die innerparteiliche demokratische Ordnung nach dem Parteiengesetz
(La structure démocratique des partis politiques à la lumière de la loi sur les partis politiques) (Berlin, 1974).

/...

Handbuch Vereinte Nationen (Manuel des Nations Unies) (coéditeurs : Norbert J. Prill et Jens A. Brückner) (Munich, 1977) (578 pages).

Deep Sea-bed Mining in the Law of the Sea Negotiation (II): Toward a Balanced Development System (coéditeurs : John Norton Moore, Philip Stopford et Jutta Stender) (Charlottesville, Va. 1979).

Die Internationalisierung staatsfreier Räume: internationale Verwaltung von Antarktis, Weltraum, Hohe See und Meeresboden (L'internationalisation des espaces communs ne relevant pas des juridictions internes : mise en place d'une administration internationale de l'Antarctique, de l'espace, de la haute mer et des fonds marins) (Berlin, 1984).

Antarctic Challenge, Actes d'un Symposium interdisciplinaire (éditeur) (Berlin, 1984).

Recht auf Information – Schutz vor Information, Menschen – und staatsrechtliche Aspekte (Le droit d'accès à l'information – Comment se défendre contre l'information – les droits des États) (éditeur) (Berlin, 1986).

Antarctic Challenge II, Actes d'un Symposium interdisciplinaire, (éditeur) (Berlin, 1986).

Staatsgebiete und staatsfreie Räume – Studienbrief, (Territoires nationaux et espaces communs internationaux – Une brève introduction), Deutsches Institut für Fernstudien der Universität Tübingen.

Antarctic Challenge III, Actes d'un Symposium interdisciplinaire (éditeur) (Berlin, 1988).

International Law and Municipal Law, Actes du Colloque germano-soviétique sur le droit international, (coéditeur : Grigory Tunkin) (Berlin, 1988).

Völkerrecht, Band I/1, begründet von Georg Dahm (Droit international, vol. I/1, fondé par Georg Dahm, nouvellement revu, mis à jour (coéditeur : Jost Delbrück) (Berlin, 1989).

Die Reform der Vereinten Nationen: Möglichkeiten und Grenzen (La réforme des Nations Unies : possibilités et limites) (éditeur) (Berlin, 1989).

Des Menschen Recht zwischen Freiheit und Verantwortung, Festschrift für Karl Josef Partsch (Les droits de l'homme dans la perspective des libertés et de la responsabilité, Essais en l'honneur de Karl Josef Partsch) (coéditeurs : Jürgen Jekewitz, Karl Heinz Klein, Jörg-Detlev Kühne, Hans Petersmann) (Berlin, 1989).

Meereswirtschaft in Europa: Rechtliche und ökonomische Rahmenbedingungen (Économie marine en Europe : cadre juridique et économique) (coauteurs : Juergen B. Donges, Federico Foders, Enno Harders) (Tübingen, 1989).

Strengthening the World Order: Universalism v. Regionalism, Symposium organisé à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de l'Institut du droit international (éditeur) (Berlin, 1990).

Handbuch Vereinte Nationen (éditeur), deuxième édition (Manuel des Nations Unies) (Munich, 1991).

Law of the Sea at the Crossroads: The Continuing Search for a Universally Accepted Régime (éditeur) (Berlin, 1991).

The Convention on the Regulation of Antarctic Mineral Resource Activities (La Convention sur la réglementation des activités relatives aux ressources minérales de l'Antarctique) (Berlin, 1991).

Wirtschafts – und Gesellschaftsrecht Osteuropas im Zeichen des Übergangs zur Marktwirtschaft (Le droit économique et social en Europe de l'Est au cours de la période de transition vers l'économie de marché) (coéditeurs : F. J. Säcker et W. Seiffert), vol. 1, Schriftenreihe zum osteuropäischen Recht (Série de publications sur le droit de l'Europe de l'Est) (Munich, 1992).

Die Rechtslage ausländischer Investitionen in den Nachfolgestaaten der Sowjetunion (Statut juridique applicable aux investissements étrangers dans les États de l'ex-Union soviétique) (coéditeurs : F. J. Säcker et W. Seiffert), vol. 2, Schriftenreihe zum osteuropäischen Recht (Série de publications sur le droit de l'Europe de l'Est) (Munich, 1993).

Marktzutrittsbarrieren in den USA und Kanada. Der Markt für meeresstechnische Güter und Dienstleistungen (Obstacles à l'accès aux marchés des États-Unis et du Canada. Le marché des biens et services dans la technologie maritime) (coauteurs : F. Fodors, P.-T. Stoll et I. Townsend-Gault), Kieler Studien (éditeur : H. Siebert), vol. 257 (Tübingen, 1993).

Anerkennung und Vollstreckung ausländischer Entscheidungen in Osteuropa (Reconnaissance et exécution des jugements étrangers en Europe de l'Est) (coéditeurs : F. J. Säcker et W. Seiffert), vol. 3, Schriftenreihe zum osteuropäischen Recht (Série de publications sur le droit de l'Europe de l'Est) (Munich, 1994).

Verfahren der Kandidatenaufstellung und der Wahlprüfung im europäischen Vergleich (Désignation des candidats et processus électoral dans les pays européens : une étude comparative) (coéditeur : G. Schuster) (Baden-Baden, 1994), 213 pages.

United Nations: Law, Policies and Practice (coéditeur : C. Philipp) (Dordrecht, 1995).

Economic and Legal Aspects of International Environmental Agreements – The case of enforcing and stabilising an international CO₂ agreement, Kieler Arbeitspapiere/Documents de travail de Kiel, No 711 (coauteurs : J. Heister, E. Mohr, W. Plesmann, F. Stähler et T. Stoll) (Kiel, 1995).

II. Articles

"Die Bewertung innerparteilicher Vorgänge bei der Zulassung von Parteiwahlvorschlägen zu Landtags – und Bundestagswahlen" (Pertinence des décisions prises par les partis s'agissant des candidatures au Parlement national allemand et aux parlements locaux), Zeitschrift Für Parlamentsfragen (1975), p. 323 à 340.

"Die Beschränkungen für die Freiheit der Schifffahrt durch das Kanadische 'Arctic Waters Pollution Prevention Act' sowie die internationalen Übereinkommen zum Schutze der Meeresumwelt" (Restrictions imposées à la liberté de navigation par la loi canadienne sur la prévention de la pollution des eaux de l'Arctique et les accords internationaux visant à assurer la protection de l'environnement marin), Berichte der Deutschen Gesellschaft für Völkerrecht, vol. 15, (1975), p. 143 à 162.

"Der Umweltschutz auf Hoher See – Internationale wie nationale Massnahmen und Bestrebungen" (La protection de l'environnement de la haute mer : mesures prises à l'échelon international et national et efforts déployés), Verfassung und Recht in Übersee (1975), p. 201 à 219.

"Der Schutz der Familie durch Art. 8 MRK sowie Art. 16 und 19 Ziff. 6 der Europäischen Sozialcharta (La protection de la famille dans le cadre de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que des articles 16 et 19 (par. 6) de la Charte sociale européenne) Die Friedenswarte, vol. 58 (1975), p. 264 à 278.

"Der Schutz der Meeresforschung im Völkerrecht" (La protection de la recherche scientifique marine en droit international), Annuaire allemand de droit international, vol. 19 (1976), p. 99 à 127.

"Bearbeitung Folgender Stichworte in dem o. g. Handbuch Vereinte Nationen" (Analyse de certains mots clefs utilisés dans le Manuel des Nations Unies), à savoir : Beitragssystem, Haushalt (Contributions, budget) (p. 40 à 48), OMCI (p. 204 à 207); Seerecht (Droit de la mer) (p. 382 à 391); Streitschlichtung (Règlement des différends) (p. 430 à 437); Weltraumrecht (Espace extra-atmosphérique) (p. 520 à 523) (Munich, 1977).

"Die Fischerei auf Hoher See" (La pêche hauturière), Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht (ZaöRV), vol. 38, (1978), p. 659 à 709.

"Transfer of Technology: Critical Remarks and Suggestions for Change", dans: Alternatives in Deep-Sea-Mining, Actes de l'Institut du droit de la mer de l'Université d'Hawaii (1979), p. 35 à 45.

"Reports of Member States Before the United Nations Human Rights Committee on the International Covenant on Political and Civil Rights, dans World in Transition: Challenges to Human Rights, Development and World Order, édité par H. H. Han (Washington, 1979), p. 55 à 63.

"The Common Heritage Principle: State Equality Versus Equity, dans World in Transition: Challenges to Human Rights, Development and World Order, édité par H. H. Han (Washington, 1979), p. 297 à 304.

"Der Ausschluss von Einwendungen im Anhörungsverfahren und sein Einfluss auf den Verwaltungsrechtsschutz" (non-admission des objections lors des audiences et incidences pour la protection de l'individu), Die öffentliche Verwaltung (DÖV) (1979), p. 497 à 502.

"Der Mondvertrag von 1979 – Weiterentwicklung des Weltraumrechts" (Accord régissant les activités des États sur la Lune et les autres corps célestes de 1979 – Faits nouveaux intervenus en matière de droit de l'espace), Europa-Archiv (1980), p. 665 à 672.

"Neue Elemente im Willensbildungsprozess internationaler Wirtschaftsorganisationen" (Nouveaux aspects de la procédure de prise de décision dans les organisations économiques internationales), Zeitschrift Vereinte Nationen (VN) (1981), p. 50 à 56.

"Durchsetzung von Umweltbelangen im Verwaltungsverfahren am Beispiel der Bauleitplanung" (Exécution des normes relatives à l'environnement prévues par les procédures administratives en matière de développement urbain), Die öffentliche Verwaltung (1981), p. 606 à 614.

"Renationalisierung des Fischereiregimes" (Nouvelle nationalisation des pêcheries), Die Plünderung der Meere (édité par Wolfgang Graf Vitzthum) (Francfort, 1981), p. 231 à 246.

"Restricting the Use of the Sea to Peaceful Purposes: Demilitarization in Being?", Annuaire allemand de droit international 24 (1981), p. 200 à 241.

"German National Legislation on Deep Sea-bed Mining", dans Marine Mining: A New Beginning, Hilo, (Hawaii, 1982), p. 236 à 252.

"Indemnität im Kompetenzkonflikt zwischen Bund und Ländern" (La détermination de l'indemnité en cas de conflit de juridiction entre la Fédération et les États), DÖV (1982), p. 674 à 680.

"Entwicklungen neuer Weltordnungen" (Mise en place de nouveaux ordres mondiaux), Das Parlament, 10 septembre 1983, p. 6.

"Die Bundesrepublik Deutschland und die Seerechtskonvention" (La République fédérale d'Allemagne et la Convention sur le droit de la mer), Europa-Archiv (1983), p. 83 à 92.

"Die Seerechtskonvention – Ein Markstein auf dem Weg zur Staatengemeinschaft?" (La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer – une première étape sur la voie d'une communauté d'États), VN (1983), p. 69 à 78.

"The Principle of the Common Heritage of Mankind", ZaÖRV (1983), p. 311 à 337.

"Die Auflösung des 9. Deutschen Bundestages vor dem BVerfG – BVerfGE 62, 1 (La dissolution du neuvième Parlement fédéral allemand devant le Tribunal fédéral constitutionnel, Décisions du Tribunal fédéral constitutionnel 62,1 (coauteur : Jost Delbrück), Juristische Schulung (1983), p. 758 à 764.

"International Administrative Unions" (p. 42 à 49); "International Organizations, Financing and Budgeting" (p. 115 à 119); "Pluri-national Administrative Institutions" (p. 235 à 238), R. Bernhardt (éditeur), Encyclopedia of Public International Law, Instalment 5 (1983).

"The Use of Antarctic Non-Living Resources: The Search for a Trustee?", Antarctic Challenge (Berlin, 1984), p. 143 à 163.

"Die UN-Seerechtskonvention in der Perspektive der Neuen Weltwirtschaftsordnung" (La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer dans la perspective du nouvel ordre économique mondial), Das neue Seerecht (Berlin, 1984), p. 143 à 163.

"Die grenzüberschreitende Luftverschmutzung im Schnittpunkt von nationalem Recht und Völkerrecht" (Pollution aérienne transfrontière au centre du droit interne et international), Deutsches Verwaltungsblatt (1984), p. 493 à 501.

"Die Kunstfreiheitsgarantie des Grundgesetzes" (La liberté des arts à la lumière de la Constitution allemande), Schleswig-Holsteinische Anzeigen (1984), p. 2 à 8.

"Entwicklungen neuer Weltordnungen" (Mise en place de nouveaux ordres mondiaux), Vereinte Nationen, Themenheft 5 (édité par le Bundeszentrale für politische Bildung) (Bonn, 1984), p. 32 à 36.

"Die amerikanische Seerechtspolitik" (La politique américaine touchant le droit de la mer), Europa-Archiv (1984), p. 317 à 325.

"The Problems of Limitation and Prohibition of Military Use of Outer Space", ZaöRV (1984), p. 784 à 805.

"Der Schutz des Kindes im Völkerrecht" (La protection de l'enfant en droit international), Schriften der Hermann-Ehlers-Akademie, H. 16 (1984), p. 24 à 34.

"Internationale Organisationen" (Les organisations internationales), Ergänzbare Lexikon des Rechts (édité par Ignaz Seidl-Hohenveldern, Neuwied und Darmstadt) (1982), Gruppe 4/490, 10 pages; Luftraum, *ibid.* (1986), Gruppe 4/650, 2 pages.

"The Legal Status of Sinti and Roma in Europe: A Case Study Concerning the Shortcomings of the Protection of Minorities", dans l'Annuaire européen, Vol. XXXIII (1985), Dordrecht/Boston/Lancaster (1986), p. art. 75 à 91.

"Antarctica" dans Conflicts, Options, Strategies in a Threatened World, édité par W. Kaltefleiter et U. Schumacher (Kiel, 1986), p. 213 à 232.

"Das moderne Seerecht – eine angemessene Antwort auf neue technologische Entwicklungen?" (Le droit moderne de la mer : une réponse appropriée aux nouvelles évolutions technologiques), Technologischer Fortschritt als Rechtsproblem, édité par l'Université de Heidelberg (1986), p. 92 à 100.

"Konsens im Völkerrecht" (Le consensus en droit international), Mehrheitsprinzip, Konsens und Verfassung, édité par H. Hattenhauer et W. Kaltefleiter, Heidelberg (1986), p. 79 à 91.

"Verfassungsrechtliche Fragen der Zweitanmeldung von Arzneimitteln, Pflanzenbehandlungsmitteln und Chemikalien – Zugleich ein Beitrag zum Schutz technischer Innovationen" (Questions constitutionnelles que soulèvent les deuxièmes demandes d'homologation pour ce qui est des produits pharmaceutiques, des produits de traitement des plantes et des produits chimiques – la protection des innovations techniques), GRUR (1986) p. 512 à 518.

"Die Küstenmeergrenzen der Bundesrepublik Deutschland in Nord – und Ostsee" (Les limites de la mer territoriale de la République fédérale d'Allemagne dans la mer du Nord et la mer Baltique), Archiv des Völkerrechts (AVR) (1986), p. 247 à 276.

"Means of Ensuring Compliance with an Antarctic Mineral Resources Regime", dans Antarctic Challenge II (Berlin, 1986), p. 177 à 190.

"International Law of Cooperation", p. 193 à 198, dans Bernhardt (éditeur), Encyclopedia of Public International Law, Instalment 9 (1986).

"Rechtliche Ordnung des Weltraums" (L'ordre juridique de l'espace extra-atmosphérique), Weltraum und internationale Politik (édité par Kaiser et Frhr. v. Welck) (Munich, 1987), p. 241 à 252.

"Weltraumpolitik der Vereinten Nationen" (La politique des Nations Unies en matière d'espace extra-atmosphérique), Weltraum and international Politik, édité par Kaiser et Frhr. v. Welck (Munich, 1987), p. 451 à 462.

"The Emerging Customary Law of Marine Zones: State Practice and the Convention on the Law of the Sea", dans Annuaire néerlandais de droit international, vol. XVIII (1987), p. 121 à 144.

"Internationalization", p. 268 à 271, "Internationally Wrongful Acts", p. 271 à 277, "Reparation for Internationally Wrongful Acts", p. 352 et 353, (édité par R. Bernhardt) dans Encyclopedia of Public International Law, Instalment 10 (1987).

"Anmerkung zur C-Waffen-Entscheidung des Bundesverfassungsgerichts" (Note sur la décision prise par le Tribunal constitutionnel fédéral suprême en matière d'armes chimiques), décision du 29 octobre 1987, EuGRZ (1988), p. 295 à 297.

"Internationale Rahmenbedingungen für eine Förderung der Meereswirtschaft" (Le cadre juridique de l'ordre économique maritime), Christiana Albertina, Heft 26 (nouvelle édition) (avril 1988), p. 13 à 17.

"Im Bonner Kommentar: Zweitbearbeitung von Art. 27, 61, 124, 125" dans Commentaires de Bonn : commentaires sur les articles 27, 61, 124, 125, Deuxième révision, 55, Lieferung (1988).

"Ursprüngliche Aufgabenzuweisung und jetzige Aktivitäten der Vereinten Nationen: Faktischer Wandel und normative Bewertung" (Premières fonctions confiées à l'ONU et activités actuelles (évolution et évaluation); la réforme de l'ONU : possibilités et limites), dans Die Reform der Vereinten Nationen; Möglichkeiten und Grenzen (Berlin, 1989), p. 129 à 156.

"Coastal Fisheries", p. 61 à 63, "Common Heritage of Mankind", p. 65 à 69, "Fisheries, International Regulation", p. 109 à 113; "Fishery Commissions", p. 117 à 121 (édité par R. Bernhardt) dans Encyclopedia of Public International Law, Instalment 11 (1989).

"Reflagging and Escort Operations in the Persian Gulf : International Law Perspective", Virginia Journal of International Law, vol. 29 (1989), p. 387 à 399.

"The Progressive Development of Human Rights: A Critical Appraisal of Recent UN Efforts", Festschrift für Karl Josef Partsch (Essais en l'honneur de Karl Josef Partsch) (Berlin, 1989), p. 67 à 95.

"Vorbeugung und Bewältigung von Krisen im Völkerrecht" (Mesures préventives et solutions des crises en droit international), Krise und Krisenmanagement in den internationalen Beziehungen, édité par Hanspeter Neuhold et Hans-Joachim Heinemann (Stuttgart, 1989), p. 13 à 30.

"Die Einrichtung der Verwaltungsgerichtsbarkeit und der Verwaltungsrechtsprechung in Schleswig-Holstein bis 1945", (La mise en place de tribunaux administratifs et d'une juridiction administrative) dans le Schleswig-Holstein jusqu'en 1945 dans "100 Jahre Verwaltungsgerichtsbarkeit in Schleswig-Holstein", Schleswig-Holsteinische Anzeigen (1989), p. 17 à 21.

"The Polar Regions: Legal Aspects", dans The Polar Regions and their Strategic Significance, édité par Lucius Caflisch et Fred Tanner, Programme for Strategic and International Security Studies, PSIS Special Studies Number 2 (1989), p. 3 à 18.

"Die Umsetzung des Seerechtsübereinkommens in nationales Recht" (Application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer en droit interne), Vereinte Nationen (1990), p. 20 à 23.

"Tiefflüge vor den Verwaltungsgerichten" (Les tribunaux administratifs et les vols à basse altitude), NVwZ (1990), p. 237 à 240.

"Die UN-Konvention über die Rechte des Kindes: Entwicklung, Inhalt und Einbettung in den internationalen Menschenrechtsschutz" (La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant : genèse, contenu et intégration dans la protection des droits de l'homme sur le plan international), dans Dokumentation "UN-Konvention über die Rechte des Kindes" (1990), p. 7 à 19.

"Das Verbot der Rassendiskriminierung im Spannungsfeld zwischen dem Schutz individueller Freiheitsrechte und der Verpflichtung des einzelnen im Allgemeininteresse" (Prohibition de la discrimination raciale : conflit entre la protection des libertés individuelles et l'obligation de l'individu au regard de l'intérêt public), dans Kritik und Vertrauen, Festschrift für Peter Schneider (Frankfurt am Main, 1990), p. 515 à 525.

"Recht der Flagge und 'Billinge Flaggen': Neuere Entwicklungen im Völkerrecht" (Le droit du pavillon et les pavillons de complaisance : évolution du droit international), Berichte der Deutschen Gesellschaft für Völkerrecht, No 31 (1990), p. 121 à 147.

Ziele und Grundsätze des Internationalen Umweltschutzrechts" (Buts et principes du droit international de l'environnement), Antrittsrede zur Übernahme des Prorektorats am 31 mai 1990, 20 pages.

"Antarctica After 1991: A Possible Scenario", conférence prononcée devant le Conseil chilien des relations étrangères, Série des conférences (1990), 20 pages.

Antarctica (édité par L. Bernhardt, dans Encyclopedia of Public International Law, Instalment 12, 10 pages (coauteur : Klemm).

"Objectives and Principles of International Environmental Law, Annuaire allemand de droit international 33 (1990), p. 308 à 330.

"Kommentierung der Präambel und von Art. 1, 18, 55 (a) und (b), 56" (Commentaire sur le préambule et les articles 1, 18, 55 a) et b), 56), dans Charta der Vereinten Nationen, Kommentar (édité par B. Simma en collaboration avec H. Gemeinschaft, Mosler, Randelzhofer, Tomuschat et R. Volfrum) (Munich, 1991), 45 pages.

"Einzelne Formen der Nutzung des Weltraums (Geostationäre Umlaufbahn, Telekommunikation, Direct-Broadcasting-Satellites, Navigations- und Notfunksatelliten, Wetterbeobachtungssatelliten" (Utilisations de l'espace extra-atmosphérique : orbite géostationnaire, télécommunications, satellites d'observation météorologique directe), dans Handbuch des Weltraumrechts, Böckstiegel (éditeur) (Cologne, 1991), p. 351 à 424.

"The Unfinished Task: CRAMRA and the Question of Liability, dans The Antarctic Treaty System in World Politics (1991) (édité par Jorgensen-Dahl/Ostrenge), p. 120 à 132.

"Bearbeitung folgender Stichworte" (Examen de différents sujets dans le Manuel des Nations Unies, à savoir : 2. Aufl. (1991) (éditeur Wolfrum) : Haushalt (Budget) (p. 268 à 275); Konsens (Consensus) (p. 529 à 534); Meeresbodenbehörde (Autorité des fonds marins) (p. 538 à 544); Rohstoffabkommen/Rohstofffonds (Accord de produits/Fonds commun pour les produits de base) (p. 707 à 714); Seerecht (Droit de la mer) (p. 728 à 738); Stimmrecht und Abstimmungsverfahren (droits et procédures de vote) (p. 806 à 812); Streitschlichtung, friedliche (Règlement pacifique des différends) in dem Handbuch Vereinte Nationen (p. 812 à 820).

"Die Aufgaben der Vereinten Nationen im Wandel: Aus Politik und Zeitgeschichte" (Fonctions de l'Organisation des Nations Unies en transition), Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament, B 36/91 (30 août 1991), p. 3 à 13.

"Zweiter Golfkrieg: Anwendungsfall von Kapitel VII der UN Charta" (La deuxième guerre du Golfe : exemple d'application du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies), Zeitschrift Vereinte Nationen, 1991, Heft 4, (coauteurs : Ursula Heinz et Christiane Philipp), p. 121 à 128.

"Decision-making in the Council: An Assessment and Comparison", dans Law of the Sea at the Crossroads: The Continuing Search for a Universally Accepted Régime (Berlin, 1991), p. 59 à 74.

"Japan and the EC in the UN: Prospects for Collaboration", dans Publications du Centre nippon-allemand de Berlin, Série 3, vol. 4 (1991), p. 188 à 194.

"The Decision-making Process of the Council Reconsidered: A Suggestion to Make the Deep Seabed Regime More Responsive to Vested Interests", dans Quinzième séminaire annuel : questions que soulève l'amendement de la partie XI de la Convention sur le droit de la mer (Center for Oceans Law and Policy, faculté de droit de l'Université de Virginie) (1991) (édité par M. H. Nordquist), p. 110 à 124.

"The Legal Status of Minorities in South-Eastern Europe", dans The Changing Political Structure of Europe (éditeurs : von R. Lefebvre M. Fitzmaurice et E. W. Vierdag) (1991), p. 131 à 148.

"Minderheitenschutz in Europa – Die Staatsrechtliche Situation am Beispiel einzelner ausgewählter Staaten-Gutachten erstellt im Auftrag des Schleswig-Holsteinischen Landtages", dans Minderheiten in Europa, Landtagsforum am 7. Juni 1991 (hrsg. von der Präsidentin des Schleswig-Holsteinischen Landtages) (Protection des minorités en Europe – État du droit public tel qu'il ressort de certains rapports nationaux effectués à la demande du Parlement du Schleswig-Holstein, édité par le Président du Parlement du Schleswig-Holstein), p. 121 à 160.

"Wem gehört die Antarktis? Nationale Gebietsansprüche aus völkerrechtlicher Sicht" (À qui appartient l'Antarctique? Revendications territoriales nationales au regard du droit international), dans Geographische Rundschau (1992), Jg. 44, Heft 4, p. 196 à 200.

"The Exploitation of Antarctic Mineral Resources: Risks and Stakes", dans The Antarctic Environment and International Law (éditeurs : J. Verhoeven, P. Sands et M. Bruce) (1992), p. 27 à 31.

"Mitarbeit am Endbericht 'Hemmnisse in den USA und Kanada für den Zugang ausländischer Unternehmen zu Offshore-Aktivitäten und die Lieferung meerestechnischer Anlagen und Geräte'" (collaboration au rapport final sur les barrières à l'accès aux États-Unis et au Canada des entreprises étrangères aux activités en mer et à la mise à disposition d'installations et d'équipements techniques marins). Forschungsauftrag des Bundesministers für Wirtschaft, Institut für Weltwirtschaft 1992, vol. I à III.

"Aufgaben der UN nach Art. 55 der Charta – weitreichende Ansätze und eingeschränkter Handlungsspielraum", dans "Struckturereform der UN? Notwendigkeit, Ansätze und Handlungsspielraum einer Reform der Vereinten Nationen im Bereich der wirtschaftlichen Zusammenarbeit" (Fonctions de l'Organisation des Nations Unies en vertu de l'Article 55 de la Charte – tâches immenses, moyens limités) (Reihe Dokumentationen, Informationen, Meinungen No 42 (März 1992), édité par Deutsche Gesellschaft für die Vereinten Nationen), p. 11 à 16.

"Völker – und europarechtliche Bestimmungen zum Schutze von Ausländern. Bürger unterschiedlichen Rechts – aber nicht rechtlos" (Dispositions applicables à la protection des étrangers, des citoyens qui ne jouissent pas des mêmes droits mais qui ne sont pas sans droits, en droit international et en droit européen), dans Das Parlament, 43. Jg/No. 2-3, 8./15. (janvier 1993), p. 7.

"The Impact of Federalism on the Implementation of International Trade Obligations" (coauteur : professeur Fred L. Morrison), dans National Constitutions and International Economic Law (édité par M. Hilf, E.-U. Petersmann), vol. 8 (1993), p. 519 à 535.

"The Emergence of 'New Minorities'" as a Result of Migration, dans Peoples and Minorities in International Law (édité par C. Brölmann et al.) (1993), p. 153 à 166.

"Die Bundesrepublik Deutschland im Verteidigungsbündnis" (par. 176 : La République fédérale d'Allemagne et les organismes d'autodéfense), dans Handbuch des Staatsrechts, vol. VII: Normativität und Schutz der Verfassung – Internationale Beziehungen (édité par J. Isensee et P. Kirchhof) (1993), p. 647 à 667.

"Der Beitrag regionaler Abmachungen zur Friedenssicherung: Möglichkeiten und Grenzen" (Contribution des arrangements et organismes régionaux au maintien de la paix et de la sécurité internationales : possibilités et limites), dans ZaÖRV, vol. 53, No 3, 1993, p. 567 à 602.

"Antarktis" (Antarctique), dans Staatslexikon, édité par la Görres Society (septième édition), Vol. 7 : Die Staaten der Welt II (Les États du monde II) (1993), p. 863 à 866.

"The Protection of the Environment of the Baltic Sea. The Legal Framework", dans Report of the Third Conference of Baltic University Rectors, 16-19 septembre 1992, Kiel, édité par M. Müller-Wille, recteur de l'Université Christian-Albrechts, Kiel, (1993), p. 71 à 76.

"Die Weltmenschenrechtskonferenz – Perspektiven für die Entwicklung des internationalen Menschenrechtsschutzes (La Conférence mondiale des droits de l'homme – Perspectives en ce qui concerne le développement de la protection des droits de l'homme au plan international), dans Europa-Archiv., vol. 48, No 23 (1993), p. 681 à 690.

"The Reform of the Human Rights Institutions of the European Communities", dans Reform of International Institutions for the Protection of Human Rights, First International Colloquium on Human Rights, La Laguna, Tenerife, 1er-4 novembre 1992 (édité par l'Université de La Laguna) (1993), p. 251 à 278.

"Bridges Over Straits", dans The Law of the Sea: New Worlds, New Discoveries (édité par E. L. Miles/T. Treves), Actes de la vingt-sixième Conférence annuelle de l'Institut du droit de la mer (1993), p. 38 à 56.

"Zur Durchsetzung des humanitären Völkerrechts (Kapitel 12)" [Respect du droit international humanitaire (chap. 12)], dans Handbuch des humanitären Völkerrechts in bewaffneten Konflikten (édité par D. Fleck) (1994), p. 413 à 440.

"Vereinten Nationen: Agenda für die Weiterentwicklung des Völkerrechts" (Nations Unies : l'Agenda pour la paix en tant que moyen du développement du droit international), dans Völkerrecht und Sicherheit (Bundesakademie für Sicherheitspolitik – Schriftenreihe zur neuen Sicherheitspolitik, 5) (édité par L. Souchon) (1994), p. 59 à 75.

"Die Schranken des Rechts: Das Wachstum der rechtlichen Bindungen der Forschung, Referat auf dem Ringberg-Symposium: Der schrumpfende Freiraum der Forschung" (Limitations imposées par la loi : multiplication des restrictions juridiques à la recherche, conférence prononcée devant le Symposium de Ringberg sur la diminution de la liberté de recherche), dans Max-Planck-Gesellschaft Spiegel 4/1994, p. 53 à 62.

"Die Europäische Gemeinschaft als Partei seerechtlicher Verträge" (Les communautés européennes en tant que partie aux traités maritimes), dans AVR, vol. 32, No 3/4 (1994), p. 317 à 335.

"Comentary on the Preamble and Arts. 1, 18, 55 (a) and (b) as well as 56", dans The Charter of the United Nations: A Commentary (édité par B. Simma en collaboration avec H. Mosler, A. Randelzhofer, C. Tomuschat et R. Wolfrum), Oxford (1994), p. 45 à 56, 317 à 326, 759 à 795.

"The Decentralized Prosecution of International Offences through National Courts", dans Annuaire israélien des droits de l'homme, vol. 24 (1994), p. 183 à 199.

"The Protection of the Marine Environment after the Rio Conference: Progress or Stalemate?", dans "Recht zwischen Umbruch und Bewahrung – Festschrift für Rudolph Bernhardt" (Le droit entre le changement et le statu quo – essais en l'honneur de Rudolph Bernhardt), Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht, vol. 120 (édité par U. Beyerlin, M. Bothe, R. Hofmann, E.-U. Petersmann) (1995), p. 1003 à 1017.

Auteur des articles d'orientation suivants, dans "United Nations: Law, Policies and Practice", (coédité par C. Philipp), Budget (p. 78 à 86), Commodity Agreements/Common Fund (p. 138 à 148), Conflicts, Iraq/Kuwait (p. 261 à 277), Consensus (p. 350 à 355), International Sea-Bed Authority (p. 789 à 796), Law of the Sea (p. 834 à 847), Peaceful Settlement of Disputes (p. 982 à 993), Voting and Decision-Making (p. 1400 à 1407), Dordrecht (1995).

"Die Schranken des Rechts: Das Wachstum der rechtlichen Bindungen der Forschung" (Limitations juridiques : multiplication des restrictions juridiques imposées à la recherche), dans Max-Planck-Gesellschaft – Berichte und Mitteilungen, MPG-Symposium "Der schrumpfende Freiraum der Forschung" (La liberté de recherche compromise), 1/95, p. 43 à 66.

"Section Five: The Constituent Power and the Birth of the New Länder", dans Studies in German Constitutionalism, Studien und Materialien zur Verfassungsgerichtsbarkeit, vol. 64 (édité par C. Starck) (1995), p. 125 à 139.

"Deutschlands Mitgliedschaft in NATO, WEU und KSZE" (L'Allemagne, membre de l'OTAN, l'UEO et la CSCE), dans Handbuch des Staatsrechts, vol. VIII ["Die Einheit Deutschlands – Entwicklung und Grundlagen" (L'unification de l'Allemagne – Évolution et principes)] (édité par J. Isensee et P. Kirchhof) (1995), p. 282 à 319.

"The Decision-Making Process According to Sec. 3 of the Annex to the Implementation Agreement: A Model to be Followed for Other International Economic Organisations?", dans ZaÖRV, vol. 55/2 (Symposium on "The Entry into Force of the Convention on the Law of the Sea: A Redistribution of Competences Between States and International Organisations in Relation to the Management of the International Commons?") (1995), p. 310 à 328.

"Law of the Sea: An Example of the Progressive Development of International Law", dans The United Nations at Age Fifty – A Legal Perspective (édité par C. Tomuschat) (1995), p. 309 à 327.

"The Legal Order for the Seas and Oceans", dans 1994 Rhodes Papers – The Entry into Force of the Law of the Sea Convention (édité par M. H. Nordquist et J. Norton Moore) (1995), p. 161 à 185.

"Enforcement of International Humanitarian Law (chapter 12)", dans The Handbook of Humanitarian Law in Armed Conflicts (édité par D. Fleck) (1995), p. 517 à 550.

"Neue völkerrechtliche Entwicklungen im Verhältnis von Bergbau und Umweltschutz beim Tiefseebergbau und in der Antarktis" (Nouvelles évolutions du droit international compte tenu des rapports entre les industries extractives et la protection de l'environnement des fonds marins et de l'Antarctique), dans Recht der Energiewirtschaft (RdE), No 1 (1996), p. 9 à 15.

"Das internationale Recht für den Austausch von Waren und Dienstleistungen" (Droit international des échanges de biens et services), dans Enzyklopädie der Rechts und Staatswissenschaft, Öffentliches Wirtschaftsrecht, Besonderer Teil 2 (édité par R. Schmidt) (1996), p. 535 à 656.

YAMAMOTO, Soji

(Japon)

Date de naissance : Le 25 février 1928

Fonctions actuelles

Depuis 1988 : Professeur de droit international, faculté de droit,
Université Sophia, Tokyo
Professeur émérite, Université Tohoku, Sendai (Japon)

Études

1953 : Licence de droit, faculté de droit, Université de Tokyo

1969 : Doctorat en droit, Université de Tokyo

Fonctions antérieures

1955-1961 : Professeur associé de droit international, faculté de droit
et de littérature, Université de Kumamoto (Japon)

1961-1967 : Professeur de droit international (spécialiste des
organisations internationales), collège de lettres et
sciences humaines, Université chrétienne internationale,
Tokyo

1967-1976 : Professeur de droit international, faculté de droit,
Université Seikei, Tokyo

1976-1988 : Professeur de droit international, faculté de droit,
Université Tohoku, Sendai (Japon)

Autres fonctions occupées

1967-1982 : Conseiller spécial de la délégation japonaise au Sous-Comité
juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace
extra-atmosphérique

1969 : Conseiller de la délégation japonaise à la Conférence
intergouvernementale sur les arrangements définitifs
concernant INTELSAT

1973-1982 : Membre du Conseil de l'Administration postale au Ministère
des postes et télécommunications

1976-1979, 1986 : Conseiller spécial de la délégation japonaise à la Réunion
consultative du Traité sur l'Antarctique (notamment à la
Réunion préparatoire spéciale)

1976-1984 : Membre du Cabinet du Conseil d'exploitation des océans

- 1976-1991 : Membre du Conseil exécutif de l'Association japonaise de droit international (kokusaiho Gakkai)
- Depuis 1992 : Conseiller honoraire
- 1978 : Représentant suppléant de la délégation japonaise à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer
- Depuis 1978 : Rédacteur en chef de l'Annuaire japonais de droit international (en anglais, Association japonaise de droit international)
- 1982-1993 : Membre du Groupe d'experts juridiques d'INTELSAT
- 1988-1991 : Président de l'Association japonaise de droit international
- 1992 : Membre de la Réunion de 17 experts chargée d'étudier la pratique des États relative à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies)

Publications

Ouvrages (en japonais) :

- Droit international des télécommunications : un exemple d'entreprise internationale (1976, Yushindo Press, Tokyo)
- Sur les accords définitifs relatifs à INTELSAT (1973, Kokusai Denshin Denwa Co., Tokyo)
- L'exploration spatiale et le droit (1976, Chikuma Shobo, Série sur le droit contemporain)
- Les différends concernant les pêcheries internationales et le droit (1976, Tamagawa University Press, Tokyo)
- Liberté et réglementation dans les télécommunications directes par satellites (1979, Tamagawa University Press, Tokyo)
- Rôle de la responsabilité en cas de risque en droit international (1982, Tokyo University Press)
- Droit international (1985; nouvelle édition 1994, Yuhikaku Press, Tokyo)
- Le droit pénal international (1991, Sanseido Press, Tokyo)
- Le droit de la mer (1992, Sanseido Press, Tokyo)

Articles (publiés en anglais) :

"The Transpacific Cable Construction and Maintenance Agreement of 1962: Its International Law Aspects", The Japanese Annual of International Law (Annuaire japonais de droit international), No 7 (1963)

"Agreement Establishing Interim Arrangements for a Global Commercial Communications Satellite System", The Japanese Annual of International Law, No 9 (1965)

"Abstention Principle and its Relation to the Evolving International Law of the Sea", Washington Law Review, vol. 43, No 1 (octobre 1967)

"The Japanese Enactment for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft and International Law", The Japanese Annual of International Law, No 15 (1971)

"Japanese Approaches and Attitudes towards International Law", The Japanese Annual of International Law, No 34 (1991)

Nombreux articles sur le droit international publiés dans des revues juridiques japonaises.

YANKOV, Alexander

(Bulgarie)

Date et lieu de naissance : le 22 juin 1924, Bourgas (Bulgarie)

I. TITRES UNIVERSITAIRES ET ENSEIGNEMENT

Diplômé de la faculté de droit de l'Université de Sofia (1951).

Docteur en droit international de l'Université de Sofia (1963).

Maître assistant en droit international à l'Université de Sofia (1951).

Auditeur à l'Académie de droit international de La Haye (1961).

Professeur de droit international à l'Université de Sofia (1968).

Chef du Département de droit international de l'Université de Sofia (1980-1989).

Chef de la section du droit international de l'Académie bulgare des sciences (1988-1989).

Membre correspondant de l'Académie bulgare des sciences (1981).

Vice-Président de l'Académie bulgare des sciences, chargé des études sociales, politiques et juridiques et des sciences humaines (1988-1991).

Chargé de cours d'études supérieures et spéciaux sur le droit de la mer à l'Université de Sofia (1981-1993).

Nombreux cours et conférences sur le droit international, les relations internationales, le droit de la mer, le règlement pacifique des différends, les organisations internationales et d'autres sujets à l'Institut de droit public international et de relations internationales de Thessalonique, à la London School of Economics and Political Sciences (University of London), au King's College (University of London), au Saint Anthony College et au Oxford Queen's College (University of Oxford), à Cambridge, à l'Université de Caroline du Sud, à l'Institut universitaire européen de Florence, à l'Université de Virginie, à l'École diplomatique de Moscou, à l'École diplomatique de Lima, à l'Université maritime mondiale de Malmö, dans le cadre du programme de formation de l'Institut international de l'océan à l'Université de Dalhousie et à New York University.

Chargé de conférences dans le cadre du programme de conférences de l'Académie de droit international de La Haye (deuxième semestre : droit international public) (1991) (Impact de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer sur le droit international en général).

II. CARRIÈRE PROFESSIONNELLE ET DIPLOMATIQUE

Ambassadeur de la République de Bulgarie auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (1972-1976).

Vice-Ministre des affaires étrangères, Ambassadeur extraordinaire et Représentant permanent de la Bulgarie auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York, 1976-1980).

Ministre des sciences et de l'enseignement supérieur (1989-1990).

Membre de la cour d'arbitrage de la Chambre de commerce et d'industrie bulgare (1971).

Conseiller juridique spécial du Ministre des affaires étrangères (1957).

Membre, chef adjoint et chef de la délégation bulgare à plusieurs sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (1965-1980).

Représentant suppléant de la Bulgarie au Conseil de sécurité des Nations Unies (1966-1967).

Membre de la délégation bulgare à la Conférence générale de l'UNESCO et conseiller juridique de la délégation (1960).

Conseiller, chef adjoint de la Mission permanente de la Bulgarie auprès de l'Organisation des Nations Unies, chargé des affaires juridiques, politiques et de sécurité; représentant de la Bulgarie à la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale des Nations Unies (1965-1968).

Vice-Président du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (1968-1973).

Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye depuis 1971.

Président de la huitième Assemblée de l'Organisation maritime internationale, Londres (1973-1974).

Président de la Quatrième Commission (Intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que les hydrocarbures, 1973) de la Conférence internationale de Londres sur la prévention de la pollution des mers, Londres (1973).

Président de la Troisième Commission de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (sur la protection et la préservation du milieu marin, la recherche scientifique marine et la mise au point et le transfert des techniques marines), 1973-1982.

Membre du Conseil consultatif pour les études sur le désarmement auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (1978-1981).

Chef de la délégation bulgare aux sessions de l'Assemblée et du Conseil exécutif de la Commission océanographique internationale (COI), 1986-1991.

Vice-Président de la COI (1987-1991).

Membre de la Commission du droit international depuis 1977 et Président de la Commission en 1984.

Conseiller juridique spécial de la COI pour les questions relatives à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1994).

III. ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Membre de l'Institut de droit international (1979, 1985).

Membre du Conseil exécutif de l'Association de droit international depuis 1973.

Membre du Conseil de planification de l'Institut international de l'océan de Malte (1972-1992) et de son Conseil d'administration (1992).

Membre de l'Association mondiale pour les relations internationales (1980).

Membre de l'American Society of International Law (depuis 1967).

Membre de la Société française pour le droit international (depuis 1984).

Vice-Président de l'Advisory Committee on the Protection of the Sea (Londres), depuis 1980.

Membre du Conseil international pour le droit de l'environnement (Bonn), depuis 1976.

Participation à des conférences, colloques et autres réunions d'ordre international dans le domaine du droit international, du droit de la mer, des relations internationales, du droit de l'environnement, du désarmement et du contrôle des armements.

IV. AUTRES ACTIVITÉS

Membre de l'Assemblée nationale (Parlement de la République de Bulgarie) et membre de la Commission chargée de l'élaboration de la Constitution et de la Commission des affaires étrangères (1986-1991).

Président du Comité parlementaire pour les relations avec le Parlement britannique (1986-1991).

Président de la Société bulgare de droit international (1980).

Vice-Président du Comité océanographique national de la Bulgarie (1969).

Membre du Conseil exécutif de l'Association bulgare pour les Nations Unies (1981).

Président de l'Union des scientifiques bulgares (1987-1989).

Membre de l'Association bulgare pour le respect des droits de l'homme (1982) et de son Conseil exécutif.

Membre du Conseil consultatif international du Korean Journal of International Studies (1986).

Membre du Conseil consultatif du European Journal of International Law, Florence (1990).

Membre du Comité de rédaction de la revue de droit bulgare Pravna Missal (1990).

Président de l'Association nationale pour les relations internationales (1994).

V. PRIX ET DÉCORATIONS

Médaille d'or "Cyrille et Méthode" attribuée pour ses éminents travaux universitaires (1963).

Prix spécial et médaille décernés pour sa contribution distinguée à la politique étrangère de la Bulgarie (1984).

Décoration "République populaire de Bulgarie" (1974).

VI. PRINCIPAUX OUVRAGES PUBLIÉS

"Le système européen de sécurité collective", 1958, Sofia (en bulgare).

"Les réserves qui accompagnent la déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice", 1961, Sofia, publications de l'Université de Sofia (en bulgare avec un résumé analytique en français), 149 pages.

"Principes du droit international appliqués à la procédure bulgare en matière de traités", 1964, Sofia (en bulgare avec un résumé en français).

"Les Nations Unies : statut juridique et personnalité internationale", 1965, Sofia (en bulgare), 329 pages.

"La Déclaration des Nations Unies relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et l'évolution du droit international", 1972, Sofia (résumé en français), 64 pages.

"Les Nations Unies et l'évolution du droit commercial international", 1971, Sofia (en bulgare).

"Exploration et utilisations du fond des mers : un nouveau cadre juridique", 1970, Sofia (en bulgare).

"International Responsibility for the Protection of the Marine Environment" (publié sous les auspices du Financial Times), 1974, Londres.

"La révolution technique et le droit international", 1974, Sofia (en bulgare).

"La démilitarisation du fond des mers", 1970 (en bulgare).

"L'élaboration des principes de la politique étrangère bulgare", 1972, Sofia.

"La contribution de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) au développement du droit commercial international", 1971, Sofia (en bulgare).

"Les limites à l'action de l'Organisation des Nations Unies en matière de conclusion de traités", 1963, Sofia (en bulgare).

"Le statut juridique des étrangers résidant temporairement en Bulgarie et les exigences du droit international", 1964, Sofia (en bulgare).

"Les rapports entre la diplomatie bilatérale et la diplomatie multilatérale", paru dans International Relations, 1979, Sofia (en bulgare).

"La Déclaration universelle des droits de l'homme. Un facteur important en matière de protection des droits de l'homme et des droits fondamentaux des nations", 1970, Presses de Sofia, Éditions de l'Association bulgare de droit international, p. 123 à 132.

"The Law of the Sea Conference at the Crossroads", dans Virginia Journal of International Law, vol. 18, automne 1977.

"The Republic of Bulgaria and the Promotion of the Principles of Peaceful Co-existence, Detente and Disarmament at the United Nations", dans International Relations, 1979 (en bulgare).

"La République de Bulgarie et l'Organisation des Nations Unies à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'admission de la Bulgarie à l'Organisation", 1980, Sofia (en bulgare).

"The Third United Nations Conference on the Law of the Sea and the Establishment of New International Legal Order over the World's Ocean", dans International Relations, 1981 (en bulgare).

"Le principe de l'égalité souveraine des États et ses conséquences pour le règlement pacifique des différends internationaux", dans Thesaurus Acroasium, vol. XVIII, Institut de droit public international et de relations internationales de Thessalonique, 1991.

"The Significance of the 1982 Convention on the Law of the Sea for the Protection of the Marine Environment and the Promotion of Marine Science and Technology". In the 1982 Convention on the Law of the Sea. Edited by Albert W. Koers, Bernard H. Oxman. The Law of the Sea Institute of Hawaii, Honolulu, p. 71 à 94.

"A General Review of the New Convention on the Law of the Sea Having a Bearing on Marine Science and its Application". Colloque de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO, Workshop Report No 32, Supplement. International Co-operation in the Development of Marine Science and the Transfer of Technology in the Context of the New Ocean Regime, 1982, p. 3 à 35.

"A General Review of the New Convention of the Law of the Sea: Marine Science and its Application", Ocean Yearbook, 4, The University of Chicago Press, 1983.

"La contribution de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international à l'harmonisation et l'unification du droit commercial international (particulièrement dans les rapports Est-Ouest)", Paris, 1984.

Coauteur et codirecteur de la publication "Les océans et le droit international", vol. 1 à 5 (en russe), 1986-1991, Moscou, Académie des sciences.

Codirecteur du volume IV de la publication "United Nations Convention of the Law of the Sea, 1982. Observations", aux éditions Martinus Nijhoff, Dordrecht, Boston, Londres, 1991.

"L'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer", Pravna Missal, 1995 (en bulgare).

YORAC, Haydee B.

(Philippines)

Adresse : 2 Matatag Street, Diliman, Quezon City (Philippines)

Lieu de naissance : Saravia, Negros Occidental (Philippines)

Études et diplômes :

Licence de droit, Université des Philippines, 1962

Maîtrise de droit, Yale University, 1981

Matière principale : Droit international public

Matière secondaire : Anthropologie du droit

Thèse : Droit des Philippines sur les îles Spratly. Droits de l'homme et développement (thèse principale)

Docteur en sciences humaines (honoris causa), Xavier University, Cagayan de Oro, Philippines, 1995

Fonctions occupées :

- Présidente de la Commission d'unification nationale de septembre 1992 à juillet 1993
- Commissaire de la Commission des élections, de 1986 à février 1993 (départ à la retraite)
- Vice-Présidente de la Commission électorale : du 7 décembre 1989 au 17 juin 1991
- Directrice générale du Conseil pastoral paroissial chargé de la responsabilisation des électeurs : 1995
- Membre du Comité présidentiel des droits de l'homme : de mars à juillet 1986
- Membre du Conseil d'administration du Philippine Center for Marine Affairs Inc.
- Membre du Groupe de recherche multidisciplinaire sur les questions relatives à la mer de Chine méridionale du Centre d'études sur l'intégration et le développement de l'Université des Philippines
- Professeur de droit associé, Université des Philippines, faculté de droit (jusqu'en juillet 1986)
- Maître de recherche, faculté de droit de l'Université des Philippines (jusqu'en 1984)

- Rédactrice de la Revue de droit des Philippines de 1976 à 1980
- Conseillère juridique de l'Université des Philippines de 1972 à 1975
- Adjointe du Vice-Président aux affaires universitaires, Université des Philippines (de 1981 à 1986)
- Maître de conférence, Université des Philippines, faculté de droit (depuis 1986)
- Associée de la firme d'avocats AZCUNA, YORAC, SARMIENTO, ARROYO & CHUA (depuis 1986)

Participation à des séminaires, conférences et programmes internationaux

- Institut de droit international, Université des Philippines, faculté de droit, Manille, 1968
- Institut de droit international, Manille, 1969
- Programme de visiteurs internationaux (droits de l'homme), Département d'État des États-Unis, novembre 1978
- Conférence sur le droit de la mer du Centre Orient-Occident, Manille, 1981
- Conférence internationale sur les droits de l'homme, Bangalore (Inde), 1986
- Conférence internationale sur les droits de l'homme, Stockholm (Suède), 1986
- Colloque de l'Université Yale sur la démocratie aux Philippines (septembre 1991)
- Conférence des Nations Unies sur les droits de l'homme et les élections, Pnom Penh (Cambodge), octobre 1993
- Institut Frederick Neumann pour la liberté et la démocratie, Sintra (Portugal), novembre 1994
- Conférence de l'UNESCO sur la contribution des femmes à une culture de paix, Manille, avril 1995
- Déclaration liminaire à la Conférence de l'ANASE sur les droits de l'homme, avril 1995
- Observatrice internationale, élections de 1994, Sri Lanka
- Observatrice internationale, plébiscite sur le mandat du Président Pinochet, Chili, 1988

Publications (livres, exposés, articles)

- "Legal Status of Mercenaries", Philippine Law Journal, vol. 53, mars 1978

- "Preventive Detention and the Metaphysic of Repression", Philippine Law Journal, vol. 6, No 6, mars 1981
- "Child Custody Determinations: A Reappraisal", Philippine Law Journal, vol. 56, No 3, septembre 1981
- "The Philippine Claim to the Spratly Islands Group", Philippine Law Journal, vol. 58, No 2, juin 1983
- Editor, Philippine Treaty Series, vol. 1 à 4 et 6 et 7
- Cases and Materials in Persons and Family Relations, 1983
- Pre-Proclamation Controversies, Integrated Bar Journal

Autres ouvrages en cours

- Droits de l'homme et développement
- Les lois sur le divorce à Cuba, Porto Rico et aux Philippines : étude comparative
- Les frontières maritimes : le problème des Spratly
- Établissement des données de base des Philippines
- Les droits de l'homme : l'Organisation des Nations Unies et l'expérience des Philippines

Appartenance à des sociétés professionnelles et honoraires et à des organisations civiques

- Membre du barreau des Philippines
- Membre du conseil d'administration de la Société philippine de droit international
- Membre du Cercle des avocates
- Coordonnatrice régionale pour la zone métropolitaine de Manille du Free Legal Assistance Group (FLAG) jusqu'en 1986
- Membre du Conseil national d'administration du Free Legal Assistance Group (FLAG) jusqu'en 1986
- Membre associé de l'Association des correspondants étrangers des Philippines
- Membre de la Fondation pour la paix Aurora Aragon Quezon

ZHAO, Lihai

(Chine)

Professeur de droit international à l'Université de Beijing (Chine)

Né le 3 juillet 1916 dans la province du Shânxi (Chine)

FORMATION :

1944 Doctorat de droit international, Harvard University

1941 Maîtrise, Université de Chicago

1939 Licence, Université de Yenching

CARRIÈRE UNIVERSITAIRE :

Depuis 1957 Professeur de droit international, Beijing (Chine)

Printemps 1983 Professeur associé, faculté de droit, Université de New York

1949-1957 Professeur de droit, Université de Nanjing (Chine)

1947-1949 Professeur de droit, Université centrale nationale de Nanjing
(Chine)

1945-1947 Professeur de droit, Université nationale de Wuhan (Chine)

ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES :

1988 Membre du Conseil chinois pour la promotion de la réunification
nationale pacifique

1988 Directeur adjoint de la Commission des affaires juridiques,
Ligue démocratique du Comité central chinois

1988-1993 Membre de la Commission des affaires juridiques, Conférence
consultative politique du peuple chinois

1988-1993 Membre du Comité national, Conférence consultative politique du
peuple chinois

1991 Conseiller juridique principal de l'Association chinoise de
recherche-développement concernant les ressources minérales des
fonds marins

1989 Vice-Président de la Société chinoise du droit de la mer

1989-1994 Membre du Conseil d'administration de la Société chinoise
d'océanologie

1994 Conseiller de la Société chinoise d'océanologie

1981-1989 Vice-Président de l'Association chinoise des affaires maritimes
internationales

1983 Membre de l'Institut des relations internationales et du droit
international public, Curatorium Internationale (Grèce)

1980-1994 Membre du Conseil d'administration de la Société chinoise de
droit international

1994 Conseiller de la Société chinoise de droit international

1982-1986 Membre du Conseil d'administration de l'Association chinoise des
juristes

1986-1991 Conseiller de l'Association chinoise des juristes

1956-1966 Membre du Conseil d'administration de la Société chinoise des
affaires politiques et juridiques

PRINCIPALES PUBLICATIONS :

Problèmes actuels du droit de la mer, Presses de l'Université de Beijing, 1996

Problèmes actuels du droit international, Éditions juridiques chinoises, 1993

Théorie fondamentale du droit international, Presses de l'Université de
Beijing, 1990

Théorie et pratique du droit de la mer, La maison du droit, 1987

Évolution récente du droit de la mer, Presses de l'Université de Beijing, 1984

Recueil d'articles de droit international, La Revue juridique, 1982

Révision de la Charte des Nations Unies, Presses de l'Université de
Beijing, 1982

Droit international public, La presse commerciale, Shanghai, 1947

Sino-USA Agreements and International Law (Accords sino-américains et droit
international), Harvard University Press, 1944
